# Cahiers du mouvement ouvrier

## JUIN 1936 : IMAGES DE GRÈVES

**Christian Coudène : Flora Tristan**

**Sam Ayache : Le lock-out de Dublin (1913)**

**Léon Trotsky : La révolution en Inde**

C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

30 - Deuxième trimestre 2006 (avril-mai-juin) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

# Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine**
**Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :
Jean-Jacques Marie
CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : http://assoc.wanadoo.fr/cermtri
e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

## SOMMAIRE


• Présentation ..... p. 5

• Juin 1936

• Images de grève ..... p. 9
— Dans la région parisienne
— Dans les Côtes-du-Nord
— A Marseille
— En Bourgogne
— Dans le Dauphiné

• La grève générale en Belgique ..... p. 28

• Documents
— Le programme du Front populaire ..... p. 35
— La liste complète des 99 organisations signataires du programme du Front populaire ..... p. 38

• Christian Coudène :
Flora Tristan, une militante intrépide ..... p. 47

• Jean-Marc Schiappa :
La révolution de 1848 et la Constituante ..... p. 57

• Gérard Bloch :
1907 : la première capitulation de la social-démocratie allemande ..... p. 63

• Sam Ayache :
Le "Dimanche rouge" irlandais ..... p. 69

• Deux militants bolcheviques :
Loutovinov et Liadov ..... p. 75

• Léon Trotsky :
La révolution en Inde (1930) ..... p. 83

• **Le *Cahier du CERMTRI* n° 119 :**
**La révolution bolivienne et le POR (1952-1953) ..... p. 95**

• **Appel contre la résolution 1481 du Conseil de l'Europe sur les "crimes du communisme" ..... p. 99**

• **Notes de lecture ..... p. 103**

# Présentation

PAR lettre du 13 avril 2006, la Commission paritaire des publications et agences de presse, arguant d'un délai supérieur à la réglementation entre les n[os] 20 et 21 des *Cahiers du mouvement ouvrier,* a décidé de supprimer le numéro de commission paritaire attribué à notre revue.

Les conséquences de cette suppression sont extrêmement brutales. Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont, bon an mal an, autour de 700 abonnés. L'expédition de ces 700 numéros au tarif commission paritaire revient à 420 euros. Au tarif lettres, elle revient à... 1 960 euros ! Autant dire que c'est un étranglement des *Cahiers du mouvement ouvrier.*

Nous faisons bien évidemment une nouvelle demande à la commission paritaire. Mais cette demande va prendre d'autant plus de temps que la commission compétente ne siège ni en juillet ni en août. Des mesures conservatoires s'imposent donc pour préserver l'existence et la diffusion de la revue.

Comme il ne saurait être question d'en suspendre la parution en attendant (ce qui, d'ailleurs, interdirait toute obtention d'un nouveau numéro de commission paritaire), nous avons décidé jusqu'à cette obtention de réduire la pagination de la revue à 112 pages, afin de réduire son poids en dessous de 250 grammes, ce qui permet une expédition au tarif lettre-écopli, qui, pour 700 numéros, reviendrait encore à un peu plus de 1 000 euros, fardeau toujours trop lourd que nous tenterons d'alléger en essayant d'insister plus sur la vente au numéro jusqu'à l'obtention d'un nouveau numéro de commission paritaire.

Ce numéro est en grande partie consacré à juin 1936. Il ne prétend nullement en donner une image complète, seulement quelques images de ce qu'a été ce profond mouvement de grèves, la dernière crête avec la révolution espagnole, avant la Seconde Guerre mondiale, de la vague révolutionnaire engendrée par la révolution d'Octobre. A cette fin, nous publions des extraits de presse concernant les grèves dans quelques régions de France et quelques extraits d'un ouvrage de deux historiens sociaux-démocrates belges sur la grève générale en Belgique.

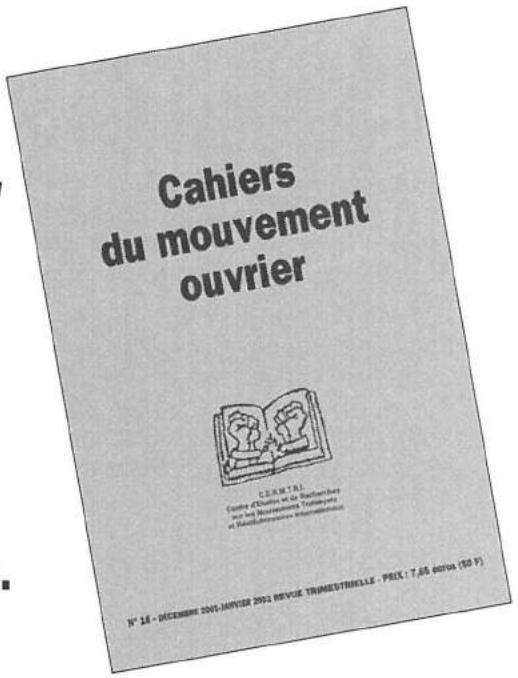
Ce numéro revient sur quelques moments de la lutte des classes dans plusieurs pays européens : un rappel de la vie et de l'activité de Flora Tristan, l'une des grandes pionnières du mouvement ouvrier français ; la question de la Constituante dans la révolution de 1848 ; le premier tournant de la social-démocratie allemande qui allait mener cette dernière à soutenir la monarchie allemande dans la guerre de 1914, puis à défendre l'Etat bourgeois allemand contre

la révolution montante en 1918-1919 ; le lock-out et "Dimanche rouge" de Dublin en 1913, l'un des sommets de la lutte révolutionnaire du peuple irlandais.

La biographie de l'ouvrier métallurgiste bolchevique Loutovinov, qui se suicide en mai 1924 après la défaite de l'Opposition de gauche, et l'autobiographie du bolchevik Liadov évoquent les années de formation du Parti bolchevique. L'article inédit de Trotsky sur la révolution en Inde, rédigé en 1930, traite des perspectives de la révolution dans un pays arriéré.

Précisons enfin que les n$^{os}$ 31 et 32 des *Cahiers du mouvement ouvrier* seront quasi entièrement consacrés aux révolutions hongroise et polonaise de 1956 et comporteront de nombreux documents inédits. Deux *Cahiers du CERMTRI* sur le même sujet reproduiront des documents du mouvement ouvrier français de l'époque. Il existait en 1956 encore une presse régionale politique. Nous demandons donc à tous nos lecteurs de nous communiquer d'éventuels extraits de cette presse.

# Les *Cahiers du mouvement ouvrier*




**• Collection complète (nos 1 à 29) :**
**— 95 euros + 16 euros de frais de port (France) ;**
**— 95 euros + 30 euros de frais de port (étranger).**

***Cahiers du mouvement ouvrier***
(volume de 160 pages)
Prix du numéro : **8 euros**
Abonnement annuel (quatre numéros) :
— France : **29 euros** ;
— Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros**.

**Nom, prénom :** .....

**Adresse :** .....

.....

Abonnement d'un an :

❒ à partir du n° 13 ❒ à partir du n° 14 ❒ à partir du n° 15
❒ à partir du n° 16 ❒ à partir du n° 17 ❒ à partir du n° 18 ❒ à partir du n° 19
❒ à partir du n° 20 ❒ à partir du n° 21 ❒ à partir du n° 22 ❒ à partir du n° 23
❒ à partir du n° 24 ❒ à partir du n° 25 ❒ à partir du n° 26 ❒ à partir du n° 27
❒ à partir du n° 28 ❒ à partir du n° 29 ❒ à partir du n° 30

Commande du (des) n° (nos) : .....

❒ **Commande du n° 1 de l'édition russe (9 euros port compris)**

**La collection des nos 1 à 29 : 95 euros + 16 euros de frais de port ❒**
**Chèques à l'ordre du CERMTRI**
**(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)**
**A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris**

# Juin 1936 : images de grèves

TENIR
OU MOURIR
101 JOUR
POUR
VIVRE
PROGRES COMMERCIAL
101 JOUR
DE GREVE

# Présentation

LE 12 février 1934, en réponse à la menace fasciste exprimée lors des manifestations violentes du 6 février et qui se manifestait au même moment à Vienne par le bombardement des quartiers ouvriers de la ville et l'interdiction des syndicats libres et du Parti social-démocrate, la classe ouvrière française avait réussi à réaliser l'unité du Parti communiste et de la SFIO. Elle rassemblait ses forces contre le capital et son offensive, qui prenait un tour particulièrement brutal sous le gouvernement Laval. Ce gouvernement, auquel participent plusieurs ministres radicaux-socialistes, organise une politique systématique de baisse des salaires. Les dirigeants des Partis communiste et socialiste et ceux du Parti radical, qui participaient au gouvernement Laval, répondent à cette mobilisation en formant un cartel électoral, dit Rassemblement populaire.

Au début du mois d'août, à Toulon, contre une baisse de salaires, près de 3 000 ouvriers de l'arsenal défilent dans la ville aux accents de *L'Internationale*. Lockoutés par la direction de l'arsenal, les ouvriers donnent l'assaut à la sous-préfecture. Les gendarmes abattent un jeune ouvrier qui tentait de remplacer le drapeau tricolore par la drapeau rouge. A Brest aussi, la police tire sur les manifestants. Au Havre, les marins se mettent en grève pour leurs salaires. Toulon se couvre de barricades, la police tire et abat huit ouvriers.

Les dirigeants staliniens dénoncent le rôle prétendu de "provocateurs" dans les grèves, manifestations et combats de Brest et Toulon. Jacques Duclos écrit le 8 août dans *L'Humanité* : *"Nous attachons un trop grand prix à notre collaboration avec le Parti radical pour ne pas nous dresser contre les provocateurs."*

Cette mobilisation de la classe ouvrière trouvait au même moment sa traduction électorale dans une élection partielle à Clermont-Ferrand : le ministre de l'Education, radical, venant de mourir, une élection partielle avait placé en tête au premier tour le candidat socialiste, pour lequel se désista le candidat communiste ; mais le radical, membre du Front populaire, se maintint contre lui au second tour : il fut battu et le socialiste élu.

Au printemps 1936, un peu partout en Europe, les masses ouvrières se dressent contre leurs gouvernements. En Pologne, grève générale et manifestation à Cracovie le 22 mars ; la police abat huit manifestants. Le lendemain, elle tue deux manifestants ouvriers à Czestochowa, sanctuaire de la Vierge noire. Les mineurs du sud du pays se mettent en grève. Trois semaines plus tard, la grève submerge Lodz, grand centre de l'industrie textile, et Lvov, où les grévistes barrent les rues de barricades que la police à cheval prend d'assaut, tuant douze manifestants ; les conducteurs de tramway y décréteront la grève à la fin de mai. Le 30 mars, à Zagreb, en Yougoslavie, la police tire sur une manifestation ouvrière qui tourne à l'émeute. Une douzaine de cadavres jonchent le pavé. Le 26 avril, une grève du bâtiment submerge la Pologne. Les 8 et 9 mai, trois semaines après l'arrivée au pouvoir du général Metaxas, une grève des ouvriers du tabac tourne à la

grève générale à Salonique, au nord de la Grèce. Les gendarmes attaquent les piquets de grève, puis tirent sur les manifestants et en abattent une trentaine.

En France, le 3 mai 1936, le Rassemblement populaire remporte une victoire électorale dont les socialistes sont les principaux bénéficiaires. La classe ouvrière se saisit de ce cette victoire électorale pour se dresser contre la bourgeoisie. Pourtant, le 7 mai 1936, Duclos annonce à la presse que le PCF respectera la propriété privée.

Le 11 mai, les ouvriers de Bréguet (aviation), au Havre, exigent la réintégration de deux ouvriers licenciés pour refus de travailler le 1er Mai, débraient, occupent l'usine et obtiennent satisfaction. Les deux syndicalistes sont réintégrés. Le 13 mai, les ouvriers des usines Latécoère, de Toulouse, débraient pour exiger la réintégration de trois ouvriers licenciés pour avoir refusé de travailler le 1er Mai. Le 14 mai, grève aux usines Bloch, à Courbevoie, suite au refus de la direction d'augmenter les salaires et d'aménager le temps de travail. Les ouvriers occupent les ateliers. Le lendemain, la direction accepte la hausse des salaires, les congés payés et le paiement des jours de grève. La manifestation du mur des Fédérés, le 24 mai 1936, en hommage à la Commune de Paris, symbole de la révolution prolétarienne, rassemble 600 000 travailleurs. Une immense vague de grèves enfle sans discontinuer : le 26 mai, les ouvriers de Nieuport, à Issy-les-Moulineaux, exigent la semaine de 40 heures et occupent leur usine ; c'est la même chose chez Hotchkiss, à Levallois ; grève, occupation, dépôt des revendications aux usines Renault, à Corbeil ; 120 000 métallurgistes de la région parisienne font grève. Pour la première fois en vingt ans, Renault ferme ses portes : les 25 000 ouvriers sont en grève. C'est le début d'une marée d'occupations d'usines spontanées qu'aucun parti du Front populaire ne recommande et que le patronat dénonce comme une remise en cause de la propriété privée des entreprises. A partir du 26 mai, la grève s'étend dans la métallurgie parisienne, avec occupation d'usines.

Poussé par cette marée qui submerge la métallurgie parisienne, Marceau Pivert, dirigeant de la Gauche révolutionnaire de la SFIO, affirme, le 27 mai, dans *Le Populaire* : *"Tout est possible."* Le surlendemain, dans *L'Humanité*, le secrétaire à l'organisation du PCF, Marcel Gitton, répond : *"Tout n'est pas possible (...). Les travailleurs veulent des conditions plus humaines. C'est tout."* Rien de plus et rien d'autre... Et il dénonce *"toutes les tentatives faites par nos pires ennemis et aussi par les trotskystes pour essayer de nous entraîner à des actes inconsidérés"*.

Le 28 mai, des grèves massives avec occupation d'usines ont pourtant gagné Renault, dans la région parisienne, puis Fiat, Citroën, Talbot, Brandt...

Le 29 mai, un accord est signé chez Renault avec les délégués ouvriers (hausse des salaires, paiement des jours de grève, etc.) en échange de la reprise du travail.

Le 2 juin 1936, le mouvement de grèves redémarre et embrase l'industrie chimique, l'alimentation, le textile, les transports, l'ameublement, la restauration et l'hôtellerie, le livre, la serrurerie, les laboratoires pharmaceutiques, le bâtiment, le gaz, et même l'orfèvrerie. Presque partout, les ouvriers occupent les usines. Ce 2 juin, les deux groupes trotskystes français fusionnent et fondent le Parti ouvrier internationaliste (POI). Ce même 2 juin éclate en Belgique, contre la volonté expressément affirmée des dirigeants des syndicats socialistes et plus encore de ceux des syndicats chrétiens, la grève des dockers, qui va culminer les 12 et 13 juin en une grève générale qui balaie toute la Belgique.

Le 4, le gouvernement Blum est constitué. Il s'affirme, comme l'ensemble du Front populaire, décidé à défendre coûte que coûte la propriété privée. Roger Salengro, ministre de l'Intérieur, déclare le 3 juin, la veille de son entrée en fonction : *"Que ceux qui ont pour mission de guider les organisations ouvrières fassent leur devoir : qu'ils s'empressent de mettre un terme à cette agitation injustifiée. Pour ma part, mon choix est fait : entre l'ordre et l'anarchie, je maintiendrai l'ordre envers et*

*contre tous."* Duclos affirmera dans un article de *L'Humanité* (27 juin) : le programme du Front populaire, c'est celui des radicaux, donc de la défense de la propriété privée. En août, Thorez proposera d'élargir le Front populaire en un "Front français" sans frontière à droite.

La province entre massivement en grève : dans le Nord, les mines d'Anzin, Denain et Lens ; Le Havre, Bordeaux, Nantes ; les couches périphériques du prolétariat entrent en grève : le 5 juin, les employés des grands magasins parisiens (Galeries Lafayette, le Printemps) se mettent en grève et occupent les grands magasins, les tenanciers de kiosque se mettent en grève contre les Messageries Hachette.

Le 7, les accords conclus à Matignon entre les représentants du patronat, des syndicats et du gouvernement augmentent les salaires, instituent la semaine de 40 heures et les congés payés. La grève générale ne faiblit pourtant pas : les grévistes, au nombre de deux millions le 9 juin, veulent quelque chose de plus profond. Ce jour-là, sous le titre *"La révolution française a commencé"*, Trotsky commente ce mouvement profond, *« qui brise les cadres professionnels corporatifs et locaux en élevant au-dessus d'eux les revendications, les espoirs, la volonté de tout le prolétariat (...). La révolution française a commencé (...).*

*La vie rentrera apparemment dans son ancien lit. Mais cela ne change rien au fond. Ce qui s'est passé, ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves : c'est la grève. Dans la grève s'exprime avant tout la méfiance ou le manque de confiance des ouvriers, sinon dans la bonne volonté du gouvernement, du moins dans sa capacité de briser les obstacles et de venir à bout de ses tâches. Les prolétaires veulent "aider" le gouvernement, mais à leur façon »* (*Œuvres*, tome 10, pp. 79-80).

Le 11 juin, Maurice Thorez fait une déclaration invitant les ouvriers à arrêter la grève lorsque satisfaction a été obtenue sur les revendications (alors même que les buts profonds de la grève dépassent les multiples revendications corporatives). La rubrique "Vie sociale" de *L'Humanité* du lendemain publie un communiqué du syndicat des métaux CGT du 5 juin appelant les ouvriers à poursuivre la grève. Le responsable de la rubrique, Raveau, est immédiatement renvoyé. Un communiqué du comité central du Parti communiste annonce son renvoi. Il est accusé, en publiant le communiqué du 5 juin du syndicat des métaux, d'avoir *"facilité les manœuvres des exploiteurs de la classe ouvrière"*. Le communiqué qui annonce sa révocation est publié dans *L'Humanité*... et dans *Le Populaire* (organe de la SFIO), le 13 juin. L'avertissement est clair.

Le mouvement de grèves s'étend et se généralise jusqu'au 12. Puis, après la déclaration de Thorez qui invite les militants communistes à faire à toute force reprendre le travail, il reflue petit à petit à partir de la mi-juin, mais se prolonge quasiment jusqu'à la fin du mois, comme le montre par exemple la grève des marins de Marseille.

Nous donnons ci-dessous une image très fragmentaire de ce mouvement dans quelques secteurs pour offrir au lecteur une idée de son ampleur et de sa vigueur.

L'UN des traits les plus frappants de la quasi-totalité des ouvrages consacrés à juin 1936 et au Front populaire est qu'ils ne comportent à peu près aucun récit de ce que le ministre socialiste Jules Moch a appelé dans son ouvrage (1) *"l'inflation des grèves"*. Même l'ouvrage de Daniel Guérin, qui se situait officiellement dans l'aile gauche de la Gauche révolutionnaire de la SFIO dirigée par Marceau Pivert, ne comporte que quelques paragraphes sur les grèves, dont une moitié consacrée à ce que Guérin appelle avec beaucoup d'exagération le soviet des Lilas (2). Le numéro spécial du *Mouvement social* de janvier-mars 1966 (n° 54), intitulé *"Front populaire"*, est à peu près muet sur les grèves (évoquées seulement dans un article de Pierre Broué et Nicole Dorey, intitulé *"Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au Front populaire"*), ce qui est un comble pour une revue qui porte le nom de "Mouvement social" ! La grosse *Histoire du Front populaire* (3) de Georges Lefranc est presque aussi discrète sur cette lame de fond qui a soulevé la classe ouvrière française. *L'Histoire vivante du Front populaire* (4), de Jean Grandmougin, est tout aussi discrète. L'ouvrage de L. Bodin et J. Touchard, *Front populaire, 1936* (5) contient une photo de grévistes, mais aucun récit de grève...

Seul l'ouvrage de Danos et Gibelin, *Juin 36* (6), comporte de nombreuses pages sur les grèves. Pour évoquer le mouvement, surtout dans la région parisienne, nous reproduisons un texte de Jean Rous publié dans le mensuel *Pensée socialiste* en juin 1946 pour le dixième anniversaire de juin 1936. En juin 1936, Jean Rous était militant du Parti ouvrier internationaliste ; en 1946, il avait cessé d'être trotskyste depuis six ans et appartenait à l'aile gauche de la SFIO...

(1) Jules Moch, *Le Front populaire*, Librairie académique Perrin, 1971.

(2) Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, Julliard, 1963, réédition Maspero, 1970.

(3) Payot, 1965.

(4) Albin Michel, 1966.

(5) Armand Colin, 1961.

(6) Les Editions ouvrières, 1952, réédition. La Découverte, 1986.

# Dans la région parisienne

LES premières grèves sur le tas eurent lieu en mai 1936. Le 8 mai, les 30 ouvriers de la fabrique de la Société générale de fonderie de Saint-Michel, dans l'Aisne, occupent et remportent une victoire après cinq jours. Silence dans toute la presse. Le 11 mai, occupation des entreprises d'aviation Bréguet, au Havre et, le 13 mai, de l'usine d'aviation Latécoère, à Toulouse. *Le Populaire* et *L'Humanité* notent l'événement. Ces grèves avec occupation se terminent par la victoire des ouvriers, qui obtiennent la réintégration des syndiqués licenciés. Dans le compromis de Latécoère, les ouvriers imposent la reconnaissance des délégués d'ateliers. Le 15 mai, à Courbevoie, dans l'usine d'aviation Bloch, 700 ouvriers occupent, pour une faible augmentation de salaires. La population de Courbevoie leur vient en aide. Peu à peu, le mouvement d'occupation fait tache d'huile, chez Lioré et Olivier, à Villacoublay, et à la Compagnie française des raffineries du Havre. Après la manifestation du mur des Fédérés du 24 mai, les ouvriers entrent en pourparlers avec les patrons et demandent des augmentations de salaires et la reconnaissance du droit syndical.

Les 26, 27 et 28 mai, le mouvement d'occupation de masse prend un vaste essor dans la région parisienne et, partiellement, en province. Le mardi 26 mai, grève sur le tas aux établissements Amiot, à Villacoublay, chez Sautter-Harlé, chez Hotchkiss, à Levallois-

Perret, à l'atelier 221 chez Renault, chez Nieuport, à Issy, chez Lavalette, à Saint-Ouen. Le 27 mai, extension du mouvement Hotchkiss à Clichy et à Gennevilliers, à l'atelier d'engrenages Citroën, puis à toutes les usines Citroën. Les jours suivants, à Boulogne chez Farman, en province, à Toulouse chez Dewoitine.

Les directions ouvrières sont un peu interloquées et le manifestent par le silence. Le 28 mai, le mouvement fait un bond prodigieux avec l'entrée en lutte de Renault. Toute la métallurgie parisienne (250 000 ouvriers) est ainsi projetée dans l'occupation de masse. Effrayé par l'ampleur de la vague, le grand patronat promet d'examiner, avec les délégués de la CGT, les bases d'une convention collective pour la métallurgie. Mais il pose comme condition expresse l'évacuation immédiate. D'ailleurs, la direction de la CGT conseille cette évacuation. Le 29 mai, la commission exécutive du syndicat des métallos propose à chaque usine d'envoyer des délégations aux patrons pour discuter les conditions de la reprise. Ce jour-là, près de 50 usines métallurgiques (65 000 grévistes, évalue *Le Peuple)* entrent dans le mouvement. Le 29 mai au soir, un compromis est signé chez Renault. La reprise du travail est décidée pour le 2 juin. Les salaires sont augmentés. Un jour de grève sera payé. Cependant, les occupations s'étendent, à Marseille (atelier Coder), à Orléans, à Toulouse, dans l'Aisne (papeteries d'Alencourt et textiles), ainsi qu'à Paris (blanchisseries d'Issy-les-Moulineaux).

Pendant les fêtes de la Pentecôte (31 mai-1er juin), le communiqué patronal constate : *"Il est permis de penser que les ouvriers qui sont en grève abandonneront cette attitude dans le courant de l'après-midi."* Les pourparlers concernant les contrats collectifs sont engagés. Le syndicat ouvrier insiste pour l'évacuation et la reprise du travail : *"Notre union syndicale fait appel aux délégués des usines encore en grève pour qu'ils se mettent dès ce matin en rapport avec leurs directions respectives pour trouver une manière d'entente sur leurs revendications particulières en litige et permettent ainsi la reprise normale du travail"* (*Le Peuple,* 2 juin 1936).

Le 2 juin au matin, 51 nouvelles usines sont occupées, et l'après-midi, 130 usines. L'union départementale de la CGT dément les bruits de grève générale. Le 3 juin, le mouvement est général pour la métallurgie, le bâtiment, l'alimentation, les produits chimiques, les arts graphiques, l'habillement. La vague se gonfle et monte d'heure en heure. Le 4 juin, le patronat rompt tous les pourparlers et exige d'abord le retour au calme. Alors, les ouvriers de chez Renault ripostent et reprennent la lutte. La grande presse déchaîne une campagne de panique concernant le ravitaillement de Paris et les transports. Le 5 juin, les grands magasins parisiens sont occupés. La Confédération générale du patronat français lance à Léon Blum, qui vient d'être désigné comme président du Conseil, un ultimatum. Elle exige que cesse le mouvement révolutionnaire et que les entreprises soient immédiatement évacuées.

Le 5 juin, le gouvernement Blum intervient. Il promet solennellement la semaine de 40 heures, les conventions collectives, les congés payés. Il déclare : *"Le gouvernement demande donc aux travailleurs de s'en remettre à la loi pour celles de leurs revendications qui doivent être réglées par la loi, de poursuivre les autres dans le calme, la dignité, la discipline."*

Le 6 juin, nouveau bond du mouvement, qui s'étend tout particulièrement d'une manière quasi foudroyante en province, dans le Nord où 300 000 ouvriers entrent en lutte. Les mineurs annoncent la grève générale pour le 8 juin. Devant ce déferlement magnifique de la force ouvrière, on constate dans les sommets de la bourgeoisie des tendances conciliatrices. Le cardinal Verdier demande qu'on se mette *"courageusement et sans retard à la constitution de cet ordre nouveau que tous appellent"*. Mais le 6 juin, Paul Reynaud passe à l'attaque contre les ouvriers au nom de la légalité. Léon Blum lui répond, au nom du gouvernement, que cette installation des ouvriers dans l'usine, y restant même après la cessation du travail, n'est pas conforme aux règles de la loi civile française. Mais personne ne peut faire évacuer les

usines. Ainsi le fait révolutionnaire se trouve sanctionné. Le dimanche 8 juin est le jour de l'accord Matignon. A l'hôtel Matignon eut lieu une conférence entre les délégués de la Confédération générale du patronat français et les délégués de la CGT, sous l'arbitrage du président du Conseil socialiste. Rappelons les grandes lignes de l'accord :

1° Reconnaissance du contrat collectif.

2° Reconnaissance du droit syndical.

3° Reconnaissance des délégués ouvriers.

4° Augmentation des salaires sous l'arbitrage du président du Conseil (de 7 à 15 %).

Le haut patronat, dans la *Journée industrielle* (9 juin 1936), déclare accepter les propositions du gouvernement tout en faisant les plus expresses réserves. Il s'élève contre une situation *"dangereuse et fausse"* ; *"c'est la route du fascisme" (sic)*, dit-il. Et *Le Temps* ajoute : *"Fascisme économique."* Ainsi on voit, sous le masque de la prétendue liberté et du Comité des Forges, se regrouper les forces réactionnaires. Après l'accord Matignon, le mouvement s'étend encore dans tout le pays.

Le comité fédéral des métaux, d'après *Le Peuple* (8 juin), constatant l'élargissement du mouvement dans l'ensemble du pays, décide, devant cette situation, de prendre toutes ses responsabilités et de coordonner les grèves pour leur donner le maximum d'efficacité. 8 juin : grève générale du bâtiment. Le même jour, grève générale des mineurs du Nord avec occupation des fosses et usines. Le 9 juin, les délégués grévistes de la métallurgie repoussent les propositions de la reprise du travail de leur propre direction syndicale. Le 10 juin, l'assemblée de ces délégués vote une résolution aux termes de laquelle le contrat collectif devra être signé avant le 12 juin, sinon *"que les usines travaillant pour la guerre et pour l'Etat soient nationalisées, leur fonctionnement étant assuré par le personnel technique et ouvrier sous le contrôle des ministres intéressés"* (*Le Peuple*, 11 juin 1936).

La grève est devenue générale dans la métallurgie parisienne. Le 10 juin, elle s'étend aux hôtels, cafés et restaurants. Le 11 juin, la région parisienne est véritablement aux mains des ouvriers, des employés, des techniciens de toutes les corporations. Des cortèges parcourent les rues, drapeaux rouges en tête. La bourgeoisie tremble devant les premiers grondements de la révolution. C'est le même jour où Thorez, secrétaire général du Parti communiste, prononce son grand discours et lance son fameux : *"Il faut savoir terminer une grève dès l'instant où les revendications essentielles ont été obtenues. Il faut savoir même consentir au compromis afin de ne perdre aucune force, et notamment de ne pas faciliter les campagnes d'affolement et de panique de la réaction"* (*L'Humanité*, 12 juin). A la suite de cette déclaration, le mouvement décline dans son aspect général.

# Dans les Côtes-du-Nord

## Les grèves de 1936 vues par la presse des Côtes-du-Nord

### (sources : archives départementales des Côtes-d'Armor)

**Un démarrage tardif** : les grèves ne débutent que le 9 juin 1936, après la signature des accords Matignon. *La Gauche*, journal dont le directeur est le député radical de Dinan, rapporte, dans son édition du 28 juin 1936 : *"Les dockers d'abord, puis les métallurgistes, les gars du bâtiment, les employés du gaz, les calicots et les midinettes ont*

*transmis à leurs patrons leurs cahiers de revendications."*

**Mais une volonté de combat unitaire :** *La Gauche* (5 juillet) note : *"A l'heure actuelle, les ouvriers du bâtiment, les couvreurs, bien qu'ayant obtenu satisfaction, s'étant solidarisés avec leurs camarades, demeurent en grève. De même, les ouvriers de l'usine Pierre et les métallurgistes des Forges et Laminoirs occupent leurs ateliers, attendant la fin du conflit."*

**Des grèves qui se prolongent** : le 9 août, *La Gauche* annonce une reprise de grève dans une entreprise du bâtiment à la suite du licenciement du *"secrétaire-délégué du syndicat"*. Grève encore chez les carriers de Perros-Guirec signalée par *Le Combat*, organe de la SFIO du département, le 22 août. Et le... 10 octobre, le même *Combat* indique qu'une grève d'une semaine s'est déroulée aux chantiers de matériaux Bonne, à Paimpol !

## Pour ou contre les grèves ?

**Rétablir l'ordre :** sous le titre : *"Enfin... des paroles nécessaires ont été prononcées"*, *La Gauche*, le journal radical, rapporte, dans son édition du 12 juillet, cet échange au Sénat :

*"M. Bienvenu-Martin : Je demande à Monsieur le Ministre de l'Intérieur si nous sommes bien d'accord, si le gouvernement tolérera de nouvelles occupations d'usines et de fermes ?*

***Le Ministre de l'Intérieur*** (il s'agit de Roger Salengro, socialiste SFIO — NDLR) ***: Je répète que le gouvernement est résolu à assurer l'ordre public, et si, demain, des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines, de fermes étaient tentées, il entend par tous les moyens appropriés y mettre un terme"*** (1).

***"Il faut savoir terminer une grève !"*** *Le Combat*, le journal socialiste local, ne prend pas frontalement les travailleurs comme le fait Salengro. Ainsi, le 20 juin, on lit : *"Qu'il y ait une certaine corrélation entre l'agitation ouvrière et l'avènement du gouvernement présidé par notre ami Léon Blum, là-dessus, aucun doute ! (...) Devons-nous nous en plaindre et déplorer une telle coïncidence ? Pour ma part, je réponds catégoriquement : non !"*

Mais le journal socialiste poursuit : ***"Ceci dit, est-il souhaitable que la grève se poursuive et s'intensifie ? Avec la même fermeté, je réponds encore cette fois : non !*** *Il serait maladroit, voire dangereux, de maintenir dans le pays une agitation qui, apparemment, n'a plus d'utilité momentanée, puisque les principaux objectifs de l'offensive gréviste sont atteints et que l'accord général du 7 juin est venu couronner la magnifique victoire ouvrière."*

***"Triste tableau"*** : c'est le titre d'un article de *La Croix des Côtes-du-Nord* (12 juillet), qui cite une lettre reçue de la banlieue parisienne : *« Jeudi dernier, drapeaux rouges et municipalité en tête, trois mille cinq cents à quatre mille grévistes ont défilé dans nos rues en* ***hurlant*** **L'Internationale**. *C'était le jour de la Fête-Dieu. Malgré moi, en voyant ce cortège d'hommes en habit de travail, et de femmes en sarraux, la tête ceinte d'un ruban rouge, devant* ***ces bannières de haine****, hâtivement fabriquées, avec, de chaque côté, leurs cordons et ficelles, je pensais à notre belle Fête-Dieu de Bretagne, aux tapis de fleurs, aux reposoirs. Quel contraste avec ceci (...).* ***Que penser de ces grèves dites "sur le tas" (...) et de ces nuits passées dans la plus écœurante promiscuité, hommes et femmes couchant pêle-mêle dans les usines et les magasins ? Quelle débauche*** *! (...) Ah oui ! Nous sommes loin de la Fête-Dieu et de ses filiales blancheurs et de ses divinations du travail humain ! Loin du pain et du vin de l'hostie ! La France décadente, comme la Rome païenne de Néron et de Caligula, sombre dans l'orgie et la débauche :* ***"Panem et circenses" – Du pain et du cinéma ! »***

***"Le Pardon ne sera pas troublé"*** : *La Gauche* (5 juillet) reproduit un tract

(1) Les passages en gras sont soulignés par la rédaction.

de la CGT de Guingamp adressé à la population :

*"Des bruits aussi absurdes que ridicules, lancés par des fauteurs de troubles, qui ne cherchent qu'à diviser la classe ouvrière, courent à travers la ville.*

*L'unanimité des ouvriers en grève avise la population :*

*1° que l'ordre ne sera pas troublé ;*

***2° que les cérémonies prévues à l'occasion du Pardon de Guingamp se dérouleront normalement ;***

*3° que tout perturbateur qui oserait enfreindre la discipline acceptée sur l'honneur serait immédiatement exclu du syndicat ;*

***4° que la grève continuera jusqu'à satisfaction totale.***

***Les ouvriers conscients de leurs revendications raisonnables ne veulent que du pain, la paix, la liberté."***

Une concession au contexte clérical : *"Le Pardon ne sera pas troublé"*, **mais l'essentiel est rappelé : grève jusqu'à satisfaction !**

# A Marseille

**(texte établi sur la base des communiqués publiés dans *Le Petit Marseillais* de l'époque, fournis par Michel Barbe)**

LE 4 juin, à 8 heures du matin, la grève est déclarée à la Société provençale de constructions navales, à La Ciotat : à cette heure-là, une délégation de la CGT a été reçue par le directeur des ateliers, à qui le responsable de la CGT transmet le cahier de revendications établi la veille par les ouvriers. Le directeur ne peut, dit-il, que le transmettre par téléphone à Paris et attendre la réponse :

*"Après le retour de la délégation, la sirène a été actionnée, donnant ordre à tout le personnel de cesser le travail. Tous ont obéi et les machines se sont arrêtées (...). Les portes sont gardées par des piquets d'ouvriers et nul n'est autorisé à sortir, à l'exception des femmes et des apprentis, mais il leur est interdit de rentrer jusqu'à ce qu'une décision soit intervenue.*

*Les chefs d'atelier, contremaîtres et chefs-ouvriers ne peuvent pas quitter leur atelier."*

Le 5 juin, à 19 heures, les cheminots marseillais tiennent un meeting à la Bourse du travail ; ils adoptent un cahier de revendications :

*"1) l'admission à la caisse des retraites après vingt-cinq ans de service, avec minimum de temps ;*

*2) la réintégration des cheminots révoqués pour faits de grève ;*

*3) l'abrogation des décrets-lois ;*

*4) le respect de la loi de huit heures et l'acheminement vers la semaine de quarante heures ;*

*5) vingt-et-un jours de congés payés."*

## La CFTC au secours de la propriété privée...

L'action des "syndicats chrétiens" (ancêtres de la CFTC et de la CFDT) : extraits de la déclaration de l'Union provençale des syndicats chrétiens :

*"L'Union provençale des syndicats chrétiens, en présence des mouvements de grève qui se généralisent (...), tout en reconnaissant la parfaite légitimité d'un certain nombre de revendications présentées par les grévistes, et auxquelles d'ailleurs elle n'a jamais cessé de s'intéresser, fait les plus expresses réserves sur les moyens employés pour les obtenir.*

*Elle ne peut admettre les atteintes graves qui sont portées à la propriété, à la liberté individuelle et à la liberté d'opinion des travailleurs (...).*

*Les syndicats chrétiens ne peuvent laisser les travailleurs dupes de manœuvres qui tendent, en prenant prétexte de revendications corporatives, à les entraîner à une action révolutionnaire (...).*

*L'Union provençale des syndicats chrétiens demande aux employeurs de bien vouloir les inviter à participer à la signature des accords qu'ils seraient éventuellement appelés à conclure avec leurs ouvriers"* (*Le Petit Marseillais*, 6 juin).

Le 8 juin au matin, les 3 500 ouvriers des Forges et chantiers de la Méditerranée se mettent en grève.

*"On sait,* écrit *Le Petit Marseillais* (9 juin), *que, vendredi, un cahier de revendications avait été remis à la direction des Forges et chantiers. Il comprenait entre autres le contrat collectif de travail, la semaine de 40 heures, l'installation de bains-douches, le congé payé, le panier payé, et, enfin, le relèvement des salaires. Tout avait été solutionné ou à peu près. Il ne restait donc que la question des salaires à régler. N'ayant reçu aucune réponse à 9 heures, le comité ouvrier décida la grève sur place. Aussitôt, le travail cessa et toutes les portes étaient occupées par les grévistes avec défense de pénétrer ou de sortir des chantiers. Cette décision prise, les drapeaux rouges furent hissés sur le pont transbordeur qui fait face au monument aux morts, puis à la porte principale des chantiers."*

Dans ce même numéro, un article note : *"Au cours de la journée, quelquefois avant même que les syndicats en aient été avisés, les ouvriers de divers établissements de la ville se lançaient dans la grève, après avoir dressé hâtivement un cahier de revendications où on relève notamment des demandes de relèvement des salaires, le contrat collectif, les congés payés, etc. On nous annonce aussi que les terrassiers de l'usine à gaz ont déposé hier soir un cahier de revendications. Ainsi donc, ce seraient quinze corporations qui sont venues s'ajouter aux huit qui sont en grève depuis le début du mouvement."*

Le même numéro publie un communiqué du syndicat des ouvriers des produits chimiques, qui annonce des entrevues déjà fixées ou demandées à la chambre syndicale patronale des fabricants de savon, des huiliers, des pétroles, du caoutchouc, des produits chimiques, etc.

*"Ces pourparlers auront pour but,* affirme le communiqué, *d'établir des contrats collectifs propres à chacune de ces corporations. En conséquence, le syndicat demande à tous les ouvriers des différentes branches des produits chimiques de désigner dans chaque usine deux à six délégués, qui devront se mettre immédiatement en liaison avec le syndicat (salle 9) Vieille Bourse du travail et apporter tous les salaires actuellement payés."*

Le communiqué annonce une première réunion de délégués des ouvriers des usines d'huilerie et de savon, en annonce d'autres pour les autres branches d'industrie et ajoute : *"Le syndicat demande en outre* ***aux travailleurs des usines qui ne sont pas encore en grève*** (souligné par nous) *d'envoyer leurs délégués auprès des directions patronales, afin d'obtenir d'elles l'engagement de se conformer aux accords qui sont en voie d'élaboration. Le syndicat demande à tous de ne pas entrer en lutte avant d'avoir fait cette démarche et d'avoir déposé des revendications."*

Ainsi, les délégués désignés par l'ensemble des ouvriers doivent transmettre les cahiers de revendications élaborés par l'ensemble de ces derniers, et les entreprises qui ne sont pas encore en grève sont clairement invitées à se mettre en grève.

La grève dépasse largement les revendications corporatives. Cela est souligné par un fait que *Le Petit Marseillais* lui-même relève :

*"Après l'accord signé à Paris entre la CGT et les représentants des syndi-*

*cats patronaux, on a l'impression que l'immense conflit ouvrier, dont les conséquences sont chaque jour plus graves, pèsent sur le pays, doit nécessairement s'apaiser.*

*A Marseille, pourtant, cette impression ne s'est pas encore réalisée, puisque, hier matin, aux huit établissements déjà en grève, de nombreuses corporations ont adhéré au mouvement"* (9 juin).

Ce 9 juin, *Le Petit Marseillais* signale en effet que *"le mouvement de grève s'est intensifié au cours de la journée d'hier et de nouveaux établissements ont été occupés"*. Parmi les informations données, on peut noter : *"Les journaliers manutentionnaires du service des colis postaux de la Compagnie générale transatlantique, qui, jusqu'à maintenant, s'étaient tenus en dehors du mouvement, ont manifesté l'intention de s'y joindre. Ils ont établi une liste de revendications et décidé d'occuper les locaux où ils sont employés, après avoir abandonné le travail. La compagnie n'a pas encore connaissance des revendications de ce personnel d'ailleurs non syndiqué et sans contrat de travail."*

*Le Petit Marseillais* (10 juin) annonce à la fois que *"les grèves paraissent s'atténuer dans la région parisienne et dans certaines villes de province"*, tout en précisant : *"Cependant, on signale une recrudescence du mouvement à Toulouse, Bordeaux, Le Havre"*, et ajoute : *"A Marseille, les grévistes ont occupé de nouvelles usines."* Effectivement, si le journal signale quatre usines où le travail a repris, il donne une liste impressionnante d'établissements entrés la veille dans la grève : *"Parmi ces usines, où le calme, pourtant, ne cessa de régner, nous notons : les chaussures Bensa, les Rizeries franco-indochinoises, l'huilerie l'Ascension, les Messageries Hachette, les établissements Carnaud, la Société française de l'industrie de l'aluminium, les établissements De Andreis, la Société marseillaise pour le béton armé, les établissements Tailland, les terrassiers de l'Usine à gaz, la chocolaterie Mouren, l'Imprimerie marseillaise, la fabrique de pâtes alimentaires STPA, la fabrique de pâtes alimentaires Ferrand et Renaud, et la société Valentin Gros et Cie."*

Le même numéro signale en manchette : *"Les présidents des chambres de commerce se prononcent contre la semaine de 40 heures."*

Le 14 juin, les employés du casino municipal d'Aix se mettent en grève. Ils obtiennent aussitôt satisfaction. *Le Petit Marseillais* de ce jour publie une allocution du maire de Marseille, le SFIO Henri Tasso, radiodiffusée la veille à 13 h 30. Il salue d'abord *"les travailleurs marseillais, qui, soulevés par cette vague irrésistible qui, d'un bout de la France à l'autre, exhausse la classe prolétarienne sur un degré supérieur au point de vue social, ont affirmé, soutenu et pour la plupart fait triompher de légitimes revendications"*.

Il invite à la reprise du travail en concluant sans autre précision : *"Si quelques brebis galeuses se mêlaient à la foule des honnêtes ouvriers en lutte pour l'amélioration de leur sort, ni la municipalité ni le gouvernement ne leur permettraient de troubler un instant l'ordre public."*

Le 15 juin, *Le Petit Marseillais* annonce prudemment *"une amélioration sensible dans la situation"* et la reprise du travail dans certains chantiers, mais ajoute : *"Les opérateurs de cinéma se sont mis en grève hier, forçant les salles à fermer leurs portes."*

Le 16 juin, *Le Petit Marseillais* titre : *"Hier, reprise du travail dans quelques usines, mais arrêt dans quelques chantiers et ateliers"*, et ajoute en sous-titre : *"Le personnel sédentaire de la Compagnie générale des pétroles fait grève et occupe les bureaux de la compagnie. Les ouvriers coiffeurs ont suivi le mouvement."*

Le 17 juin, *Le Petit Marseillais* titre en page intérieure : *"Les grands magasins, hôtels, cafés, restaurants et cinémas sont toujours fermés, et la grève des taxis, autocars et des ouvriers du bâtiment continue."*

Le 23 juin, *Le Petit Marseillais* titre : *"Les inscrits maritimes de Marseille se sont mis en grève hier et ont occupé les navires."*

En sous-titre : *"Ils ont marqué leur prise de possession des bâtiments en actionnant les sirènes et en hissant le drapeau rouge au grand mât. Les équipages ne reconnaissent plus l'autorité des officiers et refusent de leur laisser organiser les services de sécurité."* En page intérieure, le journal titre : *« A bord des navires "occupés", les marins hissent le pavillon rouge. »* Un peu plus loin, le journal ajoute : *"Les équipages des remorqueurs se sont joints au mouvement de ceux des paquebots et vapeurs de charge."*

Le 24 juin, le même journal titre en page intérieure : *"Les marins ont étendu leur mouvement aux navires arrivés hier. Ils ont hissé le pavillon rouge sur tous les navires français présents au port."*

Ainsi, dix-sept jours après les accords Matignon et treize jours après l'invitation de Maurice Thorez à cesser la grève, le mouvement, bien que refluant à l'échelle du pays, gagnait encore de nouvelles couches...

# En Bourgogne

UN département peu industrialisé, des organisations ouvrières faiblement implantées (la SFIO compte 1 600 adhérents, le PCF 645 à la fin de 1935) face à une droite dynamique (selon un rapport préfectoral d'avril 1936, les Croix-de-Feu regrouperaient près de 4 000 membres). Néanmoins, ici comme ailleurs, un mouvement de grèves d'une ampleur surprenante tant par la diversité des entreprises concernées que par l'acharnement des grévistes : 19 jours de grève chez Petolat (fabrique de matériel ferroviaire), 21 jours chez Terrot, la plus grosse entreprise de Dijon, qui fabrique vélos et motos, 26 jours chez Pernot (grosse entreprise de biscuiterie), 40 jours dans le bâtiment à Dijon, 30 jours dans les carrières de Comblanchien. Les magasins de vêtements — Le Petit Diable, Devred, à Dijon —, auxquels étaient associés des ateliers de confection, ont également connu des grèves dures menées par une main-d'œuvre majoritairement féminine. Le conflit dans l'imprimerie Jobard a duré de la mi-juin jusqu'au 27 juillet, bien que l'encadrement Croix-de-Feu ait réussi ici à entraîner une majorité des salariés. Hors de Dijon, grèves dans les filatures et tissages installés dans les bourgs et villages, dans la savonnerie Konrad, à la faïencerie de Longchamp...

Pour restituer l'histoire de ces grèves, nous avons consulté deux journaux qui prétendent parler au nom des ouvriers, *Le Socialiste côte-d'orien,* dans lequel s'expriment les leaders syndicaux, le député-maire de Dijon SFIO, Jardillier, et, pour la gauche révolutionnaire, Lucien Hérard, et *Le Travailleur,* organe PCF de la Côte-d'Or et de l'Yonne ; pour la droite, le clérical *Bien du peuple,* dans lequel s'exprime avec virulence le chanoine Kir — le futur maire médiatique de Dijon.

## Dans la métallurgie

Terrot, première entreprise française pour la fabrication des vélos et des motos à la veille de la crise, avait connu trois mois de grève en 1920. On la retrouve à la pointe du mouvement révolutionnaire de juin 36 : la grève y démarre le 10 juin, avec 790 grévistes.

*Le Travailleur* (13 juin) publie cette interview d'une ouvrière gréviste : *"On gagne 30 à 40 % de moins que ce qu'on gagnait il y a trois ans. A l'émaillage, les femmes gagnent 3 fr les hommes 4 fr. Pourquoi cette différence, puisque nous faisons le même travail que les hommes ? C'est pourquoi notre revendication à nous, femmes, est : A travail égal, salaire égal. On veut nous exploiter comme*

*on exploite les gosses de 16 ans embauchés récemment, qui portent encore des culottes courtes. Pour la même pièce, ils n'ont pas le même salaire que les hommes. Nous voulons un tarif uniforme. Nous* (l'atelier d'émaillage) *et le sablage, nous sommes les deux plus durs services. On sait qu'un homme qui fait trois ans de service n'en fait pas quatre, il est mort avant. On a beau leur donner des masques, le sable passe à travers... C'est pourquoi nous demandons pour les sableurs deux litres de lait par jour pour les hommes."*

*Le Socialiste côte-d'orien* (20 juin) mentionne 1 000 grévistes, qui, depuis deux jours, occupent les ateliers *"dans une dignité parfaite"* ; signé *"La délégation de l'UD"*, ce reportage multiplie les précisions destinées à démontrer que *"le mouvement gréviste à Dijon ne présente aucunement une attitude révolutionnaire, il* ***ne dépasse jamais le stade revendicatif****"* (souligné par nous).

*« Nous pénétrons dans une atmosphère de saine jovialité. Juchés sur un camion transformé en estrade, le populaire comique troupier "Mimile", l'excellente "chanteuse des Poussots"* (un quartier populaire de Dijon) *font rire aux éclats ou frémir deux à trois cents métallos que la gravité de la lutte n'a pas assombris (...). Nos camarades nous expliquent tous les problèmes que pose la direction de cette nouvelle forme de grève : se soucier du ravitaillement, du couchage, de l'hygiène, organiser les loisirs, s'intéresser aux copains nécessiteux et à leur famille, veiller au bon entretien des locaux, assurer la liaison avec l'extérieur, faire régner partout une bonne humeur tranquille ; quant aux revendications, nos hôtes les exposent avec une clarté et une compétence qui prouvent qu'ils ont largement dépassé la période du "réclamisme" stérile* (?).

*Chiffres en mains, ils nous montrent quelle situation leur est faite : salaires plusieurs fois amputés au point d'être bien au-dessous du coût de la vie. Pourtant, ils ne demandent pas une simple augmentation de salaire, ils veulent énergiquement la reconnaissance du droit ouvrier et le contrat collectif, grâce à quoi ils pourront défendre leurs intérêts, non seulement matériels, mais encore leur dignité. »*

La grève dure toujours le 27 juin, quand *Le Travailleur* publie une nouvelle interview : cette fois, la parole est donnée à Jean Thibeau (1), qui était alors le secrétaire du syndicat des métaux de Dijon, secrétaire adjoint de l'UD pour les ex-unitaires depuis la réunification syndicale. Son intervention dans les grèves de la métallurgie dijonnaise va permettre au PCF de doubler ses effectifs en quelques mois : *"Une victoire chez Terrot aurait d'énormes répercussions tant par suite du nombre d'ouvriers que l'usine emploie que parce que cela constituerait une victoire sur la rationalisation encore plus poussée chez Terrot qu'ailleurs... Le jeune et puissant syndicat de métallurgie compte déjà 1 500 membres."*

Effectivement, le syndicat des métallos, qui comptait 150 syndiqués en mai 1936, en aura 1 800 en décembre.

Il faudra 21 jours de grève pour que les travailleurs arrachent le principe du contrat collectif, qui a triomphé dans la région parisienne, satisfaction sur toutes les revendications particulières à l'usine, le fort relèvement des salaires de base et les garanties que demandait le syndicat des métaux, selon le bilan établi par Thibeau dans *Le Travailleur* (4 juillet). Le défilé triomphal du 30 juin a illustré selon lui le *"caractère purement revendicatif"* du mouvement, *"contrairement à ce qu'écrivent certains journalistes aux gages et à ce que colportent certains patrons"*. Thibeau signe un communiqué commun au syndicat des métaux de Dijon et au comité de grève de chez Terrot, qui remercie la municipalité pour son *"soutien matériel et moral pendant notre lutte revendicative"*, et notamment le député-maire Robert Jardillier, également ministre des PTT, *"qui a bien voulu apporter l'appui de ses hautes fonctions dans la médiation de notre conflit"*. Ce comité de grève n'apparaît qu'au détour

(1) Reconstructeur du syndicat dès le début de 1941, il sera déporté à Mauthausen, où il mourra le 27 juin 1944.

de ce communiqué commun, ni *Le Socialiste côte-d'orien* ni *Le Travailleur* n'ont jugé bon de suivre l'activité de ce comité de grève, qui illustre pourtant la volonté des grévistes de contrôler leur mouvement.

C'est en lisant la presse réactionnaire qu'on en apprend parfois un peu plus sur l'âpreté de la lutte. Prenons l'exemple des grèves qui ont affecté l'imprimerie, où domine la petite entreprise. *Le Travailleur* (20 juin) mentionne plusieurs de ces imprimeries en grève avec occupation : Gérin, 39 grévistes, presque tous des jeunes ; Jobard, qui imprime *Le Bien public* et *Le Bien du peuple,* 120 salariés, grève avec occupation depuis le 18 juin ; l'imprimerie coopérative ouvrière, 18 salariés, qui obtiennent rapidement satisfaction... *Le Travailleur* (27 juin) revient sur le cas de Jobard : un accord avait été formulé verbalement le 16 juin, prévoyant 12 % d'augmentation ; les délégués ayant réparti eux-mêmes le fruit de cette augmentation en privilégiant les bas salaires, l'accord fut dénoncé ; s'ensuivit l'occupation, puis les négociations reprirent le 22 juin.

Le patron refusant tout pouvoir aux délégués ouvriers, une forte majorité repoussa l'accord ; le directeur technique, Asselineau, s'adressa alors au personnel rassemblé dans la cour : *"Croix-de-Feu, Volontaires nationaux, sortez tous. A ces mots, Volontaires nationaux et Croix-de-Feu évacuèrent les ateliers, les camarades qui n'avaient pas évacué décidèrent à la presque unanimité de continuer l'occupation"* (interview d'Enderlé, secrétaire adjoint au comité de grève). Ce sera l'unique mention de ce comité dans le journal du PCF ! Mais l'existence de ce comité de grève terrifie le journal clérical, réactionnaire, *Le Bien du peuple,* qui affirme hautement sa solidarité avec son confrère *Le Bien public,* tout en soulignant le caractère révolutionnaire de la grève à l'imprimerie Jobard.

Le 5 juillet, le chanoine Kir écrit : *"Nous tenons à féliciter* Le Bien public *de sa belle attitude pendant la grève. Dès le début, son administration a accepté toutes les revendications de ses employés ; c'est en présence de prétentions inadmissibles que* Le Bien public *a refusé de* ***se laisser gouverner par un soviet*** (souligné par nous).*dirigé par des gens peu intéressants ;* Le Bien public *a une place marquée dans le département, où il défend l'ordre social."*

Suivait un communiqué du *Bien du peuple* à ses lecteurs :

*"Nous n'avons pu adresser* Le Bien du peuple *à nos chers lecteurs ; la faute à quelques typographes de l'imprimerie Jobard ; il a suffi de quelques envoûtés pour désaxer l'équipe. Les plus acharnés furent des tout-jeunes ou des non-valeurs, qui seraient fort embarrassés de trouver du travail ailleurs... La fameuse solidarité dont les saboteurs revendiquent l'exercice consiste à nuire à la moitié du genre humain, et parfois à leurs propres intérêts.*

*Le prix de journée des typographes s'échelonne de 42 à 48 fr. C'est un métier agréable et facile. Et si on compare à la vie fatigante de nos ruraux qui subissent toutes les intempéries avec tous les aléas, on constate que les typos n'ont pas le droit de se plaindre... Il fallait faire taire, momentanément au moins,* Le Bien public *et* Le Bien du peuple, *les meilleurs organes de véritable défense sociale à Dijon.*

*C'est pourquoi un petit soviet prit possession des locaux ; l'occupation des usines est contraire à la justice. Les ouvriers prétendent chasser le patron. Il faut avoir perdu le nord pour ne pas sentir le caractère grotesque et inadmissible d'un tel procédé. Nous ne sommes pas des Russes."*

Ce qui était exactement évoquer les potentialités révolutionnaires de ce mouvement de grève, dont, au même moment, le journal réformiste aussi bien que le journal du PCF s'acharnaient à proclamer le caractère revendicatif, non politique.

Le chanoine Kir revenait sur cette grève insolite le 12 juillet : selon lui, 30 individus brimaient 20 000 citoyens ; sur les 162 salariés qu'employait *Le Bien public,* seuls 59 faisaient la grève sur le tas, 30 seulement avaient voté pour la continuation de la grève le 3 juillet, dont

*"11 au-dessous de 18 ans, 25 ont voté pour l'évacuation, 3 bulletins blancs, et un nul... C'est une poignée de loustics dont presque la moitié est composée de gamins et de gamines qui s'opposent à ce que justice soit rendue."*

Après plus de cinq semaines de grève, l'imprimerie Jobard reprenait le travail avec un effectif réduit à 100 ouvriers, selon un communiqué du 1er août.

La grève à la cotonnière de Trouhans illustre d'une autre façon la profondeur du mouvement : cette filature de coton emploie 100 salariés (selon *Le Réveil de la Bourgogne,* 18 juin) dans un petit village de la plaine de la Saône ; la maison Marchal s'y est installée après la guerre de 1870, elle y pratique une politique qui combine le paternalisme et la brutalité. Selon *Le Travailleur* (27 juin), ce patron Croix-de-Feu possède également d'autres filatures dans le village proche de Brazey-en-Plaine, à Genlis et dans les Vosges. *"Les patrons Croix-de-feu le citent comme un bon patron parce qu'il fournit le logement à ses ouvriers et qu'il existe une coopérative patronale d'usine. La réalité est différente, le logement gratuit consiste en de véritables écuries pleines de punaises ; quant à la coopérative, elle permet au patron de faire des bénéfices supplémentaires et de rendre l'ouvrier doublement esclave ; la taxe d'entretien des W.C. est prélevée sur les salaires."*

Le salarié embauché à 13 ans gagne 0,60 fr l'heure, à 18 ans, sa journée vaudra 10 fr. Ce prolétariat misérable attire (tardivement !) l'attention du journal socialiste, qui, le 4 juillet, rapporte complaisamment la visite que le député socialiste Jean Bouhey a rendue aux grévistes... le 18 juin !

*"Les grévistes réunis dans la cour recevaient Jean Bouhey, député de la circonscription, venu spécialement entendre leurs revendications et leur apporter son concours pour solutionner un conflit particulièrement difficile avec un patronat orgueilleux et vindicatif. Quoi ! Jean Bouhey dans la cour de l'usine, chez M. Marchal ! Abomination ! Comme les temps sont changés ! Il y a deux mois, au cours de la campagne électorale, aucun ouvrier de l'usine n'osait assister à ses réunions... Tous ont reconnu en lui le défenseur de leur classe, la classe ouvrière et paysanne."*

Deux gerbes de fleurs rouges sont offertes au député et à sa femme, une jeune fille prononce un discours révélateur : *"Soyez assuré, Monsieur le Député, que nous nous souviendrons toujours que vous avez été le premier à venir parmi nous et que votre cœur et votre main nous sont acquis... Nous attendons avec courage l'avenir que vous allez conquérir pour nous. Vive notre cher député ami des humbles."*

Ce discours a visiblement un soufleur, mais il traduit aussi l'élan qui portait ce prolétariat à demi rural écrasé vers ceux qui se présentaient comme ses défenseurs. Le 11 juillet, Lucien Hérard écrit dans *Le Socialiste côte-d'orien* : *"A Brazey, à Trouhans, situation inchangée, le moral est excellent."*

Il faut attendre le 29 août, onze semaines après le début de la grève, pour lire dans *Le Travailleur* que le travail a repris chez Marchal malgré la lettre humiliante que les travailleurs ont dû signer afin d'être réembauchés :

*"Regrettant de nous être mal conduits vis-à-vis de vous, en nous mettant en grève, nous vous prions de nous pardonner et, en nous embauchant, de nous permettre de nous racheter dans l'avenir par une conduite exemplaire. En vous remerciant à l'avance, veuillez agréer, Monsieur Marchal, nos salutations respectueuses."*

Marchal aurait déclaré que, pour compenser l'augmentation de salaires qui lui avait été arrachée, il ferait désormais payer le loyer des maisons pleines de punaises et des jardins ouvriers !

Chez Devred, au Petit Diable, la grève affecte à la fois l'atelier de fabrication des vêtements et le magasin de vente ; deux articles, émanant l'un du journal socialiste, l'autre du journal du PCF, permettent d'entrevoir l'enjeu capital de ces grèves, non pas seulement l'augmentation des salaires (bien nécessaire, mais que l'inflation devait effacer rapidement), mais aussi le droit de s'organiser.

Chez Devred, la grève éclate une première fois à la mi-juin pour le respect du droit syndical. Au bout de deux heures, le patron capitule, accorde une augmentation globale de 12 %. *"Mais il disait :* Surtout, ne vous syndiquez pas, c'est inutile. *Vendredi 19 juin, une ouvrière va se laver. M. le Directeur surgit, ferme le robinet :* Si vous n'êtes pas contente, allez trouver votre syndicat. — Parfaitement, Monsieur. *La secrétaire du syndicat va voir le directeur :* Pourquoi faites-vous cela ? Cela se faisait toujours jusqu'à présent. — Je veux être maître chez moi." *Le Travailleur* (20 juin) poursuit son reportage (il n'y en aura pas d'autres dans ce journal) en indiquant que le patron a lockouté les 180 ouvrières ; il ne les réembauchera qu'à condition qu'elles quittent la CGT. Hésitations des ouvrières, démarche de l'inspectrice du travail et des déléguées syndicales à la préfecture, le patron cède. Victoire chez Devred, écrit le journal. Voire.

*Le Socialiste côte-d'orien* (11 juillet) nous apprend en effet que la grève a repris le 1er juillet avec 136 grévistes, dont 6 hommes seulement. Le patron a voulu réaffirmer son pouvoir en réembauchant du nouveau personnel de manière à éliminer les meneurs : *"C'est ainsi qu'une ouvrière, au lieu d'avoir la conduite de trois machines, n'en eut plus qu'une et sortit une demi-journée de 4 fr ; mercredi 1er juillet, le directeur voulut renvoyer le mari de cette ouvrière. Aussitôt, la grève fut déclenchée. Elle dure depuis cette date, magnifique de courage et de bonne humeur. Les grévistes, constatant que du travail sortait de la rue Bossuet, firent un piquet qui obligea à la fermeture. Le directeur a fait adresser des lettres de renvoi recommandées à tout le personnel... Nul ne s'est laissé intimider."*

Nous ne savons pas comment s'est terminée cette grève...

Malgré le caractère fragmentaire de ces témoignages, ils suffisent à attester le fait que l'enjeu principal de ces conflits fut le droit pour la classe ouvrière de disposer de syndicats indépendants et de contrôler son mouvement par la constitution de comités de grève largement occultés par la presse ouvrière locale.

# Dans le Dauphiné

## *Le Petit Dauphinois* (12 juin, p. 3)

***"Aux établissements Neyret-Beylier, Picard-Pictet, de Beauvert, les ouvriers occupent les ateliers."***

"Depuis hier soir à 17 h 30, les 300 ouvriers des établissements Neyret-Beylier, Picard-Pictet, occupent les vastes ateliers. Les pourparlers ouverts entre patrons et ouvriers depuis quelques jours ont jusqu'ici échoué.

MM. Gariel et Dagallier, délégués patronaux, ont reçu à deux reprises les délégués du personnel. Ceux-ci n'ont obtenu satisfaction que sur des questions très secondaires, notamment sur celles concernant les apprentis.

Sur la question des salaires, alors que les ouvriers (à l'exception des employés, qui n'adhèrent pas encore au mouvement) demandent une augmentation de 10 % sur les salaires de 1935, les patrons n'offrent que 12 et 12,5 % sur les salaires de 1936, lesquels avaient été notoirement baissés en janvier dernier. Pour fixer plus précisément le différend sur les salaires actuels, les ouvriers demandent une augmentation de 15 à 17 %, ce qui correspondrait, ou à peu près, au barème de 1931.

En ce qui concerne les apprentis, les délégués ouvriers et patronaux sont tombés d'accord pour fixer les salaires à 1 fr. de l'heure la première année, et 2 fr. de l'heure la seconde.

Le désaccord est aussi grand en ce qui concerne les heures supplémentaires,

les uns offrant 15 %, les autres demandant 33 %.

Les questions visant la semaine de 40 heures et les congés n'ont pas été abordées, devant faire l'objet de lois.

Les pourparlers se poursuivaient à 17 h 30, heure de la cessation du travail. Les ouvriers ont alors envahi les abords de la porte grillée servant d'entrée aux ateliers et ne laissèrent sortir que les employés.

Et tandis que les plus jeunes complétaient le ravitaillement qu'en prévision de toutes éventualités de nombreux ouvriers avaient apporté, par petits groupes, mécaniciens, monteurs, fondeurs, modeleurs, encore en cotte bleue, discutaient avec animation.

Aux grilles, de nombreuses femmes ou jeunes filles venaient s'enquérir de la situation auprès de leurs maris ou pères.

Lorsque la nuit survint, le piquet désigné à la garde de l'entrée s'éclaira tout bonnement d'une bougie pour accomplir sa fonction.

Vers 22 heures, plusieurs délégués fréquemment applaudis prirent la parole pour exposer la situation aux ouvriers massés devant le petit bâtiment faisant face à l'entrée.

A la fin de cette réunion, les ouvriers les plus âgés purent regagner leur domicile, tandis que les autres prenaient leurs dispositions pour passer cette première nuit d'occupation le plus confortablement possible.

Certains même, notamment à l'atelier de forge, défavorisés pour les... fournitures en literie, les ouvriers groupés en cercle écoutaient complaisamment les ouvriers bénévoles."

## *Le Petit Dauphinois* (samedi 13 juin, p. 3)

***"Aux usines Neyret-Beylier, Picard-Pictet, un accord est intervenu."***

« La grève qui avait éclaté jeudi soir aux usines de construction "Pic-Pic", à Beauvert, a eu une solution hier vers 17 heures (...). Vers 16 heures, avec joie, les ouvriers apprenaient qu'un accord était intervenu, les délégués ouvriers ayant accepté de diminuer en moyenne de 2 % le taux de l'augmentation demandée.

Voici, résumés, les termes essentiels de cet accord signé à 17 heures, à la préfecture, par les parties en cause en présence de M. le Préfet.

Suppression de la diminution de 3 à 7 % du 1er janvier 1936 ; sur cette nouvelle base, il est procédé aux rajustements suivants : salaires au-dessous de 3 fr., 15 % ; salaires de 3 fr. à 3 fr. 75, 10 % ; salaires de 3 fr. 75 et au-dessus, 8 %.

Les cas individuels seront tranchés entre la direction, la délégation et l'intéressé.

Ces rajustements de salaires seront appliqués moitié sur la quinzaine du 1er au 15 juin et en totalité à partir du 15 juin, avec rappel éventuellement pour la première quinzaine de juin de la moitié des rajustements individuels qui n'auront pu être examinés qu'au cours de la deuxième quinzaine du mois.

Les appointements des employés seront révisés et mis en rapport avec ceux des ouvriers.

Des primes ou indemnités pour travaux malsains, travail de nuit, déplacements, sont également prévues.

Les heures supplémentaires seront majorées de 25 % de la 8e à la 10e heure, de 25 % le samedi après-midi, de 50 % au-dessus de la 10e heure, le dimanche, la nuit, les jours fériés.

Les apprentis seront désormais occupés dans de meilleures conditions d'apprentissage et auront un salaire de 1 fr. de l'heure la première année et 2 fr. la seconde.

Enfin, comme revendication nouvelle accordée, notons l'institution d'une délégation permanente élue par les ouvriers.

En conclusion de cet accord, la journée de grève sera payée au tarif normal des équipes, mais, en contrepartie, le travail étant repris le samedi 13 juin aux heures habituelles, le personnel s'engage par exception à faire ce jour-là 8 heures de travail sans majoration pour le samedi après-midi. »

## *Le Petit Dauphinois* (mardi 16 juin, p. 3)

***"Les établissements Valisère sont occupés."***

« Les établissements Valisère, l'importante manufacture de gants et de sous-vêtements de la rue Irvoy, à Grenoble, ont été "occupés" hier après-midi par leurs personnels.

Conformément au programme qui avait été établi la semaine dernière, une délégation des 1 100 ouvrières ou ouvriers (ces derniers au nombre de 150 à 200 seulement) a été reçue le matin, à 10 heures, par M. Paul Perrin, administrateur-délégué, qu'entouraient ses collaborateurs immédiats.

Il fut tout d'abord donné connaissance, par la direction, des propositions établies par ses soins, et qui se plaçaient dans le cadre de l'accord "Matignon". Puis, lecture fut donnée par la délégation du personnel de son cahier de revendications (...).

La direction devait étudier le cahier de revendications et pensait pouvoir donner sa réponse à 16 heures. Mais l'étude des propositions ouvrières et le calme de leur incidence demandèrent plus de temps qu'on ne l'avait pensé tout d'abord. Si bien que la réponse ne put être donnée à l'heure dite.

Dix minutes plus tard, un coup de sirène annonçait la cessation du travail et le flot des ouvrières se répandit dans les cours ombragées (...).

Tard dans la soirée, les pourparlers continuaient. Vers 11 heures, il apparut que l'étude du cahier de revendications du personnel, en raison de l'extrême diversité des tarifs pratiqués à Valisère, ne pourrait être terminée avant le lendemain.

C'est alors que des dispositions furent prises pour permettre au personnel de passer la nuit dans les meilleures conditions possibles. Déjà, à 8 heures, une petite partie des ouvrières, celles, notamment, qui étaient chargées de famille, avaient pu regagner leur domicile. Il fut décidé que le personnel masculin restant à l'usine passerait la nuit dans les ateliers, alors que le personnel féminin s'installerait dans les locaux du premier étage.

A 23 heures, un piquet de grève masculin fixait au fronton du portail de l'entrée principale un drapeau rouge et un drapeau tricolore.

Mardi matin, l'étude du cahier de revendications terminée, la direction présentera ses contre-propositions. »

## *Le Petit Dauphinois* (lundi 22 juin, p. 4)

***"L'accord intervenu à Valisère a été signé hier matin à la préfecture."***

"Ainsi que nous l'avons indiqué hier, un accord de principe était intervenu dans la nuit de samedi à dimanche, vers minuit, aux établissements Valisère, où le conflit avait éclaté lundi après-midi.

Mais l'accord intervenu ne put être signé sur le champ, car il restait à régler la question du paiement des journées de grève, qui, on le sait, devaient être payées à titre de congé payé, sans être toutefois imputées sur les congés de 1936.

C'est donc, finalement, hier matin, à 11 h 30, que l'accord définitif fut signé dans le cabinet de M. le Préfet.

Aussitôt l'accord signé, les grilles des établissements Valisère s'ouvrirent pour laisser échapper un long cortège d'ouvriers et surtout d'ouvrières qui ont défilé en ville en chantant."

# La grève générale en Belgique

## Les premières escarmouches

Comme ce fut si souvent le cas dans le passé, le mouvement a été allumé par les dockers du port d'Anvers, d'une part, et par les mineurs du pays de Liège, d'autre part.

Ce sont les dockers anversois qui, les premiers, sont entrés en lutte. Depuis plusieurs mois déjà, le mécontentement qui s'était emparé de l'ensemble de la classe ouvrière se manifestait avec une particulière acuité parmi les ouvriers du port d'Anvers. Et pour cause.

La politique économique inaugurée par le gouvernement van Zeeland avait eu des effets très heureux sur l'activité du port d'Anvers.

Ainsi, le tonnage net des navires entrés s'élevait en 1935 à 18 730 000 tonnes, contre 17 456 000 tonnes en 1934. Et cette courbe ascendante se prolongeait en 1936. En effet, pour les cinq premiers mois de l'année 1936, le même chiffre s'élevait à 8 435 000 tonnes, contre 7 251 000 tonnes pour la période correspondante de 1935.

Comme le fret est calculé en livres anglaises, la dévaluation avait assuré aux armateurs un bénéfice supplémentaire. Les ouvriers le savaient et cela les choquait d'autant plus que leurs salaires ne s'adaptaient pas assez promptement à la hausse du coût de la vie. Certes, il y eut une convention collective, mais celle-ci n'empêchait pas l'écart entre les profits des entrepreneurs et les salaires des travailleurs de s'élargir en défaveur de ces derniers.

Depuis quelque temps, cette situation était devenue insupportable pour les dockers, d'autant plus que les officiers de marine et gens de mer venaient d'obtenir, par voie de négociations, des augmentations de salaires allant de 15 à 17,5 %. Cet accord, qui ne devait pas tarder à exercer une influence sur les dockers, avait amené les dirigeants syndicaux de ces derniers à préparer une nouvelle convention collective, qu'ils se proposaient de soumettre incessamment aux employeurs.

Mais les ouvriers étaient à bout de patience. Six années de crise, de diminutions de salaires répétées, de grignotages et vexations de toutes sortes avaient inhibé la capacité de raisonnement des ouvriers. Il se peut que la grève de vingt-quatre heures, que l'organisation syndicale avait proclamée le 26 mai, en guise de protestation contre l'ignoble assassinat des camarades Pot et Griip par une bande de fascio-réalistes, ait concrétisé l'idée de la grève dans la pensée des dockers. Le mot d'ordre de cette grève de solidarité avait été suivi avec une unanimité impressionnante (...).

La cause profonde qui a fait déclencher les 2 et 3 juin la grève au port d'Anvers réside dans le mécontentement des ouvriers et leur volonté d'en finir avec les misérables salaires et les intolérables avanies qu'ils avaient dû subir pendant les longues années de crise.

Le mardi 2 juin, les dockers occupés aux navires *Hohenstein* et *Henri-Jaspar* arrêtèrent le travail. Le soir de la même journée, des ouvriers qui travaillaient à trois autres vapeurs allemands se joignirent à eux.

Les dirigeants de l'organisation syndicale (...) se réunirent encore au début de la même nuit. Un manifeste fut rédigé, immédiatement imprimé et distribué le lendemain matin. En voici le texte :

*"Ouvriers du port, pas de suicide !*

*Il y a des gens qui vous incitent à arrêter le travail au port. Pourquoi ? Ils*

*exigent une augmentation de salaires. Nous ne disons rien d'autre au sujet de cette exigence au moment où l'Union belge des ouvriers du transport s'occupe de discuter sa politique d'augmentation de salaires, et nous ne nous laisserons pas surprendre par des gens sans responsabilités. Nous ne voulons pas connaître à Anvers les mêmes conséquences désastreuses que celles qui se produisirent après la grève à Dunkerque. Nous avons un accord pour les salaires. Nous avons un règlement qui doit être respecté. Ceux qui incitent à la grève ne se préoccupent pas des conséquences.*

*Ouvriers du port, écoutez vos dirigeants.*

*Nous savons quels sont vos désirs. En avant pour l'union ! Pas de grèves irraisonnées. Nous discuterons aujourd'hui encore avec les patrons."*

Toutefois, les ouvriers (...), au lieu de rester au travail, se dirigèrent le mercredi matin en masse vers le siège de leur syndicat, Marché-aux-Chevaux. Vers 10 heures, des milliers de grévistes se trouvaient déjà devant les locaux du syndicat, où ils furent harangués par le camarade Fl. De Witte, qui leur conseilla de garder le calme et leur promit de faire examiner la situation le jour même par le comité exécutif de l'organisation.

Celui-ci se réunit au début de l'après-midi, et, après avoir enregistré la situation de fait, décida d'assumer la direction du mouvement. Une délégation fut envoyée sur le champ chez le bourgmestre, notre camarade C. Huysmans, pour le mettre au courant des origines et des revendications de la grève. Au cours de cet entretien, les dirigeants syndicaux transmirent au citoyen Huysmans les revendications suivantes :

**Pour les dockers**

1. suppression des heures supplémentaires. Respect des trois "shifts" (heures de travail des équipes) qui vont de 6 à 14 heures, de 14 à 22 heures et de 2 à 6 heures ;

2. le recrutement à des endroits déterminés et à des heures fixes (en ce moment, le recrutement se fait souvent dans des cafés et à des heures irrégulières) ;

3. suppression des abus en ce qui concerne l'organisation du travail ;

4. travail à équipes complètes de treize hommes (l'emploi d'équipes réduites est une cause d'épuisement et d'accidents) ;

5. réadaptation des salaires (en ce moment, les taux des salaires restent inférieurs au minimum vital, même quand les dockers travaillent tous les jours de la semaine) ;

6. application du nouveau règlement sur l'inspection du travail et des mesures de sécurité (en ce moment, il n'y a au port qu'un seul contrôleur du travail, et le nombre d'accidents est de 6 000 en moyenne par an, sur un chiffre effectif de 18 000 ouvriers) ;

7. application des suppléments de salaires pour la manipulation de certaines marchandises déterminées, d'accord avec les organisations ouvrières ;

8. respect du règlement de la ville sur l'emploi des aspirateurs de grains (le nombre d'ouvriers dans les cales est insuffisant) ;

9. rémunération des frais de déplacement pour les ouvriers qui habitent dans les communes éloignées ;

10. les transports vers les navires et des navires aux dépôts doivent être assurés par des ouvriers du port.

**Pour les "foremen"**

1. application des augmentations réclamées depuis deux ans par les délégués au Comité national du port, et calculées sur les salaires de base des dockers ;

2. application stricte de la journée de huit heures, ce qui permettra de remettre au travail un certain nombre de "foremen" ;

3. application des tarifs de salaires journaliers réclamés par les dockers (...).

La revendication que les ouvriers considéraient comme essentielle était celle relative aux salaires. A ce sujet, ils réclamaient une augmentation de 14 francs par jour, ce qui correspondait à 28 % de leurs salaires, c'est-à-dire exactement au pourcentage de la dévaluation (...).

Une heure après, à 6 heures, une masse compacte de 10 000 dockers remplissait le Palais des sports, où les dirigeants dé-

clarèrent, dans un formidable enthousiasme, vouloir prendre la direction de la lutte.

Les dirigeants chrétiens, qui, le 3 juin, déclarèrent à un correspondant du *Soir* que *"cette grève est stupide"*, et dont le comité central désapprouva la grève le même jour (1) comme une *"manœuvre communiste"*, durent se rétracter le lendemain sous la pression de leurs membres.

A l'issue d'une réunion des grévistes chrétiens, l'organisation démocrate-chrétienne lança le manifeste suivant :

*"Dockers ! L'organisation a pris la direction et vous conduira à la victoire, à condition que personne ne se laisse influencer par les éléments qui ne visent qu'à susciter des troubles.*

*Pour les propagandistes communistes, qui ne sont absolument pas des dockers, il ne s'agit que de créer des désordres et de pousser à la révolution. Ils ne souhaitent pas que l'on aboutisse et ne cherchent qu'à vous pousser aux extrêmes.*

*Dockers !*

*Une direction unique, une autorité unique, celle du comité directeur de la Centrale chrétienne des ouvriers du transport !*

*Voilà notre mot d'ordre !"*

Le même jour, jeudi après-midi, les dirigeants des syndicats socialiste, chrétien et libéral se réunirent et se mirent d'accord sur 21 revendications, qui ont servi par la suite de base aux négociations et dont voici les principales :

1. augmentation des salaires de 14 francs par jour ;

2. équipes de 13 hommes pour les navires de 5 000 tonnes et moins ; équipes de 15 hommes pour les navires de plus de 5 000 tonnes ;

3. délimitation du territoire sur lequel s'étendent le port et ses dépendances ;

4. inscription des salaires dans les carnets de salaires, afin d'éviter les fraudes en ce qui concerne les heures supplémentaires et les taxes fiscales ;

5. paiement régulier des salaires à heure fixe, et avec un personnel suffisant ;

6. suppression des pourboires aux ouvriers chargés du fonctionnement des installations du port ;

7. les travaux de marquage seront effectués par les seuls marqueurs ;

8. révision des tarifs de salaires pour la manipulation des minerais.

A partir de ce moment, tous les ouvriers syndiqués, à quelque tendance qu'ils appartiennent, se trouvaient dans la bagarre pour les mêmes objectifs.

L'impression de cette grève sur l'opinion publique fut énorme (...).

A Gand, les dockers commencèrent à se remuer à partir du 4 juin, de même que les couseuses de sacs d'Anvers, qui arrêtèrent le travail pendant plusieurs jours.

A Anvers même, une grosse partie des diamantaires se mirent en grève pour des revendications de salaires. Mais comme ces revendications étaient à ce moment discutées à la commission paritaire, l'organisation syndicale refusa de reconnaître ce mouvement que le comité de grève, d'inspiration communiste, fut contraint de lever après une semaine. Cette grève n'en indiquait pas moins un état d'esprit de mécontentement, dont la direction du syndicat se rendait d'ailleurs parfaitement compte.

Ailleurs, la grève des dockers d'Anvers fut suivie avec beaucoup d'intérêt et fut l'objet de conversations dans les usines et ateliers. Cela n'est point étonnant lorsque l'on sait que cette grève embrassait environ 15 000 ouvriers et qu'elle a duré trois semaines.

Une semaine après que la grève avait éclaté chez les dockers d'Anvers, les mineurs du bassin de Liège commencèrent à s'agiter. Le premier conflit a éclaté le lundi 8 juin, au charbonnage de la Batterie, à propos d'amendes infligées à deux hommes du personnel. En lui-même, l'objet du litige n'avait pas une très grande importance. Mais les ouvriers en avaient assez, ils voulaient en finir avec cette insupportable domination patronale qui pesait si lourdement sur eux.

(1) *Het Volk* (4 juin 1936).

Les dockers d'Anvers, et plus encore les ouvriers français, montraient le chemin. Aussi, les ouvriers décidèrent-ils, le mardi 9 juin, de cesser le travail et d'occuper la paire. Celle-ci fut évacuée le même soir par la gendarmerie, sur des ordres du ministre de l'Intérieur, M. du Bus de Warnaffe. Mais le lendemain, 3 000 mineurs, appartenant aux charbonnages Gérard-Cloes, Petite Bacnure, Bonne Fin, Hareng et Belle-Vue, se mirent également en grève pour protester contre l'attitude intransigeante des patrons de la Batterie et les brutalités auxquelles les gendarmes s'étaient livrés lors de l'évacuation de la paire de cette mine.

Ce fut le commencement du vaste mouvement qui a bouleversé le pays tout entier. Le mercredi 10 juin, la direction, à la suite d'un entretien avec les délégués ouvriers, décida de lever les amendes infligées aux ouvriers, à la condition que les grévistes reprennent le travail.

Trop tard ! Le bureau de la commission syndicale, qui s'était réuni la veille, avait arrêté ses revendications : relèvement des salaires avec minimum de 4 francs par heure, reconnaissance syndicale, vacances payées et semaine de 40 heures. Et bien que le comité national n'eut pas encore ratifié ces revendications, les ouvriers en eurent déjà connaissance dès le lendemain. Cela s'explique par le fait que les quatre revendications du bureau de la commission syndicale avaient exercé une grosse influence sur les membres du comité national de la centrale des mineurs, qui s'était réuni également le 9 juin. Cette réunion vota l'ordre du jour suivant :

*"Le comité national des mineurs, réuni le 9 juin à Bruxelles :*

*— décide qu'il y a lieu de revendiquer un relèvement des salaires, en général, par l'établissement d'un barème minimum pour les diverses catégories d'ouvriers du fond et de la surface ;*

*— charge son comité exécutif d'élaborer d'urgence un projet de barème et d'en réclamer l'examen par la commission nationale mixte des mines ;*

*— rappelle ses revendications relatives à la réduction de la durée du travail, par l'institution de la semaine de 40 heures et les vacances payées ;*

*— invite les travailleurs des mines à renforcer l'organisation syndicale pour travailler à leur réalisation."*

Les ouvriers en grève virent dans ces revendications des objectifs à leur mouvement. Au lieu de reprendre le travail après avoir obtenu satisfaction, pour ce qui concerne l'objet du litige, les mineurs grévistes décidèrent, le 10 juin, de continuer la grève pour les quatre points formulés par le bureau de la commission syndicale et adaptés aux contingences de l'industrie charbonnière par l'ordre du jour du comité national des mineurs.

A partir de ce moment, la grève s'étendit rapidement. Le 11 juin, il y avait dans le pays de Liège déjà 6 000 à 7 000 mineurs en grève. Les charbonnages Ablooz, Bonne Espérance, Wandre, Grande Bacnure, Petite Bacnure, Belle-Vue, Baneux, Aurnonier, Trois Boules, Kessales et Xhorré avaient fermé leurs grilles.

Le comité exécutif de la centrale des mineurs, réuni ce jour, vota un nouvel ordre du jour, dont voici le texte :

*"Le comité exécutif réuni à Bruxelles le 11 courant :*

*Revu la décision du comité national en date du 9 courant :*

*Arrête sa revendication relative aux salaires aux bases ci-après :*

1. *relèvement de la masse des salaires payés dans les charbonnages de 10 % ;*
2. *fixation d'un minimum de 43 francs par jour pour les ouvriers à veine et pour les autres ouvriers à marché assimilables aux ouvriers à veine au point de vue salaire ;*
3. *suppression du marchandage individuel dans les tailles et rétablissement du compte collectif ;*
4. *fixation de salaires minima pour les autres catégories d'ouvriers à journées fixes et élaboration d'un barème applicable, en raison de l'âge, aux jeunes ouvriers de 14 à 21 ans.*

*Ayant pris connaissance de la situation existant dans les différents bassins, décide :*

*— un congrès extraordinaire chargé de se prononcer sur les décisions ci-dessus et sur les moyens à mettre en œuvre pour les faire aboutir aura lieu le dimanche 14 courant, à 10 heures du matin, à la Maison du peuple de Bruxelles (...).*"

Le lendemain matin, la grève des mineurs fut générale dans les bassins de Liège, de Herstal et de Seraing ; seuls les charbonnages du plateau de Herve n'avaient pas encore été entraînés. Partout ailleurs, les mineurs de la province de Liège étaient dans la rue. Le nombre de mineurs grévistes à ce moment fut évalué à environ 18 000. C'est dans le courant de l'après-midi de vendredi 12 juin que le mouvement de grève gagna d'autres industries et d'autres régions.

A Herstal, les ouvriers de la Fabrique nationale d'armes de guerre refusèrent de reprendre le travail après la pause de midi. Ils restaient cependant dans les ateliers, ce qui indiquait certaines velléités d'imiter les ouvriers français et de faire la grève "sur le tas". Ces projets furent abandonnés par la suite, et, le soir, tous les lieux de travail furent vidés par les grévistes pour être occupés aussitôt après par les gendarmes.

Ceux-ci avaient reçu des instructions formelles du ministre de l'Intérieur, qui déclarait qu'il s'opposerait à toute occupation quelle qu'elle soit et réprimerait toutes les tentatives de ce genre (...).

Le 12 juin, la Centrale des mineurs du Borinage se réunit et vota cet ordre du jour :

*"La Centrale des mineurs du Borinage, réunie en assemblée plénière vendredi à la Maison du peuple de Hornu, après avoir entendu de nombreuses plaintes relatives aux conditions de travail, ainsi qu'au paiement des bas salaires dans les charbonnages du Borinage.*

*Revu les décisions et démarches antérieures, tant aux commissions mixtes, nationales et régionales, sur les conditions de travail faites aux ouvriers du fond et de la surface, et tout spécialement aux sclauneurs réembauchés.*

*Constate que les patrons charbonniers du Borinage ont continuellement fait fi des réclamations précitées.*

*Pour ces motifs :*

*Fait siennes les revendications posées par le comité exécutif de la Centrale nationale des mineurs en sa séance du 12 courant.*

*Décide de les appliquer par la grève générale à partir du lundi 15 courant."*

Avec le Borinage, ce fut le troisième foyer de grève qui s'allumait (...).

## En pleine bataille

Le lundi 15 juin, la grève déferla comme une vague dans les bassins de Liège, Charleroi, Centre et Borinage, entraînant partout les travailleurs de la mine et de la métallurgie d'abord, des industries diverses et des services publics ensuite. Dans toutes les régions, les ouvriers arrêtèrent le travail dans le plus grand enthousiasme et se dirigèrent en cortèges vers les Maisons du peuple. Partout des chants, des figures rayonnantes, des attitudes fières et des gestes énergiques. Une autre classe ouvrière s'était manifestée, animée par le désir de lutter et de vaincre.

C'était une véritable lame de fond, et la bourgeoisie ne s'y trompait pas (...).

Dans le pays de Liège, l'arrêt du travail fut absolument complet dès les premiers jours. Des usines telles qu'Ougrée-Marihaye, l'Espérance-Longdoz et autres, où les ouvriers n'osaient plus, depuis plusieurs années, entreprendre aucune action, furent entraînées dans l'irrésistible mouvement.

Et à l'action ouvrière s'ajouta celle des employés. Elément stupéfiant lorsque l'on tient compte que ce furent surtout des employés qui, le 24 mai, avaient voté pour Rex. Peu importe, les nouveaux venus furent accueillis avec enthousiasme dans le camp des combattants ouvriers et nombreux sont les cas de solidarité, aussi touchants que réjouissants, où les ouvriers ont appuyé les employés dans leurs revendications. A plusieurs endroits, cette solidarité allait

si loin que des ouvriers qui avaient obtenu pleine et entière satisfaction refusèrent de reprendre le travail avant que les employés eurent obtenu gain de cause.

A Liège, ce furent les employés des grands magasins, le Bon Marché, Sarma, Uniprix, Winandy et autres, qui entrèrent les premiers dans la lutte. D'autres suivirent. A Charleroi et à Bruxelles, et plus tard aussi à Anvers, ce furent surtout les employés des banques, des grosses maisons de commerce et des entreprises maritimes qui se distinguèrent dans l'action.

En dehors des employés, la grève a touché à peu près toutes les catégories professionnelles de notre pays.

Quant à la surface du pays couverte par la grève, elle s'est étendue rapidement, en partant des foyers originaux Anvers et Liège, à la quasi-totalité des régions du pays. Pourtant, les premiers jours, elle s'est étendue surtout dans le pays wallon.

Dès le lundi, Liège, Charleroi, le Centre et le Borinage furent immobilisés ; le surlendemain, Verviers et Namur suivirent.

A Bruxelles et dans le pays flamand, l'extension de la grève fut moins rapide.

Au Limbourg, toutefois, les mineurs suivirent presque tous le mot d'ordre lancé par la Centrale des mineurs et à Tongres la grève fut générale à partir du lundi.

A Gand et dans les Flandres, les ouvriers du port, du textile, de la métallurgie et des autres métiers se mirent progressivement en grève, à partir du lundi 15 juin (...).

Le même enthousiasme qui avait caractérisé l'arrêt du travail dans les autres régions se manifesta d'ailleurs à Bruxelles. Particulièrement remarquée fut l'activité déployée par le syndicat des employés pour entraîner les employés dans la bagarre, activité qui a d'ailleurs été couronnée de succès.

Le mercredi 17 juin, le *Peuple* évalua le nombre des grévistes à 352 000, à répartir de la façon suivante entre les différentes régions :

Bassin de Liège : 120 000.

Bassin de Charleroi : 70 000.

Bassin du Centre : 35 000.

Borinage : 30 000.

Limbourg : 20 000.

Gand : 37 000.

Autres régions : 40 000.

Dès le lendemain, la capitale allait à son tour fournir un gros lot de grévistes. Seulement, Anvers restait encore en arrière. A part les dockers, il y eut, au début au moins, très peu de grévistes dans la métropole.

Le mercredi 17 juin, eurent lieu les négociations, sous la présidence du Premier ministre, entre les représentants des organisations patronales et ouvrières, et qui devaient aboutir à l'accord dont nous avons déjà parlé. Quoique, par cet accord, le patronat eût reconnu la légitimité des revendications ouvrières, l'extrême importance de la réunion du 17 n'a pas été tout de suite comprise par la classe ouvrière. Alors que l'on avait remporté une première grosse victoire dans certaines régions, nos camarades prétendirent que rien n'avait encore été obtenu. Il y eut même des militants qui, n'ayant pas compris la portée réelle de l'accord du 17, se livraient à une mauvaise besogne en le diminuant et le critiquant dans les assemblées ouvrières (...).

Au cours des premiers jours qui suivirent le 17 juin, la grève s'étendit encore partout. Ce n'est qu'à partir du 17 que Bruxelles et la vallée de la Senne ont donné "plein gaz". Partout, la pression atteignit son maximum entre le 17 et le 21.

Cela fut d'ailleurs heureux, parce que, ainsi, les commissions paritaires durent travailler dans cette atmosphère de haute pression dont les négociateurs ouvriers ont su tirer profit adroitement (...).

Dans le Hainaut, le gouverneur, M. Damoiseaux, dont les sentiments réactionnaires ne sont un secret pour personne, posa un acte extrêmement maladroit en prenant des ordonnances interdisant les rassemblements et la circulation des bicyclettes, et dont voici les termes :

*"Ordonnance de police.*

*Le gouverneur du Hainaut, considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures nécessaires au maintien de la tranquillité et du bon ordre dans la commune.*

*Vu l'article 128 de la loi du 30 avril 1836 et la loi du 5 juin 1934.*

*Arrête :*

*Article premier. — Tous rassemblements, cortèges, meetings, manifestations et attroupements quelconques sur la voie publique ou en plein air sur les terrains privés accessibles au public sont interdits dans la ville de Charleroi.*

*Art. 2. — Les contrevenants seront immédiatement dispersés par la force publique. Ils seront, en outre, punis d'une amende de 26 à 200 francs et d'un emprisonnement de huit à quatorze jours ou d'une de ces deux peines seulement.*

*Art. 3. — La présente ordonnance sera obligatoire immédiatement après qu'elle aura été affichée à la Maison communale.*

*Mons, le 17 juin 1936.*

*Le gouverneur,*

*(s) Maurice Damoiseaux."*

*"Ordonnance de police.*

*Le gouverneur du Hainaut, vu l'article 128 de la loi provinciale et la loi du 5 juin 1934.*

*Arrête :*

*Article premier. — La circulation des bicyclettes et motocyclettes est interdite dans toute l'étendue de l'arrondissement administratif de Charleroi.*

*Art. 2. — La gendarmerie est chargée d'assurer l'exécution de cette interdiction, et notamment de confisquer ou de mettre en fourrière jusqu'à nouvel ordre toute bicyclette ou motocyclette dont il est fait usage sur la voie publique.*

*Les contrevenants seront en outre poursuivis devant les tribunaux compétents.*

*Art. 3. — Les infractions aux dispositions qui précèdent seront punies d'une amende de 26 à 200 francs et d'un emprisonnement de huit à quatorze jours ou d'une de ces peines seulement.*

*Arrêté à Mons, le 17 juin 1936.*

*Le gouverneur,*

*(s) Maurice Damoiseaux."*

L'impression de cette ordonnance brutale et nullement justifiée par les faits, sur les ouvriers du pays noir, du Centre et du Borinage, fut désastreuse. Seule une méconnaissance totale de la psychologie ouvrière peut expliquer cette mesure. Ce fut vraiment jeter de l'huile sur le feu. Aussi, des incidents ne tardèrent point à se produire à Jemappes, à Quaregnon, à La Louvière, à Frameries et ailleurs. Dans ces communes, l'attitude des gendarmes laissa également beaucoup à désirer (...).

Les brutalités auxquelles se sont livrés, dans certaines régions du pays, les gendarmes, ont coûté la vie à une paisible femme de Quaregnon, tuée par une balle de gendarme au cours d'une véritable fusillade, le jeudi 18 juin. Le même jour, de nombreux incidents se produisirent au Borinage, et notamment à Jemappes, Hornu, Quaregnon, Cuesmes et Frameries.

# DOCUMENTS

# Le programme du Rassemblement populaire (11 janvier 1936)

Le programme de revendications immédiates que publie le Rassemblement populaire résulte d'un accord unanime entre les dix organisations (1) qui composent le comité national du Rassemblement : Ligue des droits de l'homme, Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, Comité mondial contre le fascisme et la guerre (Amsterdam-Pleyel), Mouvement d'action combattante, Parti républicain-radical et radical-socialiste, Parti socialiste SFIO, Parti communiste, Union socialiste et républicaine, Confédération générale du travail, Confédération générale du travail unitaire.

Il s'inspire directement des mots d'ordre du 14 juillet 1935. Les partis et organisations, groupant des millions d'êtres humains, qui ont juré de rester unis, aux termes du serment, *"pour défendre les libertés démocratiques, donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse, et, au monde, la grande paix humaine"*, ont cherché ensemble les moyens pratiques d'une action commune, immédiate et continue.

Ce programme est volontairement limité aux mesures immédiatement applicables. Le comité national entend que chaque parti, chaque organisation participant au Rassemblement populaire puisse se joindre à l'action commune sans rien abdiquer de sa doctrine, de ses principes, de ses fins particulières. Il s'est astreint, d'autre part, à présenter des solutions positives aux problèmes essentiels, actuellement posés devant la démocratie française.

C'est ainsi que, dans l'ordre public, il définit les mesures indispensables pour assurer le respect de la souveraineté nationale, exprimée par le suffrage universel, et pour garantir les libertés essentielles (liberté d'opinion et d'expression, liberté syndicale, liberté de conscience et laïcité) ; que, dans l'ordre international, il pose les conditions à la sauvegarde et à l'organisation de la paix suivant les principes de la Société des nations ; et que, dans l'ordre économique et financier, il s'attache à lutter, dans l'intérêt des masses laborieuses et épargnantes, contre la crise et contre les organisations fascistes qui l'exploitent pour le compte des puissances d'argent.

Ces problèmes d'économie et de finance, d'une si haute importance actuelle, le Rassemblement populaire se refuse à les résoudre séparément : il veut atteindre les causes des moins-values fiscales en agissant contre la crise et compléter son action contre la crise par l'amélioration du crédit public et privé.

Le Rassemblement populaire souligne qu'un grand nombre des revendications qu'il présente figurent déjà dans les plans et programmes élaborés par les organisations syndicales de la classe ouvrière.

Il ajoute que ces revendications urgentes, et par là même restreintes, si elles apportent une première modifica-

(1) Le texte reproduit ici est complet. La plupart des ouvrages le reproduisant n'en ont donné que des versions incomplètes.

tion au système économique actuel, devront être complétées par des mesures plus profondes, pour arracher définitivement l'Etat aux féodalités financières et industrielles.

En tous les ordres de problèmes, le Rassemblement a cherché des solutions de justice, seules conformes aux principes de la démocratie : justice égale pour tous dans l'application des lois pénales, justice fiscale, justice pour les indigènes dans les colonies, justice internationale, dans le cadre et suivant l'esprit de la Société des nations.

S'il a été possible au comité national du Rassemblement populaire d'aboutir à des formules unanimes, c'est que les partis et les organisations qui le composent ont collaboré amicalement dans un esprit de conciliation et de synthèse.

Aux masses populaires de soutenir à présent ces revendications et de les faire triompher !

Quand ce programme commun aura passé dans la réalité, un grand changement sera obtenu : la liberté sera mieux défendue, le pain mieux assuré, la paix mieux garantie. De tels biens sont assez précieux pour que tout soit subordonné à la volonté de les conquérir.

C'est à cette volonté revendicatrice que le Rassemblement populaire fait appel. Qu'elle se traduise par une cohésion étroite, où se prolonge la fraternité du 14 juillet, et qu'elle signifie à tous, en France et hors de France, que la démocratie est invincible dès qu'elle reprend sa vigueur créatrice et sa puissance d'attraction.

## Revendications politiques

### I. Défense de la liberté.

1. *Amnistie générale.*

2. *Contre les ligues fascistes :*

a) désarmement et dissolution *effective* des formations paramilitaires, conformément à la loi ;

b) mise en vigueur des dispositions légales en cas de provocation au meurtre ou d'attentat à la sûreté de l'Etat.

3. *Assainissement de la vie publique,* notamment par les incompatibilités parlementaires.

4. *La presse :*

a) abrogation des lois scélérates et des décrets-lois restreignant la liberté d'opinion ;

b) réforme de la presse par l'adoption de mesures législatives :

— qui permettent la répression efficace de la diffamation et du chantage ;

— qui puissent assurer aux journaux des moyens normaux d'existence, qui les obligent à rendre publique l'origine de leurs ressources, qui mettent fin aux monopoles privés de la publicité commerciale et aux scandales de la publicité financière, et qui empêchent enfin la constitution de trusts de la presse ;

c) organisation des émissions radiophoniques d'Etat en vue d'assurer l'exactitude des informations et l'égalité des organisations politiques et syndicales devant le micro.

5. *Libertés syndicales :*

a) application et respect du droit syndical pour tous ;

b) respect du droit des femmes au travail.

6. *L'école et la liberté de conscience :*

a) assurer la vie de l'école publique, non seulement par les crédits nécessaires, mais par des réformes telles que la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à quatorze ans et la mise en pratique, dans l'enseignement du second degré, d'une sélection indispensable comme complément de la gratuité.

b) garantir à tous, élèves et maîtres, la pleine liberté de conscience, notamment par le respect de la neutralité scolaire, de la laïcité et des droits civiques du corps enseignant.

7. *Les territoires coloniaux :*

Constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer, notamment dans l'Afrique du Nord française et dans l'Indochine.

**II. Défense de la paix.**

1. Appel à la collaboration des peuples et notamment des masses laborieuses pour le maintien et l'organisation de la paix.

2. Collaboration internationale, dans le cadre de la Société des nations, pour la sécurité collective, par la définition de l'agresseur et l'application automatique et solidaire des sanctions en cas d'agression.

3. Effort incessant pour passer de la paix armée à la paix désarmée, d'abord par une convention de limitation, puis par la réduction générale, simultanée et contrôlée des armements.

4. Nationalisation des industries de guerre et suppression du commerce privé des armes.

5. Répudiation de la diplomatie secrète, action internationale et négociations publiques pour ramener à Genève les Etats qui s'en sont écartés, sans porter atteinte aux principes constitutifs de la Société des nations : sécurité collective et paix indivisible.

6. Assouplissement de la procédure prévue par le pacte de la Société des nations pour l'ajustement pacifique des traités dangereux pour la paix du monde.

7. Extension, notamment à l'Europe orientale et centrale, du système des pactes ouverts à tous, suivant les principes du pacte franco-soviétique.

## Revendications économiques

**I. Restauration de la capacité d'achat supprimée ou réduite par la crise.**

1. *Contre le chômage et la crise industrielle :*

Institution d'un fonds national de chômage.

Réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire.

Appel des jeunes au travail par l'établissement d'un régime de retraites suffisantes pour les vieux travailleurs.

Exécution rapide d'un plan de grands travaux d'utilité publique, citadine et rurale, en associant à l'effort de l'Etat et des collectivités l'effort de l'épargne locale.

2. *Contre la crise agricole et commerciale :*

Revalorisation des produits de la terre, combinée avec une lutte contre la spéculation et la vie chère, de manière à réduire l'écart entre les prix de gros et les prix de détail.

Pour supprimer la dîme prélevée par la spéculation sur les producteurs et les consommateurs : création d'un office national interprofessionnel des céréales.

Soutien aux coopératives agricoles, livraison des engrais au prix de revient par les offices nationaux de l'azote et des potasses, contrôle et tarification de la vente des superphosphates et autres engrais, développement du crédit agricole, réduction des baux à ferme.

Suspension des saisies et aménagement des dettes.

Mise au point de la révision des billets de fonds de commerce.

En attendant l'abolition complète et aussi rapide que possible de toutes les injustices que les décrets-lois comportent, suppression immédiate des mesures frappant les catégories les plus touchées dans leurs conditions d'existence par ces décrets.

**II. Contre le pillage de l'épargne et pour une meilleure organisation du crédit.**

Réglementation de la profession de banquier.

Réglementation du bilan des banques et des sociétés anonymes.

Réglementation nouvelle des pouvoirs des administrateurs des sociétés anonymes.

Interdiction aux fonctionnaires retraités ou en disponibilité d'appartenir aux conseils d'administration des sociétés anonymes.

Pour soustraire le crédit et l'épargne à la domination de l'oligarchie économique, faire de la *Banque de France,*

aujourd'hui banque privée, la *Banque de la France* :

a) en supprimant le Conseil des régents ;

b) en élargissant les pouvoirs du gouverneur, sous le contrôle permanent d'un conseil composé de représentants du pouvoir législatif, de représentants du pouvoir exécutif et de représentants des grandes forces organisées du travail et de l'activité industrielle, commerciale et agricole ;

c) en transformant le capital en obligations, des mesures étant prises pour garantir les petits porteurs.

**III. Assainissement financier.**

Révision des marchés de guerre en liaison avec la nationalisation des industries de guerre.

Répression du gaspillage dans les administrations civiles et militaires.

Institution de la Caisse des pensions de guerre.

Réforme démocratique du système des impôts comportant une détente fiscale en vue de la reprise économique et la création de ressources par des mesures atteignant les grosses fortunes (progression rapide de la majoration du taux de l'impôt sur les revenus supérieurs à 75 000 F [2], réorganisation de l'impôt successoral, taxation des profits des monopoles de fait, en évitant toute répercussion sur les prix de consommation).

Suppression de la fraude sur les valeurs mobilières, par la mise en vigueur de la carte d'identité fiscale votée par les chambres, en l'accompagnant d'une amnistie fiscale.

Contrôle des sorties de capitaux et répression de leur évasion par les mesures les plus sévères, allant jusqu'à la confiscation des biens dissimulés à l'étranger ou de leur contre-valeur en France.

(2) Soit 120 000 F de 1970, ou 10 000 F par mois.

# Organisations adhérant au Rassemblement populaire à la veille des élections législatives de 1936

Le classement fait ci-dessous est arbitraire.

Les dix organisations dont les noms figurent en italiques sont celles qui avaient constitué, le 14 juillet 1935, le comité d'organisation.

Celui-ci continua à fonctionner comme organisme de direction du rassemblement.

I. FORMATIONS GENERALES :

1. *Ligue des droits de l'homme et du citoyen.*

2. *Comité de vigilance des intellectuels antifascistes.*

3. *Comité Amsterdam-Pleyel.*

4. Ligue internationale des combattants de la paix.

5. Ligue anti-impérialiste.

6. Ligue des femmes pour la paix et la liberté.

7. Union fraternelle des femmes contre la guerre et la misère.

8. Rassemblement mondial des femmes.

9. Comité international d'aide.

II. FORMATIONS POLITIQUES :

10. *Parti républicain-radical et radical-socialiste.*

11. *Parti socialiste SFIO.*

12. *Parti communiste français.*

13. *Intergroupe de l'Union socialiste* (Parti socialiste de France, Parti républicain socialiste et Parti socialiste français).

14. Parti radical-socialiste Camille Pelletan.

15. Parti d'unité prolétarienne.

16. Jeune République.

17. Front social.

III. JEUNESSES RATTACHEES A DES FORMATIONS POLITIQUES :

18. Jeunesses communistes.

19. Jeunesses radicales et radicales-socialistes.

20. Equipes de la Jeune République.

21. Jeunesses du Front social.

22. Jeunesses socialistes-chrétiennes.

23. Jeunesses socialistes SFIO.

24. Etudiants socialistes SFIO.

25. Etudiants communistes.

IV. JEUNESSES NON DIRECTEMENT RATTACHEES A UN MOUVEMENT POLITIQUE :

26. Jeunesses laïques et républicaines.

27. Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste (LAURS).

28. Union des jeunes pacifistes.

29. Union des jeunesses pacifistes de France.

30. Jeunes Equipes unies pour une nouvelle économie sociale.

31. Groupement des Auberges de la jeunesse.

32. Volontaires de la paix.

33. Comités de jeunes contre le fascisme et la guerre.

V. FORMATIONS SYNDICALES :

34. *Confédération générale du travail (CGT).*

35. *Confédération générale du travail unitaire (CGTU)* (avant l'unité syndicale).

36. Confédération générale des paysans travailleurs.

37. Confédération du petit commerce et de l'artisanat.

38. Fédération autonome des fonctionnaires.

39. Fédération générale des PTT.

40. Syndicat national des instituteurs.

41. Syndicat des préparateurs en pharmacie.

42. Syndicat des journalistes socialistes.

43. Syndicat autonome des ouvriers et contremaîtres des secteurs électriques.

44. Syndicat autonome des travailleurs de la pierre.

45. Syndicat autonome des conducteurs mécaniciens.

46. Union des syndicats unifiés de cheminots du chemin de fer PO.

VI. FORMATIONS DE JEUNESSES SYNDICALES :

47. Jeunesses de la CGT.

48. Jeunesses de la CGTU (avant l'unité syndicale).

VII. FORMATIONS COOPERATIVES :

49. Fédération nationale des coopératives de consommation.

50. Fédération des coopératives de culture et d'organisation.

51. Centre des coopérateurs révolutionnaires.

VIII. FORMATIONS LIEES A L'ENSEIGNEMENT :

52. Ligue de l'enseignement.

53. Université ouvrière.

54. Ligue des mères et éducatrices pour la paix.

55. Action démocratique et laïque des femmes.

56. Amis des fêtes du peuple.

IX. FORMATIONS D'ANCIENS COMBATTANTS :

57. *Action combattante* (1).

58. Fédération ouvrière et paysanne des associations de veuves, orphelins et anciens combattants (FOP).

59. Association républicaine des anciens combattants (ARAC).

60. Fédération des officiers de réserve républicains.

61. Union des victimes de la guerre et anciens combattants.

62. Association des Croix de bois.

63. Ligue des Anciens combattants pacifistes.

64. Fédération républicaine des anciens combattants de l'enseignement public.

65. Fédération nationale des combattants républicains.

66. Jeunes de la Fédération nationale des combattants républicains.

X. FORMATIONS PHILOSOPHIQUES :

67. Grande Loge de France.

68. Grand-Orient de France.

69. Grande Loge de Fraternité universelle.

70. Patronage maçonnique.

71. Travailleur sans dieu.

72. Fédération nationale des libres-penseurs de France et des colonies.

73. Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA).

74. Fédération nationale des comités d'action et de défense laïque (CNAL).

XI. FORMATIONS D'ENTRAIDE :

75. Secours rouge international.

76. Amis du Secours rouge international.

77. Secours ouvrier international.

78. Amis du Secours ouvrier international.

XII. FORMATION SPORTIVE :

79. Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT).

XIII. FORMATIONS DIVERSES, A NUANCE POLITIQUE :

80. Amis de l'URSS.

81. Ligue anti-impérialiste.

82. Ligue des médecins contre la guerre.

83. Association juridique internationale.

84. Association des écrivains et artistes révolutionnaires.

85. Ligue des Bleus de Normandie.

86. Union des municipalités communistes.

87. Comité pour la libération de Thaelman.

88. Etoile nord-africaine (2).

XIV. FORMATIONS DIVERSES, SANS NUANCE POLITIQUE APPARENTE :

90. Comité du cinquantenaire de Victor Hugo.

9. Fédération des locataires de la région parisienne.

92. Comité de défense de l'humanité.

93. Union des comités de chômeurs.

94. Union des travailleurs de banlieue.

95. Union naturiste de France.

96. Section française du mouvement international pour la réconciliation.

97. Association pour l'émancipation de la Corse.

98. Amis de la nation

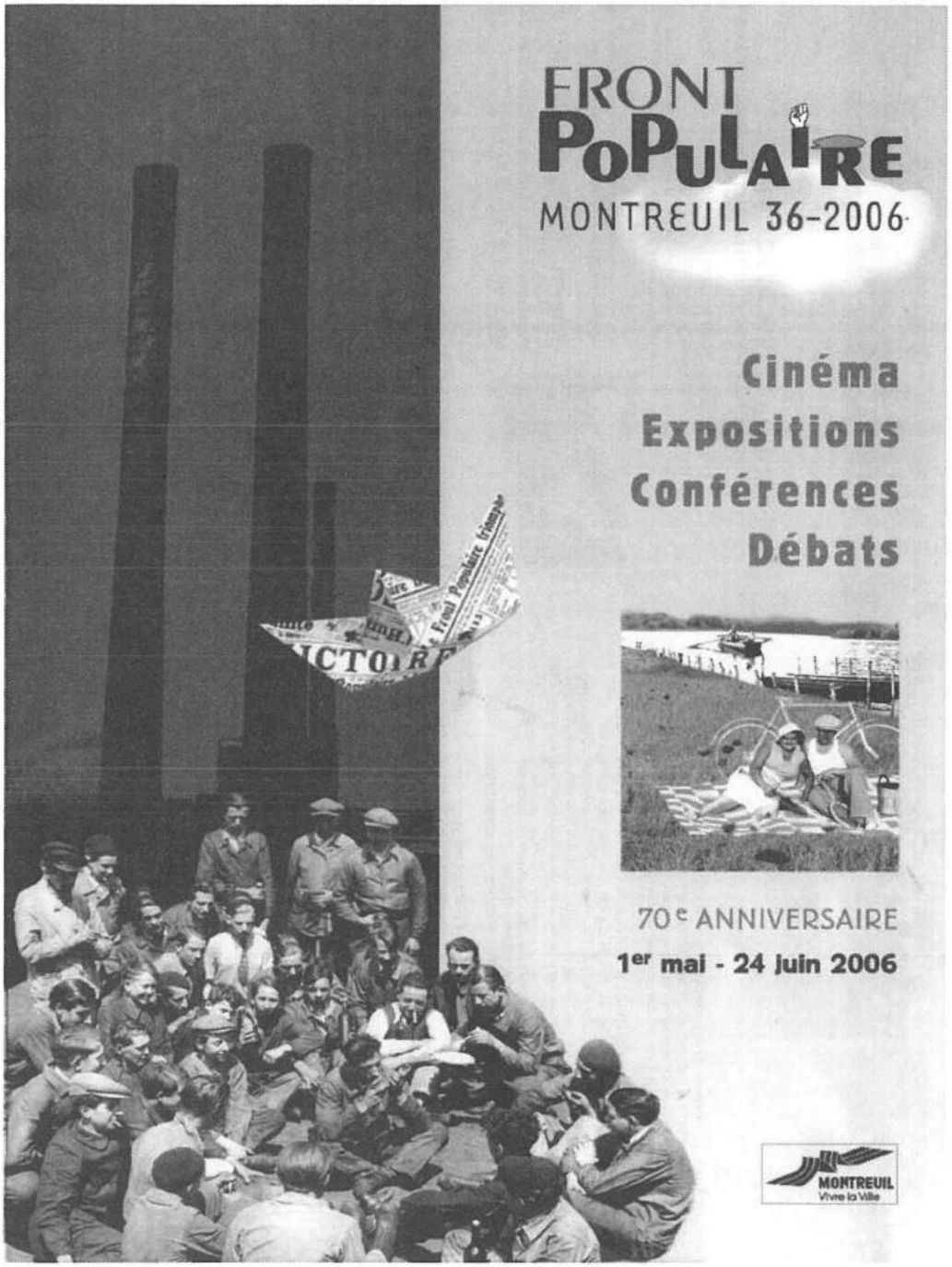
99. Ligue des femmes pour la paix et la liberté.

---

(1) Fédération d'associations d'anciens combattants de faible importance, créée pour représenter les AC au comité d'organisation.

(2) Mouvement politique algérien, alors dirigé par Messali Hadj.

# Cherchez le mot grève...



*Fêter le Front populaire, c'est prendre le temps de tourner les pages d'un album de famille, de se retrouver entre soi pour évoquer ce qui nous réunit, nos valeurs, nos désirs d'une société unie et fraternelle.*

*Le Front populaire a marqué notre histoire en instaurant les congés payés, la semaine de 40 heures, les délégués ouvriers dans les usines, les premières conventions collectives. C'est avec lui que, pour la première fois en France, des femmes entrèrent au gouvernement à la tête des sous-secrétariats d'État*

*Cécile Brunschvicg à l'Éducation nationale,*
*Suzanne Lacore à l'Enfance, et*
*Irène Joliot-Curie à la Recherche scientifique.*

*Ces avancées sociales et politiques vont transformer les mœurs, la culture va se démocratiser, le sport conquérir toutes les couches sociales. Associations, syndicats, partis politiques, toutes les organisations participent à ce mouvement populaire sans précédent.*

*Aujourd'hui dans notre pays, la précarité du travail, le chômage de masse gagnent du terrain, le mécontentement grandit et le sentiment de révolte gronde face aux injustices. Le gouvernement actuel accélère l'insécurité sociale. Il doit partir et la parole doit être rendue à notre peuple.*

*La célébration du Front populaire doit être l'occasion de restituer toutes les dimensions de 1936 : culturelle, syndicale et politique. J'espère vous retrouver à l'occasion de tous les événements qui marqueront le soixante-dixième anniversaire du Front populaire à Montreuil dans la conviction partagée qu'un nouvel élan est nécessaire à notre pays et que notre peuple doit partir à la reconquête de ses droits amputés par l'actuel gouvernement, au bénéfice des privilégiés.*

**Jean-Pierre BRARD**
Maire de Montreuil
Député de la Seine-Saint-Denis

## 17 et 18 juin
sur rendez-vous

LES GOÉLANDS
26, rue des Hanots
93100 Montreuil

## VIE ASSOCIATIVE
### Vol d'initiation à l'aéroclub Les Goélands

*Créé en 1936, l'aéroclub participe à la démocratisation du sport souhaitée par le Front populaire.*
*A l'occasion de leurs 70 ans, Les Goélands vous proposent de faire un vol d'initiation en planeur.*
*Pour vous permettre de vous inscrire ou pour tout autre renseig l'aéroclub assurera une permanence au Pôle d'information et d citoyenneté du 22 mai au 3 juin, de 14 heures à 17 heures.*

**Participation :** – de 18 ans : 10 euros, + de 18 ans : 15 euros
A partir de 10 ans.
*Renseignements : 01 48 94 37 21 ou 06 71 74 24 72*
http://lesgoelands93.free.fr

## 23 juin
dès 20h

## REPAS DE QUARTIER

*A l'instar des ouvriers déjeunant dans leurs usines occupées, ce repas en commun et festif est l'occasion d'échanger, de parta et de « se connaître pour se reconnaître ». Toutes les informatior sur les repas organisés dans les différents quartiers seront prop dans le numéro du 21 juin de Montreuil-Dépêche hebdo.*

## 24 juin

PARC MONTREAU
31, bd. Théophile-Sueur
bus 122 ou 301,
arrêt Parc Montreau

## FÊTE DE LA VILLE

*Ce grand moment de la vie montreuilloise sera placé sous le sig du Front populaire, du rassemblement, des acquis sociaux et des loisirs populaires.*
*Toutes les informations sur la fête de la ville seront proposées dans le numéro du 21 juin de Montreuil-Dépêche hebdo.*

# Événements

# Expositions

## 1er mai
Entrée libre à 11 h

BOURSE DU TRAVAIL
24, rue de Paris
M° Croix-de-Chavaux

### INAUGURATION de la salle Benoît-Frachon

*A l'occasion de la journée internationale des travailleurs, les organisations syndicales, présentes à la Bourse du travail de Montreuil, rebaptiseront leur grande salle du nom de Benoît Frachon, l'une des figures marquantes du Front populaire qui a dominé la vie syndicale française des années 30 aux années 70.*
*Cette inauguration sera l'occasion pour ceux qui le souhaitent de se retrouver avant de partir collectivement au défilé du 1er mai.*

## 20 mai
de 19h à minuit

MUSÉE D'HISTOIRE VIVANTE
Parc Montreau
31, bd. Théophile-Sueur
bus 122 ou 301,
arrêt Parc Montreau

### 2e NUIT DES MUSÉES

*Le Musée d'histoire vivante organise une soirée consacrée au Front Populaire avec visite commentée de l'exposition « 1936 et les années du Front populaire » et un dîner dansant « Guinguette ». A cette occasion la compagnie Agora vous initiera aux danses du Front populaire.*

Participation financière pour le repas.
*Renseignements : 01 48 70 61 62*

***Pour en savoir plus :***
***www.montreuil.fr***

Besoin d'un renseignement ou de plus d'informations, consultez *le site internet de la ville de Montreuil.*
Tout au long des mois de mai et juin, une partie du portail web municipal sera dédiée au Front populaire : son histoire nationale et locale, ou encore une présentation détaillée des différentes manifestations...
Mis à jour régulièrement, n'hésitez surtout pas à le consulter fréquemment, vous y trouverez d'autres manifestations non mentionnées sur ce programme !

PÔLE D'INFORMATION ET DE CITOYENNETÉ
HÔTEL DE VILLE
M° Mairie de Montreuil

## 2 au 19 mai

### « 1936 et les années du Front populaire »
Vernissage le 2 mai à 17 h 30. *Entrée libre*

*Riche en illustrations et accessible à tous, cette exposition vous i à découvrir ou à redécouvrir l'histoire du Front populaire : ses ori ses moments les plus marquants, ses acquis et ses impacts dans vie sociale actuelle.*

**Horaires d'ouverture :** Lundi, mercredi, jeudi, vendredi de 9 h à 12 h 3( et de 14 h à 17 h. Mardi de 14 h à 19 h. Samedi de 9 h à 12 h.

## 2 mai - 17 juin

### « A la conquête du temps libre »
Vernissage le 2 mai à 17 h 30. *Entrée libre*

*Congés payés, semaine de 40 heures... Après plusieurs décennie de revendications, le monde ouvrier accède enfin au temps libre. Mais comment transformer ce temps libéré en un véritable mom de non-travail ? Cette exposition revient sur le cheminement qui a permis l'accès des salariés au temps libre et sur la façon dont ils sont approprié.*

**Horaires d'ouverture :** Lundi, mercredi, jeudi, vendredi de 9 h à 12 h 3( et de 14 h à 17 h. Mardi de 14 h à 19 h. Samedi de 9 h à 12 h.

## 20 mai - 6 juin

### « Promenade de 1936 à 2006 »
EXPOSITION PHOTOGRAPHIQUE
Vernissage *le 20 mai à 17 h 30. Entrée libre*

*Départ en tandem, tentes improvisées sur les bords de la Marne, découverte de la mer... La généralisation des congés payés est la restée la plus célèbre du Front populaire. L'espace de quelques he de quelques jours, le monde ouvrier échappe aux cadences du tra Soixante-dix ans après, la photographe Sylvie Goubin est retourné l'une des villégiatures les plus populaires en 1936 : la côte norman Le résultat : une mise en perspective originale de nos photos de va avec celles de nos aïeux.*

**Horaires d'ouverture :** Lundi, mercredi, jeudi, vendredi de 9 h à 12 h 3 14 h à 17 h. Mardi de 14 h à 19 h. Samedi de 9 h à 12 h.

16 mai
à 14 h. Entrée libre
SALLE DES FÊTES
Hôtel de Ville
M° Mairie de Montreuil

## TABLE RONDE
### « Le Front populaire : une double révolution culturelle »

*Comment, de sa gestation à son expression gouvernementale, le Front populaire a-t-il permis l'émergence d'une nouvelle culture politique et sociale ?*
*Quel impact a eu cette nouvelle culture sur les pratiques individuelles et collectives dans des secteurs comme la politique, les loisirs, la culture, l'espace et le temps ? Pourquoi peut-on parler de véritables « révolutions culturelles » ?*
*Animée par Michel Margairaz et Danielle Tartakowsky, historiens, professeurs à l'Université de Paris VIII et auteurs de « Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ? » Éditions Larousse, Avril 2006.*

Préinscription souhaitée : 01 48 70 63 83

10 juin
à 14 h. Entrée libre
CENTRE
JEAN-PIERRE-TIMBAUD
rue de la République
M° Porte de Montreuil

## CONFÉRENCE-DÉBAT
### Les processus politiques à l'origine du Front populaire

*Quels sont les processus politiques qui ont permis l'arrivée au pouvoir du Front populaire et l'adoption de sa législation sociale et politique ? Animée par des historiens et des syndicalistes et organisée par l'université populaire Anatole-France.*

13 juin
à 20 h. Entrée libre
SALLE DES FÊTES
Hôtel de Ville
M° Mairie de Montreuil

## DÉBAT
### L'État providence : la boucle est-elle bouclée ?

*Avec ses mesures économiques et sociales, Le Front populaire a résolument permis d'élargir les compétences de l'État en ne les limitant plus à ses fonctions régaliennes. Il a commencé à faire de la France un État providence, plus social, plus juste et moins inégalitaire. Depuis quelques années, cette conception de l'État semble remise en cause... Où en sommes-nous avec les acquis sociaux du Front populaire ? Pour comprendre cette évolution historique, en appréhender les enjeux actuels et envisager des perspectives, universitaires, élus, syndicalistes et personnalités issues du milieu associatif débattront.*

# Cinéma

CINEMA LE MÉLIÈS
Centre commercial
de la Croix-de-Chavaux
M° Croix de Chavaux

### Le Crime de Monsieur Lange

De Jean Renoir ;
Scenario de Jacques Prévert et de Jean Renoir.
*(France – 1936 – 1 h 15)*
*En accordant une place de choix au monde ouvrier et à ses aspirations, Le Crime de Monsieur Lange fait partie des œuvres culturelles qui expriment le mieux l'esprit du Front populaire et le renouveau cinématographique des années 30.*
*Projection suivie d'une rencontre avec Fabienne Duszynski, professeur de cinéma à l'université de Lille.*
*Pour en savoir plus et connaître les autres projections prévues, consultez le programme du cinéma Le Méliès en date du 17-31 m*

Tarifs habituels. Renseignements : 01 48 58 90 13

### Le Front populaire en mouvement

*En 1936, avec près de 5000 salles, le cinéma est un média et un support de diffusion culturelle incontournable. Les différents acteurs du Front populaire l'ayant bien compris, se développe alo un nouveau genre cinématographique, les films militants. Afin de découvrir ce patrimoine, le cinéma Le Méliès organise une projec dès 10 heures. Cette séance sera l'occasion de visualiser des film montreuillois inédits.*
*Quels sont les apports du cinéma dans notre compréhension du Front populaire ? Dès 14 h 30, des spécialistes de la période et du cinéma militant en débattront.*

Preinscription souhaitée : 01 48 58 63 83

### Le Front populaire en mouvement et en chan

*Projection de films d'archives et d'actualités datant du Front popu accompagnée de chansons d'époque.*

Tarifs : Consultez le programme du cinéma Le Méliès en date du 17-31 mai.

# PROGRAMME

| | |
|---|---|
| 1er mai | **Inauguration** de la salle Benoît-Frachon<br>à 11 h. |
| 2 au 19 mai | **Exposition** « 1936 et les années du Front populaire »<br>Vernissage le 2 mai à 17 h 30. |
| 2 mai au 17 juin | **Exposition** « A la conquête du temps libre »<br>Vernissage le 2 mai à 17 h 30. |
| 16 mai | **Table ronde** « Le Front populaire : une double révolution culturelle »<br>à 14 h. |
| 19 mai | **Cinéma** « Le Crime de Monsieur Lange » de Jean Renoir<br>Projection suivie d'une rencontre avec Fabienne Duszynski<br>à 20 h 45. |
| 20 mai | **2e nuit des musées**<br>de 19 h à minuit. |
| 20 mai au 6 juin | **Exposition** « Promenade de 1936 à 2006 »<br>Vernissage le 20 mai à 17 h 30. |
| 1er juin | **Ciné-Table ronde** « Le Front populaire en mouvement »<br>à 10 h et à 14 h 30. |
| 1er juin | **Ciné-Cabaret** « Le Front populaire en mouvement et en chanson »<br>à 20 h 30. |
| 10 juin | **Conférence-Débat** « Les processus politiques à l'origine du Front populaire »<br>à 14 h. |
| 13 juin | **Débat** « L'État providence : la boucle est-elle bouclée ? »<br>à 20 h. |
| 17 et 18 juin | **Vol d'initiation** Aéroclub *Les Goélands.* |
| 23 juin | **Repas de quartier**<br>dès 20 h. |
| 24 juin | **Fête de la ville** |

FRONT POPULAIRE
MONTREUIL 36-2006

# Flora Tristan : une militante intrépide

(Christian Coudène)

**Lorsqu'on lit *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, de F. Engels, écrit sur la fin de sa vie, on remarque que le tournant qui se traduit par le passage de la conception utopique (refaire le monde) à l'analyse scientifique des mécanismes de l'exploitation capitaliste est intervenu au moment où la classe ouvrière s'est affirmée sur la scène de l'histoire (1842 : la manifestation des chartistes ; 1848 : la révolution à Paris et en Europe).**

**C'est à ce moment que Flora Tristan entame son tour de France pour organiser le prolétariat *"en tant que classe"*. On ne doit jamais perdre de vue qu'elle fut alors de ceux et celles qui voulurent apporter une réponse concrète, par l'action et l'organisation, à la situation d'exploitation des ouvriers. Tout son itinéraire de paria, de femme révoltée contre l'oppression, l'avait amenée à franchir le pas. Une étape qui est franchie, quasi en même temps par Marx et Engels, avec les Fraternal Democrats, l'association des ouvriers allemands, puis La Ligue des justes et La Ligue des communistes.**

**A l'occasion de la publication d'un ouvrage de Flora Tristan, *Pérégrinations d'une paria* (collection Babel), il n'est pas inutile de revenir sur son combat, souvent ignoré, et qui apparaît aujourd'hui comme remarquablement précurseur.**

# Une réflexion et une action qui se situent à l'origine du mouvement ouvrier

*PÉRÉGRINATIONS D'UNE PARIA* (publié en 1837) est le récit de son voyage au Pérou, d'avril 1833 à juillet 1834, où elle tente d'obtenir du frère de son père une aide pour survivre. Le divorce étant interdit sous la monarchie de Louis Philippe, elle est en effet dans une situation difficile, car si elle a obtenu la séparation de biens, elle est sous la persécution permanente de celui qui reste son mari (il finira par la blesser gravement). En 1832, elle erre pendant six mois avec sa fille pour échapper à ses violences. Elle a donc laissé sa fille dans une pension et part au Pérou pour tenter d'obtenir l'aide de son oncle, très riche aristocrate, car le mariage de ses parents n'a pas été légalisé, elle est fille illégitime et n'a droit en rien à l'héritage de sa famille paternelle.

Ce récit ressemble à ces reportages qui étaient alors à la mode, où se mêlent portrait des habitants, commentaires sur leurs mœurs, récits de rencontres étonnantes, des rivalités partisanes et des guerres civiles qui se développent alors dans ce pays. Ce qui en fait l'intérêt, c'est la personnalité elle-même de Flora Tristan. Sa franchise est souvent pour elle une arme qui la protège, car on l'admire, mais aussi source de nombreuses inimitiés, car elle n'a pas la langue dans sa poche. Ainsi, elle n'épargne guère la lâcheté de l'aristocratie en déclin et la forfanterie des généraux d'opérette de la bourgeoisie. De plus, Flora est curieuse, elle veut tout connaître, et si on lui parle de tel monastère où la sévérité de la règle est renommée, ou de tel autre où la joyeuse vie est un secret de polichinelle, la voilà qui se débrouille pour y aller voir, car elle veut tout vérifier par elle-même et se méfie des récits enjolivés et des rumeurs.

Son témoignage est donc captivant, car elle ne s'en laisse pas compter. Elle dresse des portraits des femmes des différentes villes où elle passe, montrant à la fois les variétés de comportement et leur commune oppression, sous des formes plus ou moins graves, puisque partout la loi impose leur infériorité ; leurs libertés aussi, quand elles ont réussi à conquérir dans un espace limité un peu de marge de manœuvre. Elle rencontre par hasard la femme qui a dirigé, par l'intermédiaire de son mari, ce pays où les coups d'Etat sont fréquents.

Flora Tristan est une républicaine qui considère que ce qui a été acquis sous la Révolution française doit être reconquis, elle a assisté à la révolution de 1830 à Paris, elle veut que l'égalité des droits de 1789 soit rétablie et étendue aux femmes. Son oncle, après lui avoir fait bon accueil, devient plus distant lorsqu'elle demande à être traitée comme la fille légitime de son père. Elle en sera fortement blessée. Elle se considère comme une paria. Le terme de paria, individu rejeté, sans droit, elle se l'attribue avec amertume, certes, mais en ayant conscience qu'il vaut pour toutes les femmes et pour une bonne partie de l'humanité.

Elle revient en Angleterre, puis en France, où elle va fréquenter les cercles socialistes, rencontre Fourier, Owen. Plusieurs séjours à Londres lui permettent de faire connaissance avec le mouvement ouvrier anglais, qui commence à s'organiser. De ses différents séjours, elle tire un tableau de l'Angleterre qui marque aussi une réflexion politique importante, *Promenades dans Londres*, paru en 1840.

## Promenades dans Londres

Un bon conseil : quoi que l'on vous dise sur Flora Tristan, sur ce livre, sur son action, sur son prétendu utopisme, sur son enthousiasme trop ceci, sur ses digressions trop cela, faites comme Flora, allez-y voir vous-même. Ne croyez rien que vous n'aurez vérifié. Lisez *Promenades dans Londres*.

*"Tous ces parias qui couvrent comme d'une lèpre cette immense ville, dont le luxe est si scandaleux, la misère si affreuse."* C'est à eux qu'elle s'intéresse. Ce livre est une description très méthodique de ce contraste entre une bourgeoisie et une aristocratie richissimes, qui profitent pleinement d'un essor industriel rapide au moment où l'Angleterre sortie victorieuse de ses guerres avec Napoléon domine le monde, et un prolétariat en haillons, qui travaille jusqu'à l'abrutissement total pour des salaires de misère.

Flora Tristan a mûri. Les illusions qu'elle avait sur la bourgeoisie républicaine ont fait place à un jugement très lucide. Mais ce livre n'a pas pour seule fonction de raconter, il veut aussi faire connaître, il est un appel à la lutte, un mélange de réflexion rigoureuse et de cris de révolte contre le système social. Elle fera une deuxième édition à bas prix pour qu'il soit plus accessible.

Elle décrit ce système parlementaire que l'on présentait alors comme fort démocratique. Non pas en faisant comme beaucoup un exposé théorique sur les mérites des trois pouvoirs bien séparés et bien équilibrés, mais en allant voir ce qui se passe au Parlement (la Chambre des communes est élue, rappelons-le, au suffrage censitaire, donc par les bourgeois). Pour cela, elle doit se déguiser en homme après avoir trouvé un accompagnateur au-dessus de tout soupçon, car les séances de la Chambre des communes ouvertes au public sont interdites aux femmes. Puis, de même, elle se rend à la Chambre des lords. Elle dit ce qu'elle voit. Elle donne des exemples de lois, de jugements prononcés par les tribunaux. Elle laisse parler les faits. Le système s'avère une formidable dictature, expression de l'alliance parfaite de la bourgeoisie et de l'aristocratie contre les travailleurs. Elle visite les quartiers d'où on lui a assuré qu'elle ne sortirait pas, sans être détroussée, ou assassinée. La description des quartiers irlandais, juif, est ainsi le récit des *"promenades"* dans ces zones, écrasées de misère, à deux pas des palais des riches.

Les prisons anglaises sont un modèle d'humanisme ? Flora les visite et raconte. Elle décrit les tortures physiques ou morales qu'on inflige aux prisonniers.

On lui dit qu'il existe des écoles maternelles. Elle les cherche.

Le nombre extraordinaire de prostituées à Londres la surprend. Elle entend parler des bordels et de la tradition des *"finishes"*, scènes de débauches d'une violence extrême contre les prostituées, elle pense qu'il s'agit d'exagérations. Elle va y assister, toujours de la même façon, déguisée et accompagnée. *"Le chien rencontre en mourant le regard de son maître, tandis que la prostituée finit au coin d'une borne, sans que personne jette sur elle un regard de pitié."* Craignant de n'être pas crue tant ces témoignages sont cruels, elle va chercher les rapports officiels et en tire de nombreuses statistiques, qu'elle commente, et s'aperçoit alors que la prostitution et le trafic des enfants sont tolérés, voire encouragés. Elle découvre qu'un marchand de fillettes pris sur le fait, et qui avait été traduit en jugement, a été acquitté. Une maquerelle fut amenée à fermer son bordel de luxe, certes, mais elle avait organisé

en grand son commerce en s'approvisionnant en jeunes filles dans toute l'Europe par un système bien connu d'annonce de travail alléchant en Angleterre. Elle ne risquait cependant que quelques mois de prison. Flora Tristan donne en exemple l'extrême sévérité à l'opposé des tribunaux lorsqu'il s'agit d'un vol de pain ou de pommes. Ainsi, la justice considère comme un crime bien plus grave d'essayer de vendre quelques objets que la revente d'une fillette par un tenancier de bordel. Comble de l'hypocrisie, Flora va visiter le marché des foulards volés, où se revend la marchandise. Il suffit de ne pas se faire prendre lors du vol ; après, le commerce, c'est le commerce.

Elle se rend dans les manufactures et donne le tableau de cette masse d'ouvriers en loques, travaillant jusqu'à l'épuisement. *"En Angleterre, lorsque les chevaux arrivent à la poste, on s'empresse de leur jeter une housse sur les reins, d'essuyer leur sueur, de leur laver les pieds ; puis, on les fait entrer dans une écurie bien close, garnie de litière bien sèche. Il y a quelques années qu'on rapprocha les relais après avoir reconnu que les distances auxquelles ils étaient placés abrégeaient la vie des chevaux par leur trop grande longueur. Oui, mais un cheval coûte 40 à 50 livres sterling à l'industriel, tandis que le pays lui fournit des hommes pour rien !"*

Cette remarque en fin de chapitre est éclairée par un autre passage, où elle explique pourquoi la bourgeoisie anglaise est abolitionniste (terme désignant à l'époque un partisan de l'abolition de l'esclavage dans les colonies). Elle a vu l'esclavage dans son voyage au Pérou et rencontré sur sa route un Français trafiquant d'esclaves, qu'elle considère comme le type le plus abject du genre humain. S'appuyant sur les citations de grands bourgeois abolitionnistes, elle montre que ce qui motive leur position est qu'ils cherchent à déstabiliser leurs concurrents, car ils disposent d'un avantage comparatif avec le contrôle de leur colonie des Indes ; d'autre part, l'expérience a montré aux bourgeois que l'abondance de main-d'œuvre met les anciens esclaves en concurrence les uns avec les autres, ce qui fait tomber leurs salaires à des niveaux très faibles, et le maître n'a même plus à s'assurer qu'ils ont de quoi se nourrir. Elle cite la situation catastrophique des Noirs affranchis à la Jamaïque. Elle rapproche cette prise de position de la bourgeoisie anglaise, des théories de Malthus, qui s'oppose à toute aide aux pauvres, car ils font trop d'enfants : s'il y a du chômage, c'est de leur faute, le seul remède au chômage, c'est de laisser la nature (la faim et la mort) régler le problème, car si on aide les pauvres, ils seront plus nombreux, donc il y aura plus d'affamés. Elle conclut ainsi le chapitre sur la prostitution : *"Ainsi, le teneur d'une mauvaise maison qui aura capté et détourné des enfants de dix à quinze ans pour les vendre à la dépravation en sera quitte, s'il n'est pas renvoyé de sa plainte, de huit à dix jours d'emprisonnement ; tandis qu'une femme du peuple vendant du fruit, ou quelque chose que ce soit sur le trottoir, sera punie par un emprisonnement de trente jours... Evidemment, la consommation annuelle de huit à dix mille enfants par la luxure des riches rentre dans le système de Malthus pour la diminution de la population, et, sous ce point de vue, le teneur de mauvaise maison est un homme de respectabilité, un homme utile au pays !"*

## Les chartistes

Dans ce système sans pitié, elle découvre autre chose dont on parle beaucoup dans les journaux. Selon son habitude, elle veut voir. Elle se rend à une séance de cette sorte de parlement des ouvriers qu'est la direction du mouvement chartiste. Cette fois, elle n'a pas besoin de se déguiser, car les femmes sont librement admises aux séances. Il faut seulement être parrainé, car le mouvement craint les espions et la répression policière. Déjà bien connue dans le mouvement socialiste en France, Flora Tristan sera admise sans problème et décrit une séance de cette direction de la première grande organisation ouvrière, qui vient de mener deux grandes campagnes de pétitions pour le droit de vote, le droit

d'organisation, le droit à l'indépendance de l'Irlande, l'amélioration des conditions de travail. Flora Tristan résume les 21 points de la pétition de 1842, qui rassemblera deux millions et demi de signatures (elle couvrait 10 km de long et sera portée en manifestation dans les rues de Londres jusqu'au Parlement le 2 mai 1842).

Pour Flora Tristan, le contraste entre cette réunion et celle des deux chambres du Parlement est frappant. *"Je sortis de cette assemblée très édifiée, très satisfaite."*

Le chapitre sur la situation des femmes en Angleterre montre leur situation de parias, en particulier pour les femmes de l'aristocratie et de la bourgeoisie, car ce que la Révolution française a changé dans les mœurs en France n'est pas encore acquis dans ce royaume. Elle rend hommage au combat mené par Mary Wollstonecraft, qui vécut à Paris en 1792 et s'appuya sur les progrès de la démocratie de 1792 pour revendiquer l'égalité des droits pour les femmes. Dans son livre *Défense des droits des femmes*, *"elle sape hardiment cette foule de préjugés dont le monde est enveloppé ; elle veut, pour les deux sexes, l'égalité des droits civils et politiques, leur égale admission aux emplois, l'éducation professionnelle pour tous et le divorce à la volonté des parties (...). Ce livre est une œuvre impérissable, il existe depuis un demi-siècle, et pourtant, personne ne le connaît."*

On pourrait encore donner beaucoup d'exemples de ses promenades et analyses, notamment son plaidoyer pour l'école maternelle, son commentaire très lucide sur le désastre qu'a représenté le régime napoléonien non seulement pour les Français, mais aussi pour tous les peuples d'Europe. Citant la phrase de l'empereur avant sa mort, *"Les rois me regretteront"*, elle dresse la liste des droits qu'il a liquidés et qu'il faudra reconquérir, mais aussi du temps qu'il a fait gagner aux rois de toute l'Europe, qui ont pu se présenter à leurs peuples comme des sauveurs face à la domination des nouveaux princes napoléoniens (chapitre *"Waterloo et Napoléon"*). Elle fait ainsi un commentaire prémonitoire, car le peuple français sera encore, plus tard, victime du deuxième Napoléon, qui détruira la IIe République, sauvera le pape et sera un bon complice des rois. Vacciner les ouvriers français contre le bonapartisme était bien nécessaire.

## Un ouvrage de combat

*Promenades dans Londres* est donc un ouvrage de combat pour éclairer les ouvriers français sur ce qui les attend. Le développement industriel capitaliste anglais faisait l'admiration des dirigeants de tous les pays, qui cherchaient à l'imiter. Flora Tristan entend alerter sur les conséquences dramatiques de ce système, mais aussi montrer qu'il existe une issue, celle dans laquelle se sont engagés les ouvriers anglais avec le mouvement chartiste.

Elle insiste aussi sur l'organisation du peuple irlandais : par une cotisation très modique de quelques centimes, un peuple écrasé, humilié, affamé comme aucun autre, avait réussi à envoyer un représentant au Parlement, et, à travers ce député, maintenu l'espoir de se battre, quand même et malgré tout, pour son existence.

Flora Tristan avait été très frappée de cette capacité des parias parmi les parias (voir sa description du quartier irlandais de Londres) de se donner un porte-parole, de faire de leurs misérables centimes s'ajoutant à d'autres misérables centimes l'expression même de leur indépendance dans les pires conditions de la famine. Il faut reconnaître à Flora Tristan le mérite d'avoir la première perçu l'importance de cette question, qui va être au cœur de son action par la suite et reste un problème essentiel aujourd'hui de l'organisation ouvrière.

On dira peut-être que sa pensée reste marquée par un christianisme sentimental et qu'elle est imprégnée de messianisme utopique. Ce serait faire un contresens.

Elle termine son chapitre sur les chartistes ainsi : *"Je sortis de cette assemblée très édifiée, très satisfaite (...).*

*J'augurais favorablement des talents, de la sincérité et du dévouement des chefs que Dieu a suscités à ce peuple."* D'autres affirmations du même genre peuvent être recensées.

Pour autant, voici ce qu'elle dit juste avant : *"L'Angleterre présente actuellement une bizarre anomalie : les préjugés s'affaiblissent dans les classes populaires, les haines religieuses et nationales s'évanouissent, tandis que, dans les hautes sphères, l'aristocratie, effrayée du progrès des Lumières, s'enveloppe d'épaisses ténèbres, se replonge dans l'obscurité du Moyen Age, évoque les souvenirs de Crécy et d'Azincourt, (...) et quand le peuple meurt de faim, cherche à le passionner pour des controverses religieuses ; elle voudrait faire renaître ces époques d'aberrations où les hommes s'égorgeaient pour de vaines arguties théologiques."*

Elle est très consciente du rôle des clergés comme piliers de l'ordre social inique.

Elle dénonce avec hargne les marchands de bibles et les richesses du clergé anglais. Elle partage cependant l'illusion des républicains robespierristes, qui voient les droits de l'homme comme des droits naturels que l'Etre suprême reconnaît et que la société corrompue doit reconquérir.

Elle écrit souvent Dieux avec un x, pour bien montrer qu'elle n'entend pas par ce terme ce qu'on entend habituellement.

Elle partage une vision assez répandue dans le socialisme français de l'époque selon laquelle Jésus fut un personnage persécuté dans son temps pour s'être opposé à la double oppression du système esclavagiste romain et du clergé hébreux archaïque.

Elle considère donc que le succès de sa nouvelle religion vient de ce qu'elle répondait à l'aspiration des parias (esclaves).

Si elle est incontestablement déiste, sa pensée est fort éloignée d'un prêchi-prêcha bondieusard, ce qu'on appelle aujourd'hui l'humanitaire, camouflant la soumission à l'ordre social. L'hypocrisie la révulsait. Elle en cite des exemples : ces sociétés de bienfaisance anglaises distribuant des bibles aux affamés.

A chaque époque, les classes en lutte utilisent les vieilles idées, les vieilles religions pour les mettre à leur sauce et pousser les feux de leur combat au mieux de leurs intérêts. Les socialistes utopiques, comme le note Engels, sont des intellectuels de la bourgeoisie qui ont constaté les ravages du capitalisme et voulu refaire un monde plus juste. Leur utilisation de la religion ressemble à celle que firent Luther ou Calvin pour exprimer les aspirations de la bourgeoisie critiquant la société féodale. Appuyer sur tel ou tel aspect, utiliser tel ou tel passage pour faire correspondre la vieille religion aux aspirations nouvelles, la lutte contre l'ordre actuel. En ce sens, Flora Tristan reste dans ce cadre de la pensée du socialisme utopique, mais elle prend soin de préciser qu'elle n'est pas d'accord avec Saint Simon, Fourier ou Owen, même si elle les admire. Elle va en effet plus loin, ce sera l'objet de son prochain combat.

L'étude d'Engels, *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre (1845)*, écrite à la même époque, a les mêmes caractéristiques : le parti pris de la vérité, de l'observation des faits, complété par des analyses et rapports officiels incontestables. Le parti pris des opprimés aussi, dans une situation où s'annonce le combat entre les forces de cette nouvelle classe, exploitée sans vergogne, et la bourgeoisie triomphante.

Le livre d'Engels contient une analyse très précise de l'enchaînement des causes qui ont conduit à ce nouveau système d'exploitation des travailleurs. Etude des mécanismes économiques que Marx complétera, et à laquelle il consacrera beaucoup d'efforts. Celle de Flora Tristan est davantage un témoignage, des choses vues. Elles sont toutes deux un appel à la révolte et à l'organisation.

Nous allons voir combien, dans les dernières années de sa courte vie, le combat qu'elle engage correspond à la rupture du mouvement ouvrier avec le socialisme utopique.

## *L'Union ouvrière* (première publication juin 1843) : *"Parler à ceux qui ne savent pas lire et à ceux qui n'ont pas le temps de lire"*

Tout, dans cet ouvrage, est original. Elle y travaille en même temps qu'à la deuxième édition de *Promenades dans Londres*. Elle en discute avec de nombreux écrivains ouvriers. Elle ne trouve pas d'éditeurs et a une idée : pourquoi ne pas appliquer pour l'édition de son livre la méthode qu'elle recommande pour l'organisation des ouvriers ? Elle raconte dans sa préface cette expérience. Puisque aucun éditeur n'a voulu le publier, même ceux qui paraissaient les plus proches des ouvriers, elle fait une collecte en écrivant à toutes ses connaissances et à une liste de personnalités qui lui semblent préoccupées par le sort des prolétaires. Elle donne à la fin de la préface la liste des souscripteurs et la somme qu'ils ont versée.

Ensuite, pour faire connaître son ouvrage, elle fera des réunions, des conférences, un tour de France. Elle ne ménagera pas sa peine et mourra d'épuisement en 1844.

**Le contexte** : les ouvriers s'organisent certes en Angleterre, mais aussi en Allemagne et en France. Si Paris devient un lieu de rencontre, c'est que les ouvriers allemands victimes des licenciements et de la répression dans leur pays se retrouvent et s'organisent ailleurs ; l'association des ouvriers allemands, dans laquelle Marx va militer, en est un exemple, Engels à Londres et à Paris fait connaissance avec les chartistes et les Fraternal Democrats. Ce bouillonnement annonce 1848. Flora Tristan engage un combat pour *"la constitution du prolétariat en classe"*, c'est son expression.

**Le contenu de son livre** : elle constate que de nombreux penseurs ont décrit avec talent la misère des ouvriers, qu'ils ont fait des propositions pour bâtir une société meilleure, fondée sur la justice et l'égalité, mais que ces systèmes se sont avérés des constructions idéales, et les partisans de l'une ou l'autre chapelle n'ont pas su se mettre d'accord pour agir concrètement. Que faire ?

*"Je viens vous proposer une union générale entre les ouvriers et les ouvrières, sans distinction de métiers, union qui aurait pour but de* ***constituer la classe ouvrière*** *et d'élever plusieurs établissements (palais de l'****union ouvrière****) répartis également dans toute la France."*

Elle répond ensuite aux objections : mais comment y parvenir ?

## Le palais du travail, ancêtre de la Bourse du travail

A ce stade, il faut se méfier de jugements hâtifs qui seraient des anachronismes. On pourrait voir dans sa proposition d'édifier des **palais du travail** un thème du fouriérisme. Dans sa proposition de cotiser pour servir un revenu à un défenseur des ouvriers, une contradiction avec sa volonté d'en appeler à l'organisation autonome. Précisons le contexte. Le droit de constituer un parti est absolument banni sous la monarchie, c'est d'ailleurs pour cela que les éditeurs se sont dérobés. Ils ont très bien compris ce que propose Flora : *"Si j'insiste tant sur la question du défenseur, c'est que je désire que les ouvriers comprennent bien l'importance que l'****union ouvrière*** *doit mettre à commencer à se faire représenter devant le pays."* C'est clair, dans un contexte où règne l'interdiction des partis politiques, elle cherche un moyen de résoudre ce problème en s'inspirant du modèle irlandais, qu'elle présente longuement. En effet, si un peuple sous le coup d'une violente répression permanente, et de mesures qui visent à l'affamer et l'anéantir, a pu constituer une représentation politique indépendante, n'est-ce pas la voie à suivre pour le prolétariat ? Quant aux **palais du travail**,

elle les conçoit comme le moyen d'assurer la prise en charge des enfants et leur éducation, comme des vieux et des malades, d'une manière plus efficace que les mutuelles et caisses de secours, qui restent basées sur le métier et la corporation. Elle cherche un système combiné de sécurité sociale généralisée et d'instruction, organisé par les travailleurs eux-mêmes, financé par leurs cotisations.

Il existe toujours à Villeurbanne, banlieue de Lyon, la Bourse du travail de la ville, qui s'appelle le Palais du travail. Si elle porte ce nom, c'est que les ouvriers de Lyon avaient été très sensibles à ses propositions, d'ailleurs la troisième édition du livre sera financée par les souscriptions des ouvriers de Lyon essentiellement. Lorsque les Bourses du travail se sont constituées plus tard, naturellement, ils ont donné ce nom à la leur, tant elle représentait pour eux, à l'évidence, ce qu'avait proposé dans un autre contexte Flora Tristan.

**La place des femmes** : un chapitre est consacré à un double appel : aux femmes pour qu'elles rejoignent l'**union**, aux ouvriers pour qu'ils comprennent le rôle et la place des femmes. Elle s'appuie sur la Déclaration des droits de 1793 et propose un amendement dont le caractère actuel n'est pas à démontrer. Tout ce chapitre, qui apparaissait aux contemporains comme utopique, nous apparaît à nous comme profondément réaliste, puisque ce programme s'est largement réalisé, mais tous ses arguments restent d'actualité, car lorsqu'elle dénonce l'alliance des clergés, des religions, des bourgeois, des gouvernants pour imposer l'infériorité de la femme, on constate que tout ce qu'elle dit reste vrai. Elle affirme que si cette Déclaration des droits de la femme, assurant l'égalité absolue avec ceux des hommes, était adoptée, il ne faudrait pas plus de vingt-cinq ans pour que les mœurs soient totalement changées.

Etait-elle trop optimiste, puisque, même aujourd'hui, ces droits restent fragiles ? Je ne le pense pas, car elle l'envisageait comme un résultat du combat de l'**Union ouvrière** et de la capacité de tous les opprimés de s'organiser, ce qui reste au fond le problème actuel, car chaque régression des droits ouvriers, depuis, s'est payée de lourdes régressions des droits des femmes.

**Le dialogue avec les ouvriers**, pour lancer l'**union** : consciente que *"les ouvriers ne savent pas lire et qu'ils n'ont pas le temps de lire"*, elle s'engage dans un tour de France où elle présente ses idées et propositions. Ce sera pour elle un sujet de satisfaction, car elle rencontre beaucoup d'attention, mais aussi un sujet d'angoisses, car elle s'identifie facilement à ceux qui souffrent et se sent responsable d'une mission à accomplir jusqu'au bout de ses forces. Elle présentera ses idées devant l'association des ouvriers allemands à Paris, et parmi ceux qui fonderont plus tard, en 1864, **l'Association internationale des travailleurs,** beaucoup avaient participé à ses conférences. La proclamation *"l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes"* était tout à la fois la poursuite de son combat et l'affirmation que, désormais, **l'Union universelle des ouvriers et des ouvrières** était en marche.

**Un bref bilan** : à chaque essor du mouvement ouvrier, on redécouvre Flora Tristan et on lui rend hommage. Au contraire, chaque fois que des bureaucrates s'élèvent au-dessus des travailleurs ou que la répression disloque le mouvement ouvrier, elle est reléguée aux oubliettes. On peut tenter d'expliquer rapidement pourquoi.

— La question de la représentation politique des travailleurs (le parti de classe international) en toute indépendance de la bourgeoisie est un problème vital. La bourgeoisie déploie des efforts énormes pour empêcher cette émergence et disloquer les organisations qui naissent et renaissent de la lutte de classe. Or dans son plaidoyer pour l'**union ouvrière**, même si les formes qu'elle envisage sont parfois dépassées — encore que le peuple palestinien est largement sous une oppression terrible semblable à celle du peuple irlandais vers 1840 —, elle met en avant la constitution du prolétariat en classe comme seule solution pour son émancipation, ce que l'expérience n'a fait que confirmer au fil des conflits dans tous les pays. Si bien que cette leçon est "retrouvée" chaque fois

que les travailleurs secouent le joug de l'exploitation.

Financer leur propre organisation est redevenu une question brûlante. Pour paraphraser Rosa Luxemburg, les conditions du capitalisme pourrissant font renaître des problèmes qui furent ceux des débuts du mouvement ouvrier. Aujourd'hui, avec le financement des partis par l'Etat et des réformes sur la circulation des cotisations dans les syndicats, on vise à démanteler l'indépendance des organisations ouvrières.

De même, on ne peut qu'être interloqué par le financement des forums sociaux par les gouvernements et institutions du capital financier, alors que ces forums se présentent comme des lieux de réflexion et de débat où l'on veut entraîner les organisations ouvrières en premier lieu, et les diluer avec les organisations caritatives religieuses. Les efforts déployés par les gouvernements et les multinationales pour faire dépendre les organisations ouvrières de financements qui ne seraient plus basés sur la cotisation ouvrière ne sont évidemment pas anodins.

— Les **palais du travail** de Flora Tristan ont pris une forme différente de ses projets, avec la Sécurité sociale telle qu'elle a été mise place en France en 1945 dans une situation révolutionnaire où la bourgeoisie craignait de tout perdre. En imposant son financement par le salaire différé, la cotisation que l'employeur doit verser dès qu'il embauche un salarié, cette grande réforme inscrite par la CGT dans le programme de la Résistance avait mis les malades, les enfants, les vieillards sous la protection de la classe ouvrière et de l'Etat. On sait à quel point cette grande conquête a été malmenée depuis les années 1990. Toutes les "réformes" visent à remplacer le financement basé sur les cotisations payées par les patrons (salaire différé) par des impôts payés par les travailleurs, retraités, chômeurs (CSG, RDS, TVA sociale). Ce gigantesque transfert se double du glissement de la protection sociale collective, peu à peu, vers l'assurance individuelle capitaliste, selon le principe : faire de l'argent sur la maladie, la vieillesse, l'accident. Il s'agit bien de détruire ce qui constitue la classe ouvrière en tant que classe, ses acquis, ses organisations, ses droits.

— Le combat pour les droits de la femme resurgit toujours en relation avec l'affaissement des conditions de vie et de travail.

Afin de redonner à la charité un rôle essentiel, du fait de la destruction de la Sécurité sociale, les Etats propulsent les religions avec tout leur cortège d'obscurantisme et de consolations dans l'au-delà des misères du présent. La volonté de l'Union européenne de redonner leur place aux Eglises dans l'Etat est évidemment une menace grave pour les droits des femmes. Ce recul est dramatique dans les pays ravagés par la guerre et la dette. Mais il s'aggrave au cœur des pays les plus développés.

Si l'on cite souvent Flora Tristan comme la première féministe, on oublie vite sa conclusion : seule l'union des ouvriers et des ouvrières peut émanciper les femmes.

**Christian Coudène**

# La révolution de 1848 et la Constituante

(Jean-Marc Schiappa)

**Dans *Les Luttes de classes en France*, Marx écrit à propos de la révolution de 1848 :**
***"En imposant la république au gouvernement provisoire, et, par ce dernier, à toute la France, le prolétariat se mettait immédiatement au premier plan en tant que parti indépendant ; mais, du même coup, il jetait un défi à toute la France bourgeoisie. Ce qu'il avait conquis, c'était le terrain en vue de la lutte pour son émancipation révolutionnaire, mais nullement cette émancipation elle-même."***
**Or, *"de même que dans les journées de Juillet* (1830), *les ouvriers avaient arraché par la lutte la monarchie bourgeoise, dans les journées de Février, ce fut la république bourgeoise".***
**Remarquons que, dès son analyse de la révolution de 1848, rédigée en 1849, Marx souligne l'impossibilité du "socialisme dans un seul pays", qui sera inventé par la bureaucratie stalinienne... près de 80 ans plus tard. Il écrit en effet : *"De même que les ouvriers croyaient s'émanciper aux côtés de la bourgeoisie, de même ils pensaient, à côté des autres nations bourgeoises, à l'intérieur des frontières nationales de la France, pouvoir accomplir la révolution prolétarienne. Mais les conditions de production de la France sont déterminées par son commerce extérieur, par sa position sur le marché mondial et par les lois de ces derniers. Comment la France les briserait-elle sans une guerre révolutionnaire européenne, ayant son contre-coup sur l'Angleterre, le despote du marché mondial ?"*** (1).
**C'est dans ce cadre que se pose la question de l'Assemblée constituante, à laquelle est consacré l'article ci-après.**

---

(1) Karl Marx, *Les Luttes de classe en France*, Editions sociales, 1946, pp. 32-33.

# "Changement de forme, maintien du fond"

EN février 1848, une série de journées insurrectionnelles met fin à la monarchie de Juillet, elle-même issue de la révolution de 1830, qui avait vu, à la fois, la chute de la dynastie des Bourbons au profit de la dynastie des Orléans, et la confiscation de la victoire populaire par l'appui donné de la part de la grande bourgeoisie à cette nouvelle dynastie.

Mais le développement industriel, puis la crise économique, l'étroitesse sociale et politique des bases de la monarchie de Juillet, l'activité à partir des années 1840 des premières organisations ouvrières comme la fondation des sociétés secrètes communistes avaient usé cette monarchie. Une large partie de la bourgeoisie, exclue de la domination de classe comme les cercles démocratiques (à la fois prolétariens et petits-bourgeois), avait engagé une campagne contre le régime. Tel fut le cas lors du premier banquet communiste en France, à Belleville, en 1840 (en ces temps de restriction de liberté de réunion, le banquet politique était à la fois un meeting et une manifestation).

Par d'autres banquets, la petite bourgeoisie réclamait un élargissement du cens électoral (avant 1848, seuls les plus riches votaient, ce que l'on appelle le suffrage censitaire).

Devant cette campagne des banquets, le gouvernement essaie la répression et l'interdiction. Cela n'a pas d'autre résultat que d'unir les diverses oppositions. Les 22, 23 et 24 février, la foule parisienne en armes dresse des barricades et se heurte aux troupes royales, qu'elle repousse ; elle envahit les Tuileries, où elle obtient le départ non seulement du roi, mais aussi de la dynastie, alors que la bourgeoisie était prête à se contenter d'un changement de personnel politique.

## Un gouvernement provisoire composé de bourgeois modérés

Alors, se met en place un gouvernement provisoire composé de bourgeois modérés, dont le plus connu est le poète Lamartine, auquel on se dépêche d'adjoindre quatre ministres issus des rangs socialistes, à la fois en gage aux combattants des barricades et aussi pour surveiller et contrôler ceux-ci en attendant de les mater.

Tout au long de ce gouvernement, ces ministres ne rendirent jamais compte des discussions ni des affrontements entre eux et leurs collègues bourgeois. Comme dit l'un d'entre eux, Louis Blanc, ultérieurement, leur rôle fut de *"faire un cours sur la faim devant le peuple affamé"*. On ne peut exciper de l'inexpérience des ministres : d'autres militants avaient refusé de suivre cette voie paralysante, que Louis Blanc, précisément, prit en la justifiant par son refus de la guerre civile. Quelques mois plus tard, il y eut la guerre civile et la défaite du mouvement ouvrier...

La république ne fut proclamée par le gouvernement provisoire que le lendemain, après une nouvelle manifestation en armes des ouvriers parisiens, car la première proclamation gouvernementale n'en faisait pas état. Ce retard était gros d'affrontements entre les deux bords.

Pourquoi la république était-elle souhaitée par les ouvriers et refusée par le gouvernement provisoire?

Marx souligne que cela représente pour les ouvriers, surtout sous sa forme *"République démocratique et sociale", "l'abolition de la domination de classe"*.

Blanqui, dans ses discours, ne dit pas autre chose : *"La république serait un mensonge si elle ne devait être que la substitution d'une forme de gouvernement à une autre. Il ne suffit pas de changer les mots : il faut changer les choses. La république, c'est l'émancipation des ouvriers ; c'est la fin du régime de l'exploitation."*

Mais, toujours pour citer Marx, le gouvernement provisoire est un *"compromis entre les différentes classes qui avaient renversé ensemble le trône de Juillet, mais dont les intérêts s'opposaient avec hostilité"*.

Cette hostilité d'intérêts se montra dans les mesures politiques et économiques. Un certain nombre de mesures démocratiques furent prises, comme l'abolition de la peine de mort pour raison politique ou la liberté de réunion (qui était déjà établie dans les faits, puisque, à Paris, en quelques semaines, plus de 150 clubs se constituèrent). La question du suffrage fut résolue radicalement au profit du suffrage universel masculin. Il y eut, sous l'impulsion de Victor Schoelcher, l'abolition de l'esclavage, aboli sous Robespierre en 1794, mais rétabli sous Napoléon.

Mais le drapeau national fut le drapeau tricolore et non le drapeau rouge, comme le demandaient les manifestations ouvrières, à la suite d'une harangue fumeuse de Lamartine et d'un compromis hâtif : le drapeau sera tricolore, mais on fixera un ruban rouge à la hampe du drapeau. Le drapeau est resté tricolore et la hampe fut oubliée...

Les mesures sociales furent discutables. On établit "le droit au travail", ce qui est à la fois trop pour les bourgeois (qui le firent abolir peu après) et trop peu pour les ouvriers ; quelques réformes furent appliquées, comme la diminution du temps de travail (pas l'aménagement, la diminution !). Mais, surtout, le gouvernement composé de bourgeois modérés, violemment hostiles au socialisme, organisa la déconsidération systématique des idées socialistes. Ainsi, les ateliers nationaux. Reprenant le mot (mais nullement l'idée) d'une organisation par les producteurs des usines abandonnées par les propriétaires, le gouvernement mit en place des groupements de chômeurs, payés également quelle que soit leur qualification à des travaux de terrassement peu utiles.

## Gagner du temps face aux ouvriers en armes

Pour occuper les (nombreux) théoriciens socialistes et gagner du temps face aux ouvriers en armes, le gouvernement établit une commission dite du Luxembourg, chargée de trouver des solutions sociales et de régler les conflits entre patrons et ouvriers.

Composée de plusieurs centaines de membres, elle n'a aucun moyen d'action. Marx écrit : *"Pendant qu'au Luxembourg, on cherchait la pierre philosophale, on frappait à l'Hôtel de ville* (siège du gouvernement) *la monnaie qui avait cours."*

Il fallait que le peuple élise ses délégués pour organiser son propre pouvoir. Dans la tradition démocratique et pas seulement en France, cela s'appelle élire une Assemblée constituante.

Ici, il faut parler du révolutionnaire Blanqui, de loin le plus lucide des militants à l'époque des théories utopistes et des idées de coopération, voire de collaboration, entre les classes.

Dès le 26 février, à Paris, il fonde un club politique. Il caractérise le gouvernement provisoire : *"Changement de forme, maintien du fond. L'édifice du privi-*

*lège, sans une pierre de moins, avec des phrases et quelques banderoles de plus."*

Il est également lucide sur les prochaines élections à l'Assemblée constituante : *"La France est loin d'être républicaine ; il faut se garder de l'effrayer ; le plus sûr est d'abandonner les hommes de l'Hôtel de ville à leur impuissance pendant qu'on organisera le peuple des faubourgs."*

Il ne cesse de demander le report des élections : *"Le peuple ne sait pas, il faut qu'il sache. Ce n'est pas l'œuvre d'un jour, ni d'un mois."* En effet, l'appareil d'Etat n'avait pas changé. Le grand romancier Flaubert, par exemple, raconte comment clergé et propriétaires s'associent à la révolution pour mieux la contrôler, puis l'étrangler. On appela ces ralliés *"les républicains du lendemain"*.

Des élections dans de telles conditions sont un guet-apens. Paris est encerclé par une France rurale, travaillée par les cléricaux et les féodaux. Le gouvernement provisoire aux prises avec une crise économique croissante, ne voulant pas s'en prendre à la grande bourgeoisie, augmente considérablement (45 %) les impôts fonciers, ce qui détourne de la république (ou de ce qui s'appelle ainsi) la France paysanne.

Comme le dit le Club de Blanqui, *"les élections, si elles ont lieu, seront réactionnaires"*. Voilà pourquoi, en même temps qu'il demande le report des élections, Blanqui demande le départ des troupes hors de Paris, l'élimination des fonctionnaires monarchistes, la suppression des lois contre les associations ouvrières, il organise ses partisans indépendamment du gouvernement bourgeois.

Le mot d'ordre de Constituante, à lui seul, ne forme pas un programme. Il doit être associé à d'autres revendications au contenu social ou politique.

Agissant avec d'autres forces politiques (communistes, socialistes ou démocratiques), Blanqui participe à une immense manifestation de 100 000 ouvriers en armes le 17 mars. Même si le résultat ne le satisfait pas (les élections sont reportées de... quinze jours), c'est un pas dans la bonne direction.

## Abattre Blanqui

Le gouvernement provisoire doit abattre Blanqui : il publie un faux document, appelé *"Document Taschereau"*, visant à faire passer le révolutionnaire pour un traître pendant son emprisonnement sous la monarchie de Juillet. Le camp démocratique est désorganisé et Blanqui passe de longues semaines à se disculper. D'autres mesures sont prises pour affaiblir Blanqui et les siens, comme la mise sur pied de clubs concurrents, voire d'une fédération de clubs. Le bourgeois Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur, est au centre de toutes ces manœuvres et donne des consignes strictes dans les départements pour que les élections se passent conformément aux vœux du gouvernement. Suffrage universel, certes, mais totalement téléguidé : le gouvernement a pu s'organiser, mais pas l'opposition !

L'historien Philippe Vigier commente : *"Les craintes exprimées (...) par Blanqui et ses amis risquent de se réaliser : faute d'une éducation politique suffisante, les masses rurales, qui sont (...) depuis des siècles sous la tutelle des notables royalistes et du clergé, éliront une majorité de* républicains du lendemain, *qui s'empresseront d'étrangler la jeune république."* En effet, *"innombrables furent ceux qui crurent pouvoir solliciter les suffrages sans chercher le plus souvent à présenter un programme cohérent"*. Rien d'équivalent à un mandat ou à un programme d'action, donc. Le choix devint un choix fait dans l'urgence et basé sur la notoriété personnelle, obtenue sous la monarchie de Juillet.

Quand les élections ont lieu (le 23 avril, soit moins de deux mois après la révolution de Février), elles donnent une majorité écrasante au parti de l'ordre, sous sa forme monarchique comme sous sa forme bourgeoise modérée. Les communistes, Blanqui le premier, ne sont pas élus.

Le reste (la manifestation du 15 mai, où la foule envahit le Parlement, non gardé, ce qui permet la répression et l'arrestation de Blanqui et d'autres dirigeants, la fermeture des ateliers natio-

naux, la révolte en juin des ouvriers sans chefs ni organisation et le massacre de celle-ci) n'est que la conséquence de la politique gouvernementale.

On pourrait, par une lecture hâtive des événements, conclure que le mot d'ordre de "Constituante" en 1848 était dangereux. Ce serait une grave erreur : ce n'est pas la Constituante qui tua la révolution, mais la direction bourgeoise du gouvernement provisoire, aidée par les ministres "ouvriers", qui tua la revendication démocratique de la Constituante.

**Jean-Marc Schiappa**

# Gérard Bloch :

# 1907 : la première capitulation de la social-démocratie allemande

**La social-démocratie allemande a été le pilier et le modèle des partis de la IIe Internationale. Sa ruine, marquée par son ralliement à l'Etat monarchique allemand dès le premier jour de la guerre de 1914, marquera la faillite de toute l'Internationale. Même si elle a surpris Lénine, qui a d'abord pris pour un faux le numéro du journal social-démocrate allemand, *Vorwärts*, qui annonçait le vote unanime des crédits de guerre par le groupe parlementaire social-démocrate, plusieurs signes précurseurs laissaient entrevoir la dégénérescence de la social-démocratie allemande.**

**C'est à l'un des plus importants, quoique peu connus, que sont consacrées les pages de Gérard Bloch reproduites ci-après. Ces pages ne sont pas inédites, mais elles sont elles aussi peu connues. Gérard Bloch a en effet accompagné sa publication de la première partie de la biographie de Marx par Franz Mehring d'une véritable floraison de notes d'une richesse incroyable. Ces notes abordent de multiples problèmes de la vie de Marx, des diverses éditions de ses œuvres, du travail du biographe Mehring. Elles comportent de nombreux prolongements sur l'histoire du mouvement ouvrier postérieure à l'existence même de Marx, qui ne découlent pas automatiquement de tel ou tel événement de la biographie de Marx.**

**Vu le foisonnement de ces notes, tel développement pourtant fort important peut aisément passer inaperçu, ce qui est très dommageable. Nous avons pu vérifier auprès de plusieurs lecteurs de cette édition que c'est le cas des pages reproduites ci-après.**

# Noske dès 1907...

L'EXPRESSION *"vagabonds sans patrie"* est employée à maintes reprises par Mehring dans son œuvre, qu'il s'agisse des produits de son activité de publiciste ou de ses livres, notamment de son *Histoire de la social-démocratie allemande*. Cela tient d'abord à ce que cette épithète était lancée avec prédilection aux sociaux-démocrates par les représentants politiques des junkers et des industriels au début de ce siècle. Comme l'écrit Mehring, dans un article portant précisément ce titre : *« Depuis que, par l'intermédiaire de ses organes d'expression, la classe ouvrière revendique d'avoir son mot à dire sur la question de la guerre et de la paix — une revendication à laquelle elle ne peut renoncer et ne renoncera pas —, on a vu réapparaître joyeusement dans la presse bourgeoise le ragot des* "vagabonds sans patrie", *et on peut lire sur ce sujet, quasiment chaque jour, les plus admirables tirades dans les organes du superpatriotisme patenté. L'effet en est particulièrement comique dans la presse libérale, qui, dans la colonne voisine, bavarde sur le* "peuple des penseurs et des poètes", *et ne mentionne jamais de noms tels que ceux de Kant, Fichte, Lessing, Klopstock, Herder, Schiller, Goethe sans que le respect ne la paralyse.* » Après quoi, Mehring constatait que *« s'il y a jamais eu des* "vagabonds sans patrie", *c'était bien ces penseurs et ces poètes »* : Lessing se passait fort bien d'un amour de la patrie qu'il considérait tout au plus comme une *"faiblesse héroïque"*, Kant *"prêta serment d'allégeance, durant la guerre de Sept Ans, à la tsarine poivrote Elisabeth et continua tranquillement, cinq ans durant, à remplir ses fonctions de professeur à l'université de Königsberg russifiée"* (1) ; Schiller, médecin militaire, avait déserté pour suivre sa vocation poétique, etc.

## Première manifestation

Mais, pour les militants socialistes, juste avant et pendant la Première Guerre mondiale, cette expression évoquait surtout un épisode marquant de l'histoire de la social-démocratie allemande : la première manifestation sans équivoque, en avril 1907, d'une orientation de capitulation devant leur propre impérialisme.

C'est en 1904 que Karl Liebknecht commença à faire de la lutte contre le militarisme le centre de son activité. *"Il demanda au congrès de Brême d'autoriser le développement d'une propagande antimilitariste intense parmi les recrues potentielles. La proposition de Liebknecht fut rejetée par les dirigeants du parti comme à la fois impraticable et non nécessaire"* (2). L'année suivante,

(1) Franz Mehring, *Vaterlandslose Gesellen* (*Vagabonds sans patrie*), *Leipziger Volkszeitung*, n° 4, 5 janvier 1906. Reproduit dans *Schriften*, tome 15, pp. 120-126, ici p. 120.

(2) Cod E. Scheroke, *German Social Democracy, 1905-1917. The Development of the Great Schism* (*La Social-démocratie allemande, 1905-1917. Le Développement du grand schisme*), New York, 1955, p. 69.

cependant, au congrès d'Iéna — le parti subissait alors la pression de la première révolution russe, qui le poussait à gauche —, Liebknecht parvint à faire passer une partie de la résolution qu'il soumettait : elle prévoyait l'organisation d'une série de meetings s'adressant aux futurs conscrits pour les informer, avant leur incorporation, de leurs droits sous la loi militaire (3). Cette résolution resta cependant lettre morte, et Liebknecht revint à la charge au congrès de Mannheim, en 1906 ; il s'appuyait désormais sur une organisation de jeunesse social-démocrate, organisée indépendamment du parti, et pour laquelle la lutte antimilitariste occupait une place essentielle. Liebknecht demanda l'institution par le parti d'une commission centrale spéciale pour l'agitation antimilitariste. Mais, dans l'intervalle, la révolution russe avait été défaite, et la social-démocratie refluait à droite. Sa direction avait conclu en février 1906 un accord secret avec la direction droitière des syndicats, capitulant entièrement devant celle-ci sur la question de la "grève politique de masse". Cette fois-là, Bebel, fondateur et principal dirigeant du parti, s'opposa à Liebknecht avec une extrême violence, menaçant de démissionner si une telle résolution était adoptée. La motion fut retirée (4).

## Des réformes démocratiques

Quelques mois plus tard, le débat au Reichstag sur le budget militaire, en avril 1907, allait fournir à Bebel l'occasion qu'il cherchait de laver la social-démocratie de l'accusation "calomnieuse" d'être antinationale. Il commença par dénoncer les abus du militarisme allemand, les mauvais traitements infligés aux soldats du contingent, etc., avec cet argument que les abus des gradés affaiblissaient les qualités combatives de l'armée. Il exalta le système des milices, tel qu'il était pratiqué en Suisse, et réclama une formation prémilitaire obligatoire pour la jeunesse. Et il précisa que la social-démocratie ne s'opposait aux budgets militaires que parce que tout le poids en retombait sur les masses. Si les fonds en étaient levés, non par voie d'impôts indirects, mais par l'impôt direct sur le revenu, elle voterait les budgets militaires. La social-démocratie souhaitait que des réformes démocratiques permettent à l'armée allemande de retrouver la première place parmi les armées européennes (5).

Pour soutenir la position de Bebel, prit ensuite la parole un député fraîchement élu, et dont c'était la première intervention importante à la tribune. Il s'appelait Gustav Noske, et son nom, avec ceux de Friedrich Ebert et de Philipp Scheidemann, deviendrait, un peu moins de douze ans plus tard, un symbole d'infamie. Ce jour-là, au Reichstag, le futur chef des détachements contre-révolutionnaires de 1919 commença par s'élever contre cette accusation d'être des *"vagabonds sans patrie"* que l'on formulait avec insistance contre les sociaux-démocrates ; il déclara que, partisans de l'indépendance de toutes les nations, ceux-ci défendraient naturellement l'Allemagne, si elle était attaquée, *"avec autant de détermination que n'importe quel gentleman assis à droite de la Chambre"*, qu'ils souhaitaient que l'Allemagne fût *"aussi bien armée que possible"* ; au surplus, ajouta-t-il, *"le peuple tout entier a intérêt à l'existence de l'institution militaire, nécessaire à la défense de notre patrie"* (6).

## *"La propagande est incompatible avec la défense nationale"*

Le ministre de la Guerre, le comte von Einem, se félicita des déclarations de Noske. Il regrettait qu'il y eût d'autres sons de cloche ; il cita le

(3) *Ibidem*, p. 70.
(4) *Ibidem*, pp. 72-73.
(5) *Ibidem*, pp. 75 à 77.
(6) *Ibidem*, p. 77.

*Vorwärts*, organe central du parti, et la *Tribüne* d'Erfurt, qui niaient l'héroïsme des soldats de la guerre de 1870 et déclaraient que les véritables héros, en Allemagne, étaient les travailleurs en grève. Puis, il lut un passage de la récente brochure de Karl Liebknecht, *Militarisme et antimilitarisme, où* celui-ci démontrait que les mauvais traitements infligés aux soldats du contingent offraient *"une excellente occasion pour combattre de manière fondamentale et avec un grand succès le militarisme, pour mobiliser des masses toujours plus nombreuses contre lui et introduire la conscience de classe dans des secteurs de la population qui lui resteraient autrement inaccessibles, ou beaucoup plus difficiles à atteindre"* (7).

Et von Einem conclut en invitant la social-démocratie, si elle ne voulait plus subir certaines attaques, à éliminer les auteurs de ce genre d'écrits et à liquider l'organisation des jeunes socialistes, *"dont la propagande est incompatible avec la défense nationale"* (8).

Bebel, visiblement embarrassé, se contenta de déclarer que la position du parti était celle qu'il avait exposée. Il ajouta que les commentaires oraux ou écrits faits par des personnes qui étaient en dehors de l'enceinte de cette assemblée *"ne sont et ne peuvent être en aucune façon représentatifs du parti"* (9).

## Les *"vagabonds sans patrie"*

Les journaux nationalistes s'empressèrent de faire écho à la satisfaction de von Einem devant l'intervention de Noske ; la *Leipziger Volkszeitung* l'attaqua. Les révisionnistes volèrent à son secours. Le "débat sur Noske" occupa tout l'été, avec les *"vagabonds sans patrie"*.

C'est en plein milieu de ce débat que se tint, en août 1907, le congrès de Stuttgart de l'Internationale socialiste — dont l'ordre du jour incluait le militarisme et le colonialisme. L'attitude de la délégation allemande justifie pleinement l'appréciation que porte sur elle Schorske : *"Le congrès de Stuttgart marqua une étape importante dans l'histoire de la social-démocratie allemande. Le parti y apparut comme le leader des forces conservatrices dans l'Internationale. Il s'y était d'une part opposé, en dépit d'une tension internationale croissante, à la formulation d'une politique plus radicale contre le militarisme et la guerre ; de l'autre — et c'était là un changement de politique réellement significatif —, il y avait poussé à une acceptation plus complète du colonialisme."*

*"Avant la fin de l'année,* ajoute Schorske, *il y eut encore un signe précurseur des choses à venir. Le gouvernement impérial intervint directement dans les affaires de la social-démocratie, afin d'aider Bebel à mettre à exécution l'injonction du ministre de la Guerre, von Einern, d'avoir à faire le ménage chez lui. Le 12 octobre 1907, la Haute Cour impériale condamna Karl Liebknecht à un an et demi de prison pour les affirmations à caractère de trahison contenues dans sa brochure,* Militarisme et antimilitarisme. *Liebknecht utilisa à fond les débats du procès pour répandre ses vues"* (10).

Les *"vagabonds sans patrie"* continuèrent évidemment à tenir une place significative dans les textes polémiques contre les sociaux-patriotes que Mehring écrivit pendant la Première Guerre mondiale.

C'est ainsi que, le 15 avril 1915, dans un article intitulé *"Nos vieux maîtres et la politique des instances"*, il constate qu'il y a deux points de vue à cet égard parmi les *"représentants de la politique des instances"* : *« Les uns... revendiquent pour eux l'héritage de la véritable pensée marxiste en face de ce marxisme*

(7) Karl Liebknecht, *Militarismus und Antimilitarismus, unter besonderer Berücksichtigung der internationalen Jugendbewegung* (*Militarisme et antimilitarisme, en considérant particulièrement le mouvement international de la jeunesse*), Leipzig, février 1907. Réimprimé dans Karl Liebknecht, *Gesammelte Reden und Schriften* (*Discours et écrits*), tome 1, Dietz Verlag, Berlin (DDR), 1958, pp. 247-456. La phrase citée est p. 318.

(8) Schorske, *op. cit.*, p. 78.

(9) *Ibidem.*

(10) *Ibidem*, pp. 85 et 87.

*formel, entièrement ossifié et exsangue qui est le nôtre, à nous pauvres héros. D'autres..., au contraire, comme Scheidemann, demandent expressément que l'on se moque de la science, ce par quoi ils signifient leur congé aux Lassalle, Marx et Engels (...).*

*Mais c'est le camarade Scheidemann qui est tout à fait sur la bonne voie. La politique des instances n'a vraiment rien à faire avec nos vieux maîtres. Ce qui, bien entendu, ne permet encore nullement d'en finir avec elle, car Marx, pas plus qu'Engels ou que Lassalle, n'avait rien d'un pape infaillible. Mais elle n'a aucun droit à dissimuler sa couleur primaire naturelle sous une peau de lion.*

*En lui contestant ce droit, nous espérons ne pas nous rendre coupables de "menées ténébreuses". Nous ne faisons, à la vérité, que corroborer par là le superbe dédain du camarade Scheidemann ; quant à l'autre école de politiciens des instances, nous ne tarderons pas davantage à livrer ce trio de* "vagabonds sans patrie" *au couperet de leur indignation patriotique »* (11).

Après quoi, Mehring examine l'attitude qui fut celle de Marx, d'Engels et de Lassalle devant diverses situations concrètes de guerre, notamment celle de Marx et d'Engels par rapport à la guerre franco-prussienne de 1870, et peut conclure : *"La politique des instances est la plus complète rupture avec l'héritage intellectuel de nos vieux maîtres, avec l'histoire tout entière et tous les principes qui ont été jusqu'à ce jour ceux de la social-démocratie"* (12).

Mehring, rappelons-le, lorsqu'il écrivit cet article, était engagé dans la rédaction de sa biographie de Marx.

---

(11) Franz Mehring, *"Unsere Aitmeister und die Instanzenpolitik"*, article publié dans le premier numéro — resté unique — de *Die Internationale. Eine Monatsschrift für Praxis und Theorie des Marxismus* (*L'Internationale. Mensuel de pratique et de théorie du marxisme*), Düsseldorf, avril 1915, pp. 60-70. Reproduit dans Mehring, *Schriften*, tome 15, pp. 655-667 ; les passages cités sont pp. 655-656.

(12) *Ibidem*, p. 666.

# Le "Dimanche rouge" irlandais

(Sam Ayache)

**Le 24 avril 1916, les militants républicains irlandais du Sinn Fein, dirigés par James Connolly, proclament la république à Dublin. La répression est brutale. Les seize principaux dirigeants du soulèvement républicain sont fusillés, dont Connolly, qui, blessé, est fusillé allongé sur son brancard.**
**Le mouvement qui aboutit au soulèvement républicain de Pâques s'était développé en s'appuyant sur la classe ouvrière irlandaise et en l'organisant.**
**A l'occasion du 90e anniversaire du soulèvement de Pâques 1916 à Dublin, il convient de rappeler la place particulière du syndicat Irish Transport & General Workers' Union (IT & GWU) dans le déclenchement de la lutte de libération nationale.**
**La période qui sépare le lock-out de 1913 du déclenchement de l'insurrection de 1916 est riche d'enseignements.**
**C'est l'un des moments décisifs de ce processus que décrit Sam Ayache dans l'article ci-après.**

# 1913 : le lock-out de Dublin

## 1908 : James Larkin fonde le Irish Transport & General Workers' Union

En janvier 1907, le syndicat des dockers de Liverpool, le National Union of Dock Labourers (NUDL), envoie "Big Jim" Larkin, un de ses cadres organisateurs, à Belfast, afin d'y construire le syndicat. En quelques semaines, "Big Jim" fait 400 adhésions. Le 15 juillet 1907, il déclenche une grève à Belfast, qui réunit 2 500 dockers, catholiques et protestants. Une manifestation à Belfast rassemble protestants et catholiques, républicains et orangistes pour la défense du NUDL : des "orangistes indépendants" font sécession et collectent de l'argent pour Larkin et le syndicat.

Dans un discours, Larkin explique que même les policiers devraient revendiquer une réduction de leurs horaires de service et des augmentations de salaires. Peu après, le patronat et les autorités de Belfast sont affolés d'apprendre que tous les policiers de la Royal Irish Constabulary (RIC) menacent de faire grève à leur tour. Or ils ne sont pas les seuls à s'affoler : les dirigeants britanniques du NUDL s'inquiètent de la tournure des choses. Ils décident de briser la grève en négociant directement avec le patronat de Belfast. Ils envoient "Big Jim" Larkin à Dublin en août 1907. Entre septembre 1907 et décembre 1908, "Big Jim" recrute 2 700 adhérents au NUDL à Dublin. Il organise trois grèves, mais les dirigeants du NUDL refusent désormais de suivre cette orientation et ils démettent James Larkin de tous ses mandats syndicaux.

Rompant avec le NUDL, "Big Jim" constitue alors un nouveau syndicat, le Irish Transport & General Workers' Union (IT & GWU), qui se dote d'un programme : *"La journée de huit heures, la retraite à 60 ans, le droit de vote pour les adultes* (donc aussi pour les femmes !), *la nationalisation des canaux, des chemins de fer et de tous les transports. La terre d'Irlande pour le peuple d'Irlande."* Ce programme lui vaut en 1909 d'être exclu de la confédération des syndicats irlandais par les dirigeants de cet organisme. En juin 1910, les dirigeants du NUDL lui intentent un procès pour détournement de fonds et ils obtiennent des autorités britanniques sa condamnation à un an de travaux forcés. Le conseil des syndicats de Dublin lance une pétition en faveur de Larkin et les autorités sont obligées de relâcher "Big Jim". Ce dernier lance un journal, *The Irish Worker*, dont le tirage passe de 26 000 exemplaires en juin 1911 à 64 500 en juillet, puis à 74 750 en août, pour atteindre 94 994 en septembre — la ville de Dublin ne compte pourtant que 300 000 habitants en 1911. Cette même année, James Connolly, de retour des Etats-Unis où il a milité au sein des IWW, se joint à Larkin, et, peu après, ils fondent ensemble le Parti travailliste irlandais. Ils organisent le IT & GWU, qui passe de 3 000 à 10 000 adhérents entre 1910 et 1913.

## Dublin, 1913 : les patrons passent à l'offensive

En 1913, William Martin Murphy, directeur du journal *Irish Independent* et propriétaire de la compagnie des trams de Dublin, décide d'un "grand lock-out" pour briser le syndicat. Il s'est assuré le soutien du château de Dublin, le siège des autorités britanniques : la Dublin Metropolitan Police (DMP), la Royal Irish Constabulary (RIC) et l'armée de Sa Gracieuse Majesté britannique sont à sa disposition. Un camp spécial de RIC venus de Cork est installé à Dun Laoghaire, le port de Dublin. Murphy licencie d'abord les 40 employés de son journal qui refusent de démissionner du syndicat, puis, à partir du 19 août 1913, tous les adhérents du IT & GWU dans les entreprises qu'il dirige. Le syndicat riposte par la grève. Les crieurs de journaux refusent de vendre le journal de Murphy. Les traminots abandonnent leurs véhicules au milieu de la chaussée et la DMP doit escorter les "jaunes" pour remiser les trams. Murphy reçoit le soutien de certains nationalistes, comme Arthur Griffith, du Sinn Fein, tandis que d'autres, comme Padraig Pearse et A. E. — l'écrivain George Russell signe de ces deux lettres les œuvres qu'il publie — prennent position en faveur des ouvriers. Griffith surnomme Larkin *"le syndicaliste anglais"*, parce qu'il est né en Angleterre — Connolly est né en Ecosse et Eamon De Valera est né à New York de père espagnol ! Pour Griffith, les syndicats irlandais affaiblissent les entreprises irlandaises au profit de l'industrie britannique.

Larkin et quatre de ses camarades sont arrêtés pour *"conspiration séditieuse, trouble à la paix et incitation au mécontentement et à la haine parmi certaines classes des sujets de Sa Majesté, incitation à la haine et au mépris du gouvernement et incitation au meurtre"*. Le juge les relâche sous caution en attente du procès et fait interdire une réunion publique que Larkin avait projeté de tenir le dimanche suivant, car cette réunion *"pourrait provoquer la terreur, l'alarme et la dissension parmi les sujets de Sa Majesté"*.

## Bloody Sunday

Le dimanche 31 août, le *"dimanche sanglant de 1913"*, des affrontements entre la police et les grévistes se déroulent partout dans la ville, et surtout aux abords de Liberty Hall, le siège du syndicat. La comtesse Constance Markievicz — c'est une véritable aristocrate irlandaise mariée à un comte polonais —, qui cache Jim Larkin, recherché par la police et déguisé en vieux clergyman, décrit l'interpellation mouvementée de Larkin et les coups qui pleuvent sur le groupe de manifestants dont elle fait partie aux côtés d'un témoin de premier ordre, le dramaturge Sean O'Casey :

*"L'inspecteur à droite de Larkin me frappe sur le nez et la bouche avec son poing fermé. Je tombe sur un autre policier, qui me tire dans tous les sens et arrache les boutons de ma robe, qu'il déchire autour de ma taille. Il me projette ensuite au milieu de la rue où tous les policiers ont commencé à courir, plusieurs d'entre eux me frappent à coups de pied, à coups de poing en passant... Je n'ai pas réussi à sortir de la foule des policiers quand l'un d'eux m'assène un coup de bâton sur le côté gauche du visage. Je tombe contre le coin d'une boutique quand un autre agent de police me saisit à la gorge, mais je suis tirée hors de la foule par des hommes qui m'ont emmenée à Sackville Place* (aujourd'hui O'Connor Place — NDT) *dans une maison où l'on essaie d'arrêter le sang qui coule de ma bouche et de mon nez, et d'arranger ma robe"* (propos rapportés par Diana Norman dans *Terrible Beauty*).

On dénombre des centaines de blessés, dont 200 policiers. Près de Liberty Hall, un ouvrier, James Nolan, est battu à mort par une trentaine de policiers de la DMP et de l'IRC. Témoin de cet assassinat, le capitaine Monteith — futur commandant des Irish Volunteers — est également roué de coups et il doit faire le mort pour avoir la vie sauve. Peu

après, la sœur de Monteith, âgée de 14 ans, est frappée par un policier ivre. Ailleurs, une jeune fille, Alice Brady, est abattue à coups de revolver par un briseur de grève.

Le même jour, un autre gréviste, James Byrne, est également battu à mort par la police. Sean O'Casey, qui est membre du même syndicat que James Nolan, se recueille auprès de la dépouille mortelle de son camarade. Sean O'Casey décrit ce qu'il voit :

*"Il y avait une masse informe sous un drap blanc comme neige, qui ressemblait à un masque sur un totem, un œil avait disparu, l'autre était de travers, l'arrête du nez cassé se tordait sur le côté, le front et une joue étaient d'un violet sombre : de loin, cela ressemblait à un iris fané sur une vaste étendue de neige. Quelle formidable matraque !"*

Les obsèques de Nolan, le 3 septembre, sont suivies par 30 000 personnes. Sean O'Casey y participe : *"Voilà la* Marche funèbre *qui inonde la rue et s'écoule au milieu des vitrines des bâtiments les plus cossus de la rue, suivie par les bannières des syndicats ouvriers, les couleurs assombries de cordons noirs et de crêpes, une armée détrempée de gris suivant le camarade assassiné."*

## Le cortège est protégé par des syndiqués

Le cortège est protégé par des syndiqués armés de manches de pioche et la police n'ose pas intervenir.

Le lendemain, Larkin et Connolly étant arrêtés et placés en détention, c'est Willliam O'Brien et T. D. Daly qui prennent la direction du syndicat. Ils envoient aussitôt une délégation à Manchester auprès des syndicats britanniques pour qu'ils appellent à la grève, pensant avec juste raison que seule la force unie du prolétariat pourra faire plier les patrons irlandais. Les dirigeants des syndicats britanniques acceptent de mener une campagne financière — la fédération des mineurs collecte à elle seule 150 000 livres — pour aider les lock-outés de Dublin (1), mais ils refusent obstinément d'appeler à la grève générale !

Du côté des employeurs, on choisit d'installer le conflit dans la durée. Les patrons se réunissent le 3 septembre sous la direction de Murphy et décident *"de ne pas employer quiconque continue à adhérer au Irish Transport & General Workers' Union"*. De même, ils décident que *"toute personne refusant d'appliquer nos instructions légitimes et raisonnables ou les instructions de ceux qui sont les supérieurs"* sera aussitôt licenciée, *"quel que soit le syndicat auquel cette personne est affiliée"*. Dans les jours qui suivent, les patrons font signer un contrat antisyndical à chacun de leurs salariés, exigeant la démission du syndicat et l'engagement écrit de ne jamais en faire partie. L'engagement doit être contresigné par un témoin. La commission d'enquête mise en place par la chambre de commerce pour faire la lumière sur les causes du conflit écrira à la fin du mois de septembre 1913 : *"Ce document a imposé aux signataires des conditions contraires à la liberté individuelle, et auxquelles aucun travailleur ni aucun groupement de travailleurs ne pourrait souscrire."*

Le conflit social dure depuis des semaines. Plus de 400 entreprises licencient quelque 25 000 travailleurs pour appartenance syndicale. Toute l'économie de la ville est paralysée par le lock-out, qui touche un total de 100 000 habitants de Dublin, le tiers de la ville. L'écrivain A. E. adresse une lettre à l'*Irish Times,* dans laquelle il accuse, à la manière de Zola, les patrons *"d'avoir délibérément décidé, de sang-froid, d'affamer le tiers de la population de la ville, d'abattre le moral des hommes par le*

(1) Dans ce conflit, les femmes jouent un rôle important. Larkin et deux assistantes sociales, Dora Montefiori et Lucille Rand, élaborent un plan d'évacuation des enfants de lockoutés vers l'Angleterre, ce que l'Eglise catholique refuse : une horde de curés se rend à Dun Laoghaire pour empêcher les enfants de monter à bord des ferries — alors que les familles d'accueil sont des Irlandais catholiques exilés en Angleterre ! A l'instigation de l'Eglise, Dora Montefiori et Lucille Rand sont arrêtées pour "kidnapping" (elles sont relâchées du fait de l'inanité de l'accusation).

*spectacle des souffrances de leurs compagnes et de leurs enfants, qui crient famine".*

L'émotion suscitée par la lettre d'A. E. est considérable, à la mesure de la situation des lockoutés, qui devient critique. La comtesse Markievicz organise la distribution de vivres au siège du syndicat pour les ouvriers lockoutés et leurs familles. Ces vivres proviennent de la cargaison de deux navires envoyés par les ouvriers britanniques.

Larkin est libéré sous caution de 100 livres. Il devient l'avocat de la cause des ouvriers auprès de la commission d'enquête, où il dresse un véritable réquisitoire contre Murphy et où il se heurte à l'avocat Tim Healy, un nationaliste ami de Griffith et futur gouverneur général de l'Etat libre d'Irlande.

Larkin entreprend ensuite une tournée de soutien en Angleterre. S'il soulève l'enthousiasme des ouvriers, les directions syndicales, en revanche, se méfient toujours de lui. Elles décident d'envoyer une délégation à Dublin pour négocier directement avec Murphy — selon la même méthode déjà utilisée à Belfast en 1907. Mais cette fois, l'intransigeance des patrons ne permet pas de manœuvrer comme à Belfast. Larkin brocarde ces dirigeants syndicaux dépourvus de principes : ils sont *"aussi utiles que des momies dans un musée"*, ce sont des *"serpents qui n'ont ni âme à sauver ni corps digne de recevoir des coups de pied"*.

Le délai de la liberté sous caution étant expiré, "Big Jim" est de nouveau arrêté et condamné à sept mois de prison *"sans travail forcé"*. Il ne restera que deux semaines en captivité, car une campagne de masse est déclenchée en sa faveur par le socialiste écossais Keir Hardie, les écrivains George Bernard Shaw, A. E. et le poète et dramaturge W. B. Yeats (compagnon de Maud Gonne McBride [2], une amie de la comtesse Markievicz et qui a fondé l'association Inghidhe na hEireann, "Filles d'Irlande").

Le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté britannique craint l'embrasement du pays et cède aussitôt, apportant ainsi la preuve flagrante de sa faiblesse devant la menace d'un mouvement de grève de la classe ouvrière unie.

Le conflit prend une tournure internationale. Lénine écrit :

*"Le prolétariat irlandais, qui s'éveille à la conscience de classe, s'est trouvé un dirigeant plein de talent dans la personne de Larkin, le secrétaire du IT & GWU. Possédant un remarquable talent oratoire, bouillonnant d'énergie irlandaise, Larkin a fait des miracles parmi les travailleurs non qualifiés."*

Une situation prérévolutionnaire se met en place. Au Nord, les Unionistes de Sir Edward Carson décident de former une milice armée, l'Ulster Volunteer Force. Fin octobre, Larkin propose de créer une *"armée de citoyens"*, mais son discours reste vague à ce sujet. Le 13 novembre 1913, Connolly annonce qu'une *"armée de citoyens"* sera organisée et dirigée par le capitaine Jack White. Ce dernier est protestant et fils d'un Field-Marshall décoré de la Victoria Cross de l'Empire britannique. Comme Connolly, il a fait carrière dans l'armée britannique, puis il est devenu socialiste — Jack White commandera plus tard le bataillon Connolly des brigades internationales en Espagne, où il rejoindra les anarchistes.

## Une armée de citoyens syndiqués

Dans un premier temps, il s'agit de doter le syndicat d'un service d'ordre pour protéger Liberty Hall contre la police et les jaunes. Lors de sa première parade officielle, le 23 novembre 1913, la jeune Armée citoyenne irlandaise (ICA) ne compte que 40 soldats. Cette

(2) L'actrice Maud Gonne McBride avait déjà mené avec Larkin, Connolly et Constance Markievicz une campagne pour que la réglementation sur les repas scolaires soit étendue à l'Irlande. Son mari, John McBride, sera fusillé en 1916 avec Connolly. Elle est la mère de Sean McBride, le fondateur d'Amnesty International. C'est pour elle que W. B. Yeats a écrit la pièce *Cathleen ni Houlihan*. On constate que tous les grands écrivains irlandais (Pearse, Yeats, A. E., George Bernard Shaw et bien entendu Sean O'Casey) se sont impliqués dans le lock-out de 1913 en faveur des ouvriers.

armée syndicale apprend à se faire respecter de la police, même si son armement se limite encore à des manches de pioche et des battes de hurling (le sport national irlandais).

L'ICA a aussi une fanfare, dont le superintendant de la DMP tente un jour de saisir les instruments ; mais dès que les manches de pioche garnis de boucles de fer apparaissent, les argousins se font plus prudents et la fanfare joue *The Peeler and the Goat* ("Le poulet et la chèvre"), un air populaire où la police n'a pas le beau rôle, sans être importunée. Selon Jack White, *"la police a appris les bonnes manières"*.

Le conflit se termine en janvier 1914 : en apparence, les patrons ont gagné, mais rien n'est joué, car le syndicat continue d'exister. Voici comment Connolly tire le bilan du grand lock-out de Dublin : *"La bataille s'est terminée par un match nul. Les employeurs, en dépit de leur plan de campagne napoléonien et du caractère encore plus napoléonien de leur absence de pitié et de l'utilisation des moyens les plus vils et dépourvus de scrupules, ont été incapables de poursuivre leurs activités sans les hommes et les femmes qui sont restés fidèles au syndicat. Les ouvriers ont été incapables d'obliger les employeurs à reconnaître formellement le syndicat et de donner la préférence au syndicat organisé."*

Et en ce début de 1914, alors que la guerre impérialiste se prépare, les ouvriers de Dublin disposent d'une milice armée, l'Irish Citizen Army, efficace et commandée par des militants expérimentés. C'est un acquis révolutionnaire considérable, et dont ils sauront se servir.

**Sam Ayache**

# Deux militants bolcheviques : Iouri Loutovinov et Martyn Liadov

**Rien, a priori, ne justifie l'association de ces deux militants bolcheviques, sauf le fait purement hasardeux et orthographique que leurs biographies ont été imprimées l'une à la suite de l'autre dans le dictionnaire encyclopédique Granat, publié à Moscou en 1927. Mais la biographie de ces deux militants reflète toute la diversité et la richesse de la vie du Parti bolchevique avant sa stalinisation.**

**Le métallurgiste Loutovinov, dont la biographie est ici réduite à quelques lignes sèches, a été de 1920 à 1922 l'un des principaux dirigeants de l'Opposition ouvrière avec Chliapnikov, Kollontai et Kisselev. Il s'est suicidé en mai 1924, non pour la raison grotesque donnée dans la notice ci-dessous, mais parce qu'il n'a pu supporter la victoire de l'appareil sur l'Opposition de gauche en janvier 1924.**

**Liadov, lui, après avoir pris une part très active à la révolution de 1905, a appartenu de 1909 à 1911 au groupe ultra-gauche dit des "boycottistes". Les boycottistes portaient ce nom parce qu'ils voulaient systématiquement boycotter les élections à la Douma, qui leur paraissaient un obstacle à la révolution. Ils étaient rassemblés autour du journal *Vperiod*, sous la direction de Bogdanov, Lounatcharski (futur commissaire du peuple à l'Instruction), Alexinski (futur social-patriote et agent des services français et roumains). Liadov sera accusé plus tard d'avoir *"occupé des positions mencheviques"* de 1917 à 1920, mais ce grief, qui fait écho aux accusations portées par Staline contre le bolchevik Chaoumian, qui présida le soviet de Bakou avant d'être fusillé par les Anglais, semble sans véritable fondement. Liadov sera l'un des rares vieux-bolcheviks, en dehors du cercle très restreint de la clique de Staline, à échapper à la répression sans que l'on puisse comprendre pourquoi. Il mourra en 1947 de mort naturelle, oublié depuis longtemps de tous, même de la police politique stalinienne.**

# Iouri Khrisanfovitch Loutovinov (1887-1924)

IOURI Khrisanfovitch Loutovinov est né en 1887 à Lougansk. Ouvrier métallurgiste, il entre très jeune à l'usine, adhère au Parti social-démocrate en 1904. C'est le début de ses activités révolutionnaires. Il milite à Lougansk, Alexandrovsk, à Saint-Pétersbourg et dans d'autres villes, comme membre des comités locaux (bolcheviques) du parti. Militant actif du mouvement syndical, en 1912, il participe à la conférence des métallurgistes de Saint-Pétersbourg. Il a été plusieurs fois arrêté au cours de ses activités révolutionnaires, il a été déporté dans le gouvernement d'Arkhangelsk et en Iakoutie ; dans les deux cas, il s'est échappé.

En 1916, il est envoyé dans le bassin du Donetsk pour organiser des conférences du parti ; c'est là qu'il se trouve au moment de la révolution de Février. Pendant la guerre civile, il combat contre le général Krasnov, puis milite sous le gouvernement du hetman Skoropadski comme membre du comité central du PC bolchevique d'Ukraine. Plus tard, il se consacre au travail syndical, entre au comité central du syndicat des métallurgistes et, durant les dernières années de sa vie, il est président du syndicat des communications, membre du présidium du conseil central des syndicats, suppléant du présidium du comité exécutif central.

A un moment, il a été représentant commercial adjoint à Berlin. Au IX[e] Congrès du parti, il défend l'idée d'une direction collégiale de l'industrie et, en 1920-1921, il fait partie de l'"Opposition ouvrière". Loutovinov, qui ne peut se résigner à la lenteur du développement de la construction socialiste, se suicide en mai 1924 (voir notamment *Katorga i ssylka,* n° 4, 1924).

# Martyn Nikolaiévitch Liadov (1872-1947)

Martyn Nikolaiévitch Liadov (Mandelstam) est né à Moscou en 1872 dans une famille de marchands.

MON père a fait faillite lorsque j'avais 8-9 ans. Les dernières années de sa vie, il travaillait comme commis. En 1881, je suis entré au lycée n° II de Moscou, où j'étais bon élève jusqu'en classe de troisième. Mais je ne supportais pas la discipline de caserne : j'en ai été exclu avec un deux de conduite pour avoir insulté l'inspecteur. Je ne pouvais pas entrer dans un autre lycée avec un tel bulletin. Mes parents m'ont alors envoyé

à Mitava, où j'avais un oncle assez aisé. Là, je suis entré dans une école d'enseignement moderne allemande, que j'ai terminée en 1889. Je ne me suis pas présenté à l'examen de fin d'année pour protester contre la russification forcée des écoles allemandes.

A partir de l'âge de 14 ans, même si je logeais chez mon oncle, j'ai financé mes études en donnant des leçons et en travaillant occasionnellement. J'ai perdu mon père et ma mère en 1885-1886. En 1890, lors d'une rencontre avec mon frère aîné, Grigori, j'ai commencé à réfléchir à l'activité révolutionnaire. Grigori était alors rentré clandestinement de l'étranger et avait passé quelque temps chez moi, à Mitava. Il était revenu marxiste de Paris, où il avait été impressionné par le congrès socialiste international. Cette même année 1890, je me suis engagé dans le 114e régiment de Torjok. Là, je me suis lié à la masse des soldats opprimés, qui m'ont sérieusement rééduqué. En plus des activités militaires, je m'occupais de la formation scolaire.

En août 1891, je fus libéré comme sous-officier de réserve et revins à Moscou. Je voulais entrer à l'Ecole technique impériale. Je commençai à préparer l'examen et m'installai avec un étudiant de l'école, qui me fit connaître les cercles étudiants. La vie étudiante ne m'intéressait pas. Les interminables disputes abstraites des narodniki (populistes) et des partisans de la *Narodnaïa Volia* ("La Volonté du peuple") me rebutaient. Grâce à un étudiant, Kroukovski, et à mon frère Grigori, j'ai commencé à m'intéresser au marxisme, je me suis mis à lire beaucoup et je suis entré à l'usine chimique de la Barrière Danilov. C'est là que j'ai organisé mon premier cercle d'ouvriers et participé à ma première grève. Je fus mis à la porte.

Après l'arrestation de mon frère Grigori, je devins définitivement social-démocrate au printemps 1892, grâce essentiellement à Alexandre et Pélaguéïa Vinokourov. Sous leur direction, j'ai commencé à traduire *La Femme et le Socialisme,* de Bebel, et plusieurs autres brochures de la bibliothèque social-démocrate allemande. Ils m'ont introduit dans le cercle marxiste d'Arkadi Ivanovitch Riazanov. Avec les Vinokourov, nous avons commencé à nouer des relations avec les ouvriers, grâce, notamment, à mon travail dans une fabrique de laine artificielle. En novembre 1892, je fus arrêté pour la première fois, dans le cadre de l'affaire Kroukovski, Vannovski et Egoubov. Par la même occasion, on m'accusa de propagande dans l'usine de chimie. Après un court séjour en prison, je fus mis en liberté surveillée. Dès lors, je m'adonnai totalement à l'activité social-démocrate.

En 1893, je participai à l'organisation de l'Union ouvrière de Moscou, qui prit définitivement corps en 1895. En 1894, j'avais également contribué à l'organisation d'une imprimerie clandestine à Moscou. En 1895, j'ai organisé la fête du 1er Mai à Vichniaki, près de Moscou. En juillet 1895, j'ai été arrêté, mis en prison jusqu'en 1897, puis relégué pour cinq ans en Iakoutie. Je suis resté à Verkhoïansk jusqu'en février 1902. Après quoi, j'ai écopé de deux années supplémentaires de surveillance, que je devais purger à Saratov. Là, j'ai travaillé dans le bureau de statistiques du zemstvo et j'en ai profité pour adhérer au comité local du Parti social-démocrate. Je me suis rendu à deux reprises clandestinement à Moscou et Leningrad. J'ai participé à l'organisation de la manifestation de mai 1902.

En février 1903, pour ne pas être arrêté, je me suis enfui de Saratov à l'étranger. J'ai adhéré au cercle berlinois de l'*Iskra,* faisant des discours et contribuant au transport de la littérature clandestine. J'ai été mandaté par le comité de Saratov au IIe Congrès du parti. A Genève, je me suis lié avec Vladimir Ilitch, m'étant immédiatement rangé de son côté dans la discussion avec les autres membres de la rédaction de l'*Iskra*. Lors de la scission du IIe Congrès, je me suis rangé sans hésiter du côté des bolcheviks. Après le congrès, j'ai été un moment le représentant du comité central à Berlin. En 1904, lors de la protestation contre Brülow et des révélations sur les agents de la police secrète (Harting), j'ai dû m'enfuir de Berlin pour éviter une arrestation. J'ai pris part à la conférence

bolchevique des 22 à Genève et j'ai été élu membre du bureau des Comités de la majorité. En tant que tel, je me suis rendu clandestinement en Russie pour faire le tour des organisations russes. J'ai participé au 9 janvier 1905 à Leningrad. Ensuite, j'ai participé au III[e] Congrès, dont j'avais préparé l'appel. Après le congrès, j'ai de nouveau fait la tournée des organisations russes et étrangères pour rendre compte des travaux.

En août 1905, j'ai été arrêté à Bakou et me suis évadé de prison. Je me suis retrouvé à Moscou au plus fort de la grève générale, le 13 octobre. J'ai adhéré au comité de Moscou. En novembre, Lénine m'a confié la tâche de rencontrer les leaders étrangers des partis social-démocrates pour les informer de la révolution. Lors des journées de décembre, je suis entré au comité exécutif du comité de Moscou pour la direction de l'insurrection armée. En janvier 1906, mandaté par le comité central, j'ai parcouru l'Oural et la Sibérie pour organiser les élections au congrès d'unification. J'ai eu l'occasion de participer également au soulèvement de Sibérie. J'ai été mandaté par l'organisation de Moscou pour participer au congrès d'unification de Stockholm. Après le congrès, j'ai milité dans le comité de Saint-Pétersbourg. J'ai été arrêté et me suis évadé plusieurs fois.

Au début de l'insurrection de Sveaborg, je fus envoyé par le comité central pour la diriger, mais je suis arrivé au moment de sa liquidation. J'ai travaillé un certain temps dans l'organisation militaire de Finlande. J'ai participé à la conférence d'organisation militaire de Tammerfors et à la conférence générale du parti d'Helsingfors. J'ai organisé la campagne électorale pour la deuxième Douma et celle pour le congrès de Londres dans l'organisation de l'Oural, qui m'a mandaté pour ce congrès. Après quoi, j'ai milité à Saint-Pétersbourg, à Moscou et en Finlande. J'ai été plusieurs fois arrêté et je suis passé en jugement à Terioki et à Vyborg. J'ai participé aux conférences de Kotka et d'Helsingfors (à cette dernière, j'ai adopté le point de vue du boycott de la troisième Douma). En 1908-1909, j'ai milité dans l'organisation régionale du District industriel du centre. J'ai représenté ce district à la conférence de Paris de janvier 1909. Au printemps 1909, j'ai pris part à l'organisation de l'école du parti de Capri. J'y ai fait de la formation et suis entré dans le groupe Vperiod ("En avant"). Avec ce groupe, j'ai participé à l'organisation et à la direction de l'école de Bologne. En 1911, je suis rentré en Russie, et j'ai milité légalement à Bakou, d'abord au conseil du Congrès des travailleurs du pétrole, puis au bureau des frères Nobel. J'ai été secrétaire de rédaction à *Neftianoe Diélo* ("Le Monde du pétrole"). J'ai rompu avec le groupe Vperiod avant mon retour en Russie, j'ai abandonné le travail organisationnel du parti et me suis totalement consacré au travail de propagande parmi les ouvriers de Bakou. Je me suis largement abrité derrière l'université populaire de Bakou pour faire une propagande systématique. En même temps, je prêtais main forte aux grèves de 1913-1914, à la campagne d'assurance, à la lutte contre la vie chère et contre les comités militaro-industriels.

Dès le début de la révolution de Février, je fus élu président adjoint du soviet des députés ouvriers de Bakou (le président, Chaumian, avait été élu en son absence). Je fus rédacteur des *Izvestia* ("Les Nouvelles") *du soviet de Bakou*. Lors de la guerre civile à Bakou (en mars 1918), je fus élu président des états-majors réunis de la garde rouge des districts industriels, puis membre du présidium du conseil économique. J'ai participé à la nationalisation de l'industrie du pétrole. J'ai organisé l'évacuation de Bakou avant la prise du pouvoir par les S-R et les mencheviks. Après quoi, j'ai été élu secrétaire du syndicat (bolchevique) semi-clandestin des ouvriers du pétrole. Lors de la prise de Bakou par les Turcs et les moussavatistes, j'ai été fait prisonnier. Je suis resté deux mois en prison, m'attendant à être pendu. Avant la remise de Bakou par les Turcs aux Anglais et aux blancs, je fus reconduis avec le dernier convoi des armées turques à la frontière de la Géorgie menchevique. Du fait de ma tuberculose, qui s'était aggravée après la prison, et de la fermeture de toutes les frontières, je fus obligé de rester un an et demi en Géor-

gie, où j'ai travaillé comme statisticien et donné des cours. Après le retour du pouvoir soviétique à Bakou, en 1920, je suis rentré en Russie. J'ai été nommé au comité général du combustible, puis chef de la direction de l'industrie du pétrole.

En mai 1922, je fus envoyé faire du travail de parti à Nijni-Novgorod, et, en mai 1923, nommé recteur de l'université communiste Sverdlov.

Je suis actuellement suppléant du comité exécutif de l'URSS et membre du comité exécutif de la RSFSR, membre du comité de Moscou et du comité de district de la Krasnaïa Presnia, membre du soviet de Moscou, du conseil de l'Institut Lénine, de la commission historique du comité central, président du conseil du Musée de la Révolution, membre de la section scientifique et politique du Conseil scientifique de l'Etat, etc.

Ma première brochure a été publiée clandestinement à Moscou en 1895 : *Comment un paysan et artisan est devenu ouvrier à la fabrique* et *A propos de la femme travailleuse*. Parmi mes travaux importants, citons : *Histoire du Parti ouvrier social-démocrate de Russie,* deux tomes (1906-1907), *Vingt-cinq années du PCR* (1923), *Zur Geschichte der socialdemokratischen Arbeiterpartei Russland* (1904 — traduction russe éditée en 1924), *Comment s'est constitué le PCR* (quatrième édition). J'ai écrit beaucoup d'articles, proclamations et brochures à différentes époques, aussi bien dans les journaux russes qu'à l'étranger. J'ai fait également beaucoup de traductions.

# Léon Trotsky :

# La révolution en Inde

# (1930)

**Dans *La Révolution permanente*, Trotsky affirme :**

***"Quelle différence y a-t-il entre les pays avancés et les pays arriérés ? Une très grande différence, mais qui reste toujours subordonnée à la domination des rapports capitalistes. Les formes et les méthodes de domination de la bourgeoisie sont extrêmement diverses selon les pays. Aux deux pôles extrêmes, nous avons, d'un côté, la domination directe et absolue : les Etats-Unis ; de l'autre, le capital financier, adapté aux institutions surannées du Moyen Age asiatique, qui se les subordonne, les utilise et leur impose ses méthodes : l'Inde. Mais la bourgeoisie règne aussi bien ici que là. Ce qui nous laisse supposer que la dictature du prolétariat, elle aussi, prendra dans les différents pays un caractère extrêmement varié quant à sa base sociale, ses formes politiques, ses tâches immédiates et son rythme. Mais seule l'hégémonie révolutionnaire du prolétariat, se transformant en dictature du prolétariat après la conquête du pouvoir, pourra apporter aux masses populaires la victoire sur le bloc des impérialistes, des féodaux et des bourgeois nationaux"* (1).**

**C'est cette question que Trotsky aborde en détail dans cet article inédit sur l'Inde, rédigé en mai 1930.**

---

**(1) Léon Trotsky, *De la révolution*, Editions de Minuit, 1963, p. 350.**

# La révolution en Inde Ses tâches et ses dangers (30 mai 1930)

L'INDE est le pays colonial classique comme la Grande-Bretagne est la métropole classique.

## Comme des sangsues

Toute la cruauté des classes dirigeantes et toutes les formes d'oppression que le capitalisme a utilisées contre les peuples arriérés d'Orient sont résumées de la façon la plus complète et la plus épouvantable dans l'histoire de la gigantesque colonie sur laquelle les impérialistes britanniques se sont installés comme des sangsues pendant le dernier siècle et demi. La bourgeoisie britannique a soigneusement cultivé tous les restes de barbarie et toutes les institutions médiévales qui pouvaient être utiles à l'oppression de l'homme par l'homme. Elle a forcé ses agents féodaux à s'adapter à l'exploitation capitaliste coloniale et en a fait son lien, son organe, sa courroie de transmission pour les masses.

Les impérialistes britanniques se targuent de leurs chemins de fer, de leurs canaux, de leurs entreprises industrielles en Inde, dans lesquelles ils ont investi presque l'équivalent de quatre milliards de dollars en or. Les avocats de l'impérialisme comparent triomphalement l'Inde actuelle avec l'Inde avant l'occupation coloniale. Mais qui peut douter un instant qu'une nation douée se développerait incomparablement plus vite et avec plus de succès si elle était affranchie du fardeau du pillage systématique et organisé ? Il suffit de mentionner les quatre milliards de dollars qui représentent l'investissement britannique en Inde pour imaginer ce que la Grande-Bretagne a pris en Inde dans le cours de peut-être cinq ou six ans.

Accordant à l'Inde des doses soigneusement mesurées de technologie et de culture, exactement assez pour faciliter l'exploitation de la richesse du pays, les Shylock de la Tamise ne pouvaient cependant pas empêcher les idées de l'indépendance économique et nationale et de liberté de se répandre de plus en plus largement dans les masses.

## Fusionner en une seule nation

Comme dans les vieux pays bourgeois, les nombreuses nationalités qui existent en Inde ne peuvent fusionner en une seule **nation** que par une révolution qui les liera de plus en plus l'une à l'autre comme un tout. Mais, contrairement aux vieux pays, la révolution en Inde est une révolution coloniale dirigée contre des oppresseurs étrangers. De plus, c'est la révolution d'un pays historiquement arriéré, où le servage féodal, les divisions de classe coexistent avec les antagonismes de classes de la bourgeoisie

et du prolétariat, qui ont été grandement exacerbés dans la dernière période.

## Tout en remuant humblement la queue devant l'Amérique

Le caractère colonial de la révolution indienne contre un des oppresseurs les plus puissants masque dans une certaine mesure les antagonismes sociaux internes du pays, particulièrement aux yeux de ceux pour qui cette dissimulation est avantageuse. En réalité, la nécessité de rejeter le système de l'oppression impérialiste, dont les racines sont étroitement mêlées avec la vieille exploitation indigène, exige un effort révolutionnaire extraordinaire de la part des masses indiennes et en soi donne un élan considérable à la lutte de classes. L'impérialisme britannique n'abandonnera pas ses positions de son plein gré. Tout en remuant humblement la queue devant l'Amérique, il dirigera toute son énergie et toute sa ruse contre l'Inde insurgée.

Quelle instructive leçon historique ! La révolution indienne, même à son étape actuelle, alors qu'elle n'a pas rompu avec la direction traîtresse de la bourgeoisie nationale, est écrasée par le gouvernement "socialiste" de Mc Donald (1). Les répressions sanglantes de ces canailles de la IIe Internationale, qui promettent d'introduire pacifiquement le socialisme dans leur pays, représentent le socle sur lequel l'impérialisme britannique appuie sa politique en Inde. Les plaisantes délibérations social-démocrates sur la réconciliation des intérêts de la Grande-Bretagne bourgeoise avec l'Inde démocratique sont un complément nécessaire à la sanglante répression de Mc Donald, toujours prêt, entre deux exécutions, à la mille et unième commission de réconciliation.

## C'est une lutte à mort

La bourgeoisie britannique comprend très bien que la perte de l'Inde signifierait non seulement l'effondrement de sa puissance mondiale déjà pourrie, mais aussi un effondrement social chez elle. C'est une lutte à mort. Toutes les forces seront mises en mouvement. Cela signifie que la révolution devra mobiliser toutes ses ressources. Des millions d'hommes ont commencé à se mettre en branle. Ils ont démontré une telle puissance spontanée que la bourgeoisie nationale a été obligée d'agir pour maîtriser le mouvement en émoussant son tranchant révolutionnaire.

Le mouvement de résistance passive de Gandhi (2) est le nœud tactique qui lie la naïveté et l'aveuglement généreux des petits bourgeois éparpillés aux manœuvres traîtresses de la bourgeoisie libérale. Le fait que le président de l'Assemblée législative indienne, c'est-à-dire l'institution officielle de la collusion avec l'impérialisme, ait abandonné son poste pour prendre la tête du mouvement pour le boycott des biens britanniques a un caractère profondément symbolique. *"Nous vous prouverons"*, disent les éléments de la bourgeoisie nationale à ces messieurs de la Tamise, *"que nous vous sommes indispensables, que vous n'arriverez pas sans nous à apaiser les masses, et que, pour cela, nous vous présenterons la note"*.

En guise de réponse, Mc Donald a mis Gandhi en prison. Il est possible que le laquais aille plus loin que ne le veut le maître, qui en rajoute afin de prouver qu'il est insoupçonnable. Peut-être les conservateurs, impérialistes sérieux et expérimentés, ne seraient-ils pas allés aussi loin à cette étape.

Mais, d'un autre côté, les dirigeants nationaux de la résistance passive ont eux-mêmes grand besoin de la répression pour rehausser leur réputation bien ébranlée. Mc Donald leur rend ce service.

(1) Ramsey Mac Donald (1866-1937), dirigeant du Labour Party, dirigea en 1924, puis de 1929 à 1931, un gouvernement travailliste, puis de 1931 à 1935 un gouvernement de coalition avec les Tories (conservateurs).

(2) Mahatma Gandhi (1862-1948), chef du mouvement de résistance "non violent" à l'autorité britannique en Inde. Assassiné en 1948 par un ultra-nationaliste hindou.

Tout en faisant tirer sur les ouvriers et les paysans, il arrête Gandhi après l'avoir prévenu, exactement comme le gouvernement provisoire russe arrêtait les Kornilov (3) et les Denikine (4).

## Un élément composant de l'ordre interne de l'Inde

Si l'Inde est une composante de la domination interne de la bourgeoisie britannique, alors, de même, la domination impérialiste du capital britannique sur l'Inde est une composante de l'ordre interne de l'Inde.

Cette question ne peut être simplement réduite à celle de l'expulsion de quelques dizaines de milliers d'exploiteurs étrangers. Ils ne peuvent être séparés des oppresseurs de l'intérieur, et, plus la pression des masses grandit, moins les oppresseurs de l'intérieur veulent se séparer des oppresseurs étrangers.

De même qu'en Russie la liquidation du tsarisme, profondément endetté à l'égard du capital financier mondial, n'a été possible que parce que, pour la paysannerie, l'abolition de la monarchie était nécessaire pour renverser les magnats grands propriétaires, de même en Inde, la lutte contre l'oppression impérialiste développe dans les masses innombrables de la paysannerie opprimée et semi-paupérisée l'idée qu'il faut liquider les grands propriétaires féodaux, leurs agents et intermédiaires, les fonctionnaires locaux et les hyènes de l'usure.

## C'est la base de la démocratie, la base sociale de la révolution démocratique dans son ensemble

Le paysan indien veut une distribution "juste" de la terre. C'est la base de la démocratie. Et c'est en même temps la base sociale de la révolution démocratique dans son ensemble.

A la première étape de leur lutte, les paysans arriérés, inexpérimentés et dispersés, qui, dans chaque village, s'opposent aux représentants individuels d'un régime, recourent toujours à la résistance passive. Ils ne paient pas loyers ou taxes, ils se cachent dans les bois, désertent du service militaire, etc.

Les formules tolstoïennes de résistance passive étaient en un sens la première phase de l'éveil révolutionnaire des masses paysannes russes.

Le gandhisme représente le même phénomène pour les masses du peuple indien. Plus Gandhi est personnellement "sincère", plus il est utile aux maîtres en tant qu'instrument pour discipliner les masses.

Le soutien de la bourgeoisie à la résistance passive à l'impérialisme n'est qu'une condition préliminaire à sa résistance sanglante aux masses révolutionnaires.

Des formes passives de lutte, les paysans ont plus d'une fois dans l'histoire passé aux guerres les plus sévères et les plus sanguinaires contre leurs ennemis immédiats : les propriétaires, les fonctionnaires locaux et les usuriers.

Le Moyen Age a connu nombre de guerres paysannes semblables en Europe, mais il est aussi plein de répressions impitoyables contre les paysans.

La résistance passive des paysans tout comme leurs sanglants soulèvements ne peuvent devenir une révolution que sous la direction d'une **classe urbaine**, qui devient alors le chef de la nation révolutionnaire et, après la victoire, le porteur du pouvoir révolutionnaire.

A l'époque actuelle, seul le prolétariat est une telle classe, même en Orient.

---

(3) Lavr Kornilov (1870-1918), général russe, organise le putsch raté d'août 1917 contre les soviets. Il est l'un des fondateurs de la première armée blanche du sud de la Russie, dite des Volontaires. Tué en février 1918 par un obus lors des combats.

(4) Anton Denikine (1872-1947), général tsariste, commande de février 1918 à mars 1920 l'armée des Volontaires, émigre en Angleterre, puis aux Etats-Unis.

## L'argument principal de tous les philistins

Certes, le prolétariat indien est plus faible numériquement que même le prolétariat russe à la veille de 1905 ou 1917. Cette faible dimension comparative du prolétariat en Russie était l'argument principal de tous les philistins, de tous les Martynov (5), de tous les mencheviks, contre la perspective de la révolution permanente. L'idée même que le prolétariat russe, écartant la bourgeoisie, pouvait s'appuyer sur la révolution agraire des paysans, l'encourager et monter sur sa vague jusqu'à la dictature révolutionnaire leur semblait fantaisiste. Ils se croyaient réalistes quand ils comptaient sur la bourgeoisie libérale, s'appuyant sur les masses des villes et de la campagne, pour réaliser la révolution démocratique. Mais il s'avéra que les statistiques de population n'étaient pas des indicateurs du rôle économique et politique des différentes classes. La révolution d'Octobre l'a montré une fois pour toutes et de façon très convaincante.

## Il ne manque qu'une seule condition

Si le prolétariat indien est aujourd'hui plus faible numériquement que le russe, cela ne signifie nullement que ses possibilités révolutionnaires ne soient pas aussi grandes ; la faiblesse numérique du prolétariat russe comparé aux prolétariats américain et britannique n'a pas été un obstacle à la dictature du prolétariat en Russie. Au contraire, toutes les particularités sociales qui ont rendu la révolution d'Octobre possible et inévitable existent en Inde sous une forme plus aiguë. Dans ce pays de paysans pauvres, l'hégémonie de la ville n'est pas moins établie que dans la Russie tsariste. La concentration de la puissance industrielle, commerciale et bancaire aux mains de la grande bourgeoisie, et principalement de la bourgeoisie étrangère, d'un côté, la croissance rapide d'un prolétariat industriel, de l'autre, excluent la possibilité d'un rôle indépendant de la petite bourgeoisie urbaine, et même, dans une certaine mesure, de la petite bourgeoisie intellectuelle.

Cela transforme la mécanique politique de la révolution en lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie pour la direction des masses paysannes. Il ne manque qu'une seule condition : un **Parti bolchevique.** Et c'est là le problème.

Nous avons vu comment Staline et Boukharine ont appliqué la conception menchevique de la révolution démocratique à la Chine. Armés d'un appareil puissant, ils ont été capables d'appliquer dans l'action les formules menchéviques, et, pour cette raison, ont été obligés de les pousser à leur terme. Pour assurer le rôle dirigeant de la bourgeoisie dans la révolution bourgeoise (c'est l'idée de base du menchevisme russe), la bureaucratie stalinienne a transformé le jeune PC de Chine en une section subordonnée au parti bourgeois national.

Selon les termes sur lesquels Staline et Tchang Kai-chek (6) s'étaient officiellement mis d'accord par l'intermédiaire de l'actuel commissaire à l'Education, Boubnov, les communistes ne pouvaient occuper qu'un tiers des postes à l'intérieur du Kouo-min-tang. Le parti du prolétariat est ainsi entré dans la révolution comme captif officiel de la bourgeoisie avec la bénédiction de l'Internationale communiste. Le résultat est connu : **la bureaucratie stalinienne a détruit la révolution chinoise.** Ce fut un crime politique sans équivalent dans l'histoire.

(5) Alexandre Martynov (1865-1935), pseudonyme d'Alexandre Piker, l'un des dirigeants mencheviques entre 1903 et 1917. Se rallie au Parti bolchevique en 1918, collabore à la revue *L'Internationale communiste* et devient l'un des théoriciens du bloc dit des "quatre classes" en Chine, prétendument destiné à réaliser une révolution nationale démocratique bourgeoise.

(6) Tchang Kai-chek (1887-1975), général chinois, chef du parti nationaliste Kou-min-tang à dater de 1925, nommé par Staline membre d'honneur de l'Internationale communiste en 1926. Il écrase sauvagement les grèves ouvrières de Shanghai en avril 1927 et de Canton en décembre 1927. Chassé par la révolution chinoise en 1949, il fonde et dirige sous la protection des Etats-Unis l'Etat croupion de Formose (Taiwan).

## La bureaucratie stalinienne a détruit la révolution chinoise

Avec l'idée réactionnaire du socialisme dans un seul pays en 1924, Staline a avancé le mot d'ordre des *"partis ouvriers et paysans à deux classes"* pour l'Inde comme pour tous les pays d'Orient. C'était là un autre mot d'ordre qui continuait à exclure une politique indépendante et un parti indépendant du prolétariat. Le malheureux Roy (7) est devenu depuis ce temps l'apôtre du parti fourre-tout au-dessus des classes, "populaire" ou "démocratique". L'histoire du marxisme, les développements du XIX[e] siècle, l'expérience des trois révolutions russes, tout, tout est passé devant ces messieurs sans laisser de trace. Ils n'ont pas encore compris que le "parti ouvrier et paysan" n'est concevable que sous la forme du Kouo-min-tang, c'est-à-dire sous la forme d'un parti bourgeois qui entraîne derrière lui les ouvriers et les paysans pour les trahir et les écraser ensuite. Il n'a jamais existé dans l'histoire d'autre type de parti au-dessus des classes, fourre-tout. Après tout, Roy — agent de Staline en Chine, prophète de la lutte contre le "trotskysme" et exécutant du bloc martynoviste des quatre classes — est devenu le bouc émissaire des crimes de la bureaucratie stalinienne après la défaite inévitable de la révolution chinoise.

On a passé en Inde six ans à des expériences débilitantes et démoralisantes pour réaliser la formule stalinienne des partis à deux classes, ouvriers et paysans. Les résultats sont là : de faibles "partis ouvriers et paysans" de province, qui vacillent, claudiquent ou simplement se désintègrent et disparaissent précisément au moment où ils sont supposés agir, au moment de la marée révolutionnaire. Mais il n'existe pas de parti prolétarien. Il faudra le créer à la chaleur des événements. Et pour cela, il est nécessaire d'enlever tout le fatras accumulé par la direction bureaucratique. Telle est la situation ! Depuis 1924, la direction de l'Internationale communiste a fait tout son possible pour laisser le prolétariat indien impuissant, pour affaiblir la volonté de l'avant-garde, pour lui rogner les ailes.

## Un profit maximum de leur gaspillage

Pendant que Roy et les autres élèves de Staline perdaient de précieuses années à élaborer un programme démocratique pour un parti au-dessus des classes, la bourgeoisie nationale a tiré un profit maximum de leur gaspillage pour prendre le contrôle des syndicats.

Un Kouo-min-tang a été créé en Inde, non en tant que parti politique, mais en tant que "parti" à l'intérieur des syndicats. Maintenant, cependant, ses créateurs, effrayés de leur propre travail, ont viré de bord, calomniant les "exécutants". Cette fois, on le sait, les centristes ont viré "à gauche", mais cela n'arrange pas les affaires. La position officielle de l'Internationale communiste sur les problèmes de la révolution indienne est un fouillis de confusion qui semble particulièrement destiné à désorienter l'avant-garde prolétarienne et la plonger dans le désespoir. La plupart du temps, parce que la direction s'efforce sans cesse de dissimuler ses erreurs de la veille. Le reste de la confusion peut être attribué à la nature malheureuse du centrisme.

Nous ne faisons pas référence maintenant au programme de l'Internationale communiste, qui donne un rôle révolutionnaire à la bourgeoisie coloniale, approuvant totalement les constructions de Brandler (8) et Roy, qui continuent à

(7) Manabendra Natrh Roy (1887-1954), communiste indien, partisan de Boukharine et de la théorie du bloc des "quatre classes" ; exclu de l'Internationale et du Parti communiste indien comme "droitier" en 1929, quitte l'URSS. Après huit ans de prison en Inde, il adhère au parti nationaliste bourgeois dit Parti du Congrès, dirigé par Gandhi, puis par Nehru.

(8) Heinrich Brandler (1881-1967), ouvrier maçon, membre de la Ligue Spartacus fondée par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht dans le SPD, membre fondateur du Parti communiste allemand (KPD). Un moment président du Parti communiste allemand (KPD), rendu par Moscou responsable de la défaite sans combat de la révo-

porter le chapeau de Martynov-Staline. Et nous ne parlons pas des innombrables éditions des *Problèmes du léninisme*, qui, dans toutes les langues du monde, vantent les partis à deux classes, ouvriers et paysans. Non. Nous nous bornons à l'actualité, à la dernière façon de poser la question en Orient, conformément aux erreurs de la troisième période de l'Internationale communiste.

Le mot d'ordre central de l'Internationale communiste, pour l'Inde comme pour la Chine, reste encore la **dictature démocratique des ouvriers et des paysans**. Personne ne sait, personne n'explique, parce que personne ne comprend, ce que ce mot d'ordre signifie à présent en 1930, après l'expérience des quinze années écoulées. En quoi la dictature démocratique des ouvriers et des paysans diffère-t-elle de la dictature du Kouomin-tang, qui a massacré les ouvriers et les paysans ? Les Manouilski (9) et les Kuusinen (10) répondront peut-être qu'ils parlent maintenant de la dictature des trois classes (ouvriers, paysans et petite bourgeoisie urbaine) et pas de quatre comme en Chine, où Staline a si heureusement attiré dans ce bloc son allié Tchang Kai-chek.

## En Chine

S'il en est ainsi, répondons-nous, alors, tâchez de nous expliquer pourquoi vous rejetez la bourgeoisie nationale comme un allié en Inde, ce même allié pour le rejet duquel, en Chine, vous avez exclu les bolcheviks du Parti communiste avant de les emprisonner ? La Chine est un pays **semi-colonial**. Il n'y a pas en Chine de caste puissante de seigneurs féodaux avec leurs agents. Mais l'Inde est un pays colonial classique avec de puissants restes du régime de caste féodal. Si Staline et Martynov font découler le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie chinoise de la présence en Chine d'une oppression étrangère et de restes féodaux, chacune de ces raisons devrait être deux fois plus valable dans l'application à la Chine. Cela veut dire que la bourgeoisie indienne, conformément à la lettre du programme de l'Internationale communiste, a infiniment plus de droits à revendiquer son inclusion dans le bloc stalinien que la bourgeoisie chinoise avec son inoubliable Tchang Kai-chek et le "loyal" Wang-Jing-Wei (11). Mais puisque ce n'est pas le cas, puisque, en dépit de l'oppression de l'impérialisme britannique et de tout l'héritage du Moyen Age, la bourgeoisie indienne n'est capable que d'un rôle contre-révolutionnaire et non révolutionnaire, alors, il vous faut condamner implacablement votre propre politique de trahison en Chine et corriger immédiatement votre programme dans lequel cette politique n'a laissé de façon couarde que de sinistres traces !

## Qui va le diriger ?

Mais cela n'épuise pas la question. Si on construit en Inde un bloc sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie, qui va le diriger ? Les Manouilski et les Kuusinen vont peut-être répondre avec leur habituelle indignation hautaine :

---

lution allemande en 1923, exclu en 1929 du KPD et de l'Internationale communiste comme "droitier", constitue alors une organisation d'opposition d'inspiration boukharinienne, dite KPO, qui soutient la théorie du pseudo-socialisme dans un seul pays et dénonce le trotskysme et les trotskystes.

(9) Dimitri Manouilski (1883-1959), membre du groupe interarrondissements de Petrograd en 1917, adhère avec ses membres au Parti bolchevique en août 1917. A partir du VI[e] Congrès de l'Internationale communiste, en 1928, en devient l'un des principaux dirigeants comme bras droit de Staline jusqu'à sa dissolution en 1943. Relégué ensuite commissaire du peuple (puis ministre) aux Affaires étrangères de la République d'Ukraine. Voir l'article sur l'affaire Wirrof-Thälmann dans ce même numéro.

(10) Otto Kuusinen (1881-1964), élu député social-démocrate dès 1907 en Finlande, l'un des membres fondateurs du Parti communiste finlandais. Promu au secrétariat de l'Internationale communiste en 1921, reste à sa direction jusqu'à sa dissolution en 1943. De 1940 à 1958, membre du prédisium du Soviet suprême de l'URSS, membre du comité central du PCUS à partir de 1941 et membre du présidium et du secrétariat du comité central du PCUS de 1957 à sa mort. L'un des appuis de Khrouchtchev pendant cette période.

(11) Wan Jing-wei, général nationaliste chinois, installé à Wuhan, déclaré "de gauche" par Staline et Boukharine en 1927.

*"Quoi, le prolétariat, bien sûr !"* Bien, répondons-nous, tout à fait digne d'éloges. Mais si la révolution indienne se développe sur la base d'un bloc des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie ; si ce bloc va être dirigé non contre l'impérialisme et le féodalisme, mais aussi contre la bourgeoisie nationale liée à eux dans toutes les questions fondamentales ; si, à la tête de ce bloc, se tient le prolétariat ; si le bloc remporte la victoire seulement en balayant ses ennemis par une insurrection armée et élève ainsi le prolétariat au rôle de dirigeant réel de toute la nation, alors, la question se pose : entre quelles mains le pays sera-t-il après la victoire, sinon dans celles du prolétariat ?

Que signifie dans un tel cas la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, distincte de la dictature du prolétariat dirigeant la paysannerie ? En d'autres termes, en quoi l'hypothétique dictature des ouvriers et des paysans différera-telle de la dictature véritable établie par Octobre ?

Il n'existe pas de réponse à cette question. Il ne peut pas y en avoir. A travers ce cours du développement historique, la "dictature démocratique" est devenue non seulement une fiction vide, mais un piège traître pour le prolétariat. Beau mot d'ordre, qui admet deux interprétations diamétralement opposées : l'une étant la dictature du Kouo-min-tang et l'autre la dictature d'Octobre ! Mais elles s'excluent mutuellement l'une l'autre. En Chine, les staliniens ont interprété la dictature démocratique de deux façons : d'abord comme une dictature du Kouo-min-tang de droite, et ensuite de gauche. Mais comment l'expliquent-ils en Inde ? Ils se taisent, Ils sont obligés de garder le silence par peur d'ouvrir les yeux de leurs partisans sur leurs crimes. Cette conspiration du silence est en réalité une conspiration contre la révolution indienne. Et toutes les clameurs actuelles d'extrême ou d'ultragauche n'améliorent pas la situation d'un iota, car les victoires de la révolution ne sont pas assurées par les clameurs et le vacarme, mais par la clarté politique.

## L'Assemblée constituante

Mais tout ce qu'on vient de dire ne déroule pas encore l'écheveau embrouillé. Quelques nouveaux fils sont précisément pris dans ce nœud. En donnant à la révolution un caractère démocratique abstrait et en lui permettant de n'atteindre la dictature du prolétariat qu'après l'établissement d'une espèce de "dictature démocratique" mystique ou mystificatrice, nos stratèges rejettent en même temps le mot d'ordre politique central de tout mouvement démocratique révolutionnaire, qui est précisément celui de **l'Assemblée constituante**.

Pourquoi ? Sur quelle base ? C'est tout à fait incompréhensible. La révolution démocratique signifie l'égalité pour le paysan — avant tout, **l'égalité** dans la distribution de la terre. L'égalité légale dépend d'abord de cette égalité-là. L'Assemblée constituante, où les représentants du peuple entier règlent formellement leurs comptes avec le passé, mais où, en réalité, les différentes classes règlent leurs comptes entre elles, est l'expression généralisée naturelle et inévitable des tâches démocratiques de la révolution, non seulement dans la conscience des masses en train de s'éveiller, mais aussi dans la conscience de la classe ouvrière elle-même. Nous en avons parlé plus pleinement à propos de la Chine et nous ne voyons pas la nécessité de le répéter ici. Ajoutons seulement que la grande variété des formes provinciales en Inde, la diversité des formes de gouvernement et leurs non moins diverses interpénétrations avec les rapports féodaux et de caste donnent au mot d'ordre de l'Assemblée constituante en Inde un contenu révolutionnaire démocratique d'une particulière profondeur.

Le théoricien de la révolution indienne dans le PCUS actuellement est Safarov (12), qui, grâce à sa capitulation, a

(12) Gueorgui Safarov (1891-1942), bolchevik depuis 1908, exilé en Suisse pendant la guerre, revient en Russie avec Lénine et travaille au département d'Extrême-Orient de l'Internationale communiste à partir de 1921. Partisan de Zinoviev, il participe à l'Opposition unifiée (1926-1927), refuse d'abord de capituler avec Zinoviev devant Staline,

changé son fusil d'épaule. Dans un article programmatique du *Bolchevik* sur les forces et les tâches de la révolution en Inde, Safarov tourne avec prudence autour de la question de l'Assemblée constituante comme un rat expérimenté tourne autour d'un morceau de fromage sur un ressort. Ce sociologue ne veut en aucune façon tomber une seconde fois dans le piège trotskyste. Traitant la question sans trop de cérémonie, il oppose à l'Assemblée constituante cette perspective :

*"Le développement d'une nouvelle montée révolutionnaire sur la base* (!) *de la lutte pour l'hégémonie prolétarienne conduit à la conclusion* (conduit qui ? comment ? pourquoi ?) *que la dictature du prolétariat en Inde ne peut être réalisée que sous la forme soviétique" (Bolchevik,* n° 5, 1930, p. 100).

Lignes étonnantes ! Martynov multiplié par Safarov. Martynov, nous connaissons. Lénine disait, non sans tendresse :

*"Safartchik va devenir gauchiste, Safartchik va faire des bourdes."*

## On s'est débarrassé du mot "démocratique"

La perspective safaroviste mentionnée plus haut n'invalide pas cette caractérisation. Safarov est devenu très gauchiste et il faut reconnaître qu'il n'a pas démenti la seconde partie de la prédiction de Lénine. Pour commencer, la montée révolutionnaire des masses se développe "sur la base" de la lutte des communistes pour l'hégémonie prolétarienne. Tout le processus est renversé et mis tête en bas. Nous pensons que l'avant-garde prolétarienne entre ou se prépare à entrer ou devrait entrer en lutte pour son hégémonie sur la base d'une nouvelle montée révolutionnaire. La perspective de la lutte, selon Safarov, est la **dictature du prolétariat et de la paysannerie**. Ici, au nom du gauchisme, on s'est débarrassé du mot "démocratique". Mais on ne dit pas franchement quel type de dictature à deux classes se trouve là : un type Kouo-min-tang ou un type Octobre. Ce dont nous sommes sûrs, c'est sa parole d'honneur que la dictature sera réalisée *"seulement sous la forme soviétique"*. Cela sonne très noble. Pourquoi le mot d'ordre d'Assemblée constituante ? Safarov ne soutient que la "forme" soviétique.

## Une arme pour tromper les ouvriers et les paysans ?

L'essence de l'épigonisme — sa méprisable et sinistre essence — réside dans le fait que, des processus réels du passé et de ses leçons, il n'abstrait que la simple forme et en fait un fétiche. Ainsi avec les soviets. Sans rien dire du caractère de classe de la dictature — une dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat, comme le Kouo-min-tang, ou une dictature du prolétariat sur la bourgeoisie, comme le type Octobre ? —, Safarov abuse quelqu'un, et lui-même d'abord, avec la forme soviétique de la dictature. Comme si les soviets ne pouvaient pas être une arme pour tromper les ouvriers et les paysans ! Qu'étaient d'autre les soviets mencheviks-social-révolutionnaires de 1917 ? Une arme pour soutenir le pouvoir de la bourgeoisie et la préparation de sa dictature. Qu'étaient les soviets social-démocrates en Allemagne et Autriche en 1918-1919 ? Des organes pour sauver la bourgeoisie et tromper les ouvriers. Avec un nouveau développement du mouvement révolutionnaire en Inde, avec l'apparition de luttes de classes plus puissantes et la faiblesse du Parti communiste — et cette dernière est inévitable si la confusion safaroviste continue à prévaloir —, la bourgeoisie nationale indienne elle-même peut créer des soviets d'ouvriers et de paysans pour les diriger exactement comme elle dirige maintenant les syndicats. Afin d'étrangler la révolution, comme la social-dé-

puis se rallie à ce dernier en 1928 et retrouve alors ses fonctions au bureau d'Extrême-Orient de l'Internationale communiste. Arrêté au lendemain de l'assassinat de Kirov en décembre 1934, il est déporté et liquidé au Goulag.

mocratie allemande, en prenant la tête des soviets, l'a étranglée. Le caractère traître du mot d'ordre de dictature démocratique réside dans le fait qu'il ne ferme pas nettement une telle possibilité à nos ennemis, une fois pour toutes.

## L'apothéose de la confusion

Le Parti communiste indien, dont la création a été reportée pendant six ans — et quelles années — est maintenant privé, dans les circonstances d'une montée révolutionnaire, d'une des armes les plus importantes pour mobiliser les masses, précisément le mot d'ordre démocratique d'Assemblée constituante. Au lieu de cela, ce jeune parti qui n'a pas encore fait ses premiers pas est affligé du mot d'ordre abstrait des soviets comme une forme de la dictature abstraite, c'est-à-dire une dictature dont personne ne sait de quelle classe elle est. C'est réellement l'apothéose de la confusion. Et tout cela avec, comme d'habitude, des retouches et un camouflage continuels d'une situation très sérieuse et pas du tout réjouissante.

La presse officielle, particulièrement le même Safarov, dépeint la situation comme si le nationalisme bourgeois en Inde était déjà un cadavre, comme si le communisme avait gagné ou était en train de gagner l'allégeance du prolétariat, lequel, à son tour, a presque entraîné la paysannerie derrière lui. Les dirigeants et leurs sociologues, de la manière la plus inconsciente, prennent leurs désirs pour des réalités. Pour être plus exact, ils affirment ce qui aurait pu être avec une politique juste pendant les six dernières années au lieu de ce qui s'est réellement produit comme résultat d'une politique erronée. Mais quand l'inconsistance des inventions et des réalités apparaîtra, ceux qu'on blâmera, ce seront les communistes indiens, comme mauvais exécutants de l'inconsistance générale — qui est avancée comme une ligne générale.

## Il a devant lui une longue route

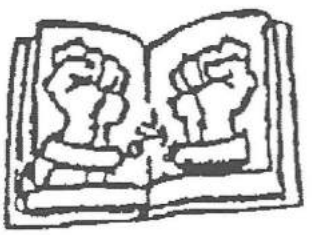
L'avant-garde du prolétariat indien est encore sur le seuil de ses grandes tâches et il a devant lui une longue route. Une série de défaites serait le révélateur non seulement de l'arriération du prolétariat et de la paysannerie, mais aussi des péchés de la direction. La principale tâche actuelle est une conception marxiste claire des forces motrices de la révolution et une perspective juste, une politique à longue portée, qui rejette les formules bureaucratiques stéréotypées, mais qui, dans l'accomplissement des grandes tâches révolutionnaires, s'adapte avec soin aux véritables étapes de l'éveil politique et de la croissance révolutionnaire de la classe ouvrière.

**30 mai 1930**

**(Les intertitres et les notes sont de la rédaction)**

# Le *Cahier du CERMTRI* n° 119 :

# La révolution bolivienne et le POR (1952-1953)



# La Bolivie et le trotskysme

BIEN souvent, l'évocation des événements en Amérique latine prend un aspect superficiel. Et pourtant, la réalité historique démontre un combat de classe révolutionnaire riche en enseignements.

La Bolivie est un *"pays capitaliste arriéré"*, la grande masse de la population vit à la campagne dans des conditions d'exploitation et d'oppression particulièrement dures. Il existe néanmoins une richesse industrielle, les mines d'étain, où se développe la colonne vertébrale du mouvement ouvrier. Elle va connaître en avril 1952 une véritable révolution en voyant la mobilisation des masses balayer le gouvernement militaire et *"faire irruption dans l'arène où se décide leur destin"*.

Guillermo Lora, principal dirigeant du Parti ouvrier révolutionnaire, tire un bilan de cette révolution en se référant, à juste titre, à la révolution russe : *"Le 9 avril peut être considéré, si l'on tient compte des différences imposées par les circonstances, comme le Février bolivien. L'analogie la plus remarquable consiste en ce que les ouvriers font la révolution et que c'est le parti d'une autre classe sociale qui prend le pouvoir. La petite bourgeoisie bolivienne joua, dans une certaine mesure, le rôle de la bourgeoisie libérale russe. Notre Octobre tarde trop à arriver, c'est là la différence qui saute aux yeux."*

La manière dont le POR bolivien fait face à la situation en 1952 est particulièrement importante pour l'histoire même de la IV[e] Internationale : mots d'ordre mis en avant, caractérisation de la révolution et de ses objectifs, question du gouvernement, mais aussi attitude à l'égard du mouvement nationaliste et indépendance du parti. Les documents présentés dans ce *Cahier du CERMTRI* reviennent sur ces problèmes toujours d'actualité.

Le POR et le trotskysme ont une histoire en Bolivie, une histoire qui n'est pas celle d'un particularisme bolivien, mais qui est tout à fait reliée, avant la Seconde Guerre mondiale, avec l'Opposition de gauche et le Mouvement pour la IV[e] Internationale. On lira avec intérêt les extraits de l'ouvrage de Guillermo Lora publié en 1960 et consacré à la création du POR et à José Aguirre Gainsborg, pour qui *"la révolution socialiste n'est possible en Bolivie que si se réalise le front unique de la classe ouvrière, des paysans et des étudiants révolutionnaires, avec l'appui de la troupe. Maintenant se fait sentir le besoin d'une existence permanente du parti de la classe ouvrière, du parti ouvrier révolutionnaire et de son infatigable et vaillante direction."* C'est ce qu'exprime Aguirre Gainsborg en 1936. Peu de temps après, il sera arrêté et exilé au Chili.

Comme nous l'évoquions plus haut, c'est dans le secteur des mines que se constitue et s'organise le mouvement ou-

---

*Cahier* disponible au CERMTRI au prix de 4,60 € + 1,45 € de frais d'envoi.

vrier. Le *Cahier du CERMTRI* publie intégralement les thèses de la Fédération des mineurs de Bolivie, dites *"Thèses de Pulacayo"*, de novembre 1946. Ce texte mérite une attention toute particulière : il n'est pas le document d'un parti, mais il va être une référence définissant les tâches du prolétariat dans la révolution et les critères de son action indépendante. Il suffit de citer quelques têtes de chapitres pour comprendre ce que sont les préoccupations du syndicat des mineurs, dont certaines dépassent largement le domaine syndical : *"La lutte contre la collaboration de classes"*, suivi par *"La lutte contre l'impérialisme"*, paragraphe se terminant par un vibrant : *"Travailleurs de Bolivie ! Renforcez vos organisations pour lutter contre le rapace impérialisme yankee !"* L'importance des *"revendications transitoires : salaire minimum, échelle mobile, semaine de quarante heures, conventions collectives"* est largement développée et précède *"l'indépendance syndicale"*, où, avec clairvoyance, il est précisé : *"Quand les syndicats deviennent des appendices gouvernementaux, ils perdent leur liberté d'action et mènent les masses sur le chemin de la déroute."*

Dans une deuxième partie du *Cahier*, plusieurs textes reviennent sur la lutte des classes en Bolivie de 1946 à 1953, principalement à partir d'articles de Guillermo Lora, souvent difficilement trouvables aujourd'hui. Soulignons son interview dans le journal *La Vérité* d'avril 1952, intitulée *"Le coup d'Etat s'est transformé en insurrection révolutionnaire"*.

Les thèses politiques votées par le X[e] Congrès du POR en juin 1953, publiées dans le *Cahier*, abordent des problèmes fondamentaux et passionnants, notamment *"Gouvernement ouvrier et paysan"* et *"Révolution nationale et révolution permanente"*. Ce texte sera au centre de la bataille interne du POR entre Lora et ses partisans, et ceux qui rejoignent les positions de Pablo, bataille qui aboutira en 1956 à la scission du POR.

Dans la dernière partie, deux articles de Lora de 1963 et de 1978 tirent le bilan de la politique du POR et de ses rapports avec l'Internationale.

Ce *Cahier*, en évoquant un épisode de la lutte des classes internationale souvent ignoré, mais dont l'importance est indéniable, revient sur une série de problèmes politiques fondamentaux et pour beaucoup d'une grande actualité.

# Appel contre la résolution 1481 du Conseil de l'Europe sur *"la nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes totalitaires"*

LA résolution 1481 du Conseil de l'Europe sur *"la nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes totalitaires"* adoptée à une très large majorité le 25 janvier prétend explicitement définir une version officielle de l'histoire de l'URSS et des pays dits de démocraties populaires ou socialistes, destinée à être mise en œuvre dans tous les pays membres de l'Union européenne.

En affirmant que *"le jugement moral et la condamnation des crimes commis jouent un rôle important dans l'éducation des jeunes générations"* (point 7), elle prétend implicitement imposer cette version officielle dans et par l'enseignement scolaire.

En affirmant que *"les crimes ont été justifiés au nom de la théorie de la lutte des classes et du principe de la dictature du prolétariat"*, en proclamant que *« l'interprétation de ces deux principes rendait* "légitime" *l'élimination des personnes considérées comme nuisibles à la construction d'une société nouvelle »*, le Conseil de l'Europe prétend explicitement condamner la *"lutte des classes"*. Or l'existence de classes et les luttes qu'elles se livrent, donc la lutte des classes, ne sont pas une théorie, mais un fait, dont l'existence a été constatée dès le début du XIX[e] siècle en Europe par des essayistes, historiens et économistes d'orientations aussi diverses que David Ricardo, Augustin Thierry, John Wade, Armand Bazard, François Guizot (historien et successivement ministre de l'Intérieur, de l'Instruction publique, des Affaires étrangères, puis président du Conseil des ministres du roi Louis-Philippe !), Jean-Charles Simonde de Sismondi, Adolphe Blanqui (étranger aux idées révolutionnaires de son frère Auguste), ou encore le chancelier britannique Disraeli.

L'économiste Ricardo écrivait ainsi : *"Le produit de la terre, tout le profit que l'on peut tirer de sa surface, par l'application conjuguée du travail, des outils et du capital, se répartit entre trois classes de la société, à savoir : le propriétaire du sol, le possesseur des capitaux qu'exige sa culture et les travailleurs, qui, par leur industrie, cultivent ce sol"*, et il constatait que ces trois classes aux intérêts divergents, voire antagonistes, étaient par là même amenées à s'affronter. L'économiste français Adolphe Blanqui affirmait en 1825: *"Il n'y a jamais eu que deux partis en présence : celui des gens qui veulent vivre de leur travail et celui des gens qui veulent vivre du travail d'autrui (...). Patriciens et plébéiens, esclaves et affranchis, guelfes et gibelins, roses rouges et roses blanches, cavaliers et têtes rondes, libéraux et serviles ne sont que des variétés de la même espèce."* L'économiste Bazard déclarait en 1829 que *"les hommes sont partagés en deux classes, les exploitants et les exploités, les maîtres et les esclaves (...). La condition respective où se trouvaient dans le passé les maîtres et les esclaves, les patriciens et les plébéiens, les seigneurs et les serfs, se continue à un très haut degré dans les relations des propriétaires et des travailleurs."* L'économiste Sismondi affirmait à la même époque : *"La société moderne vit aux dépens du prolétariat."* Le 1[er] mars 1852, le ministre des Finances britannique, Disraeli, écrivait à ses électeurs : *"Nous nous efforcerons de mettre fin à une lutte des classes qui a exercé une influence aussi néfaste sur le bien-être du royaume au cours des dernières années."* L'homme d'Etat britannique voulait clairement tenter d'en finir non avec une "théorie", mais avec une réalité qu'il constatait.

En présentant ce fait comme une théorie qui justifierait tous les crimes possibles et imaginables, le Conseil de l'Europe prend une position purement politique et idéologique ; il se définit donc comme un organisme strictement politique et idéologique, ce qui disqualifie à l'avance ses prétentions, inacceptables par principe, à légiférer dans le domaine de l'histoire.

En invitant *"tous les partis communistes ou postcommunistes de ses Etats membres qui ne l'ont pas fait encore à reconsidérer l'histoire du communisme"* (point 13), c'est-à-dire d'une conception du monde élaborée par des penseurs divers au XIX[e] siècle, de Robert Owen à Karl

Marx, le Conseil de l'Europe prétend s'arroger le droit d'imposer une version officielle et falsifiée non seulement de l'histoire de régimes sociaux et politiques déterminés, mais de tout un pan de l'histoire du mouvement ouvrier qui remonte à ses origines mêmes. Il prétend réduire l'histoire aux falsifications répondant aux objectifs et aux besoins de l'Union européenne et de sa politique.

En affirmant dans son point 14 et dernier que *"la clarté de cette position adoptée par la communauté internationale (...) encouragera les historiens du monde entier à continuer leurs recherches visant à établir et à vérifier objectivement le déroulement des faits"*, le Conseil de l'Europe prétend définir à l'avance l'orientation, les objectifs et les résultats de ces recherches.

Le Conseil de l'Europe, organisme politique interétatique, s'attribue ainsi le droit de définir une version de l'histoire qui devrait s'imposer à tous. Ce faisant, il met en cause la liberté de la recherche, la liberté de l'enseignement et la liberté de l'enseignant. Il manifeste ainsi une prétention totalitaire.

Le Conseil de l'Europe définit implicitement les objectifs politiques immédiats qu'il poursuit en affirmant dans son point 4 : *"L'assemblée reconnaît que (...) certains partis communistes européens ont contribué à la réalisation de la démocratie."* En quoi ? Le Conseil de l'Europe, en faisant référence aux valeurs de l'Union européenne, dont il serait un dépositaire, donne la réponse : en ce que, sous leurs diverses dénominations, ils reconnaissent la validité des objectifs affirmés de l'Union européenne, affirmés par le traité de Maastricht, mais rejetés à une écrasante majorité en France et en Hollande lors du vote de la Constitution européenne : la privatisation générale, la liquidation des services publics, le démantèlement de la protection sociale, le démantèlement des Codes du travail, de tout ce qui fait obstacle à *"la concurrence libre et non faussée"*.

Il est donc évident que, sous la condamnation des *"crimes des régimes communistes totalitaires"*, le Conseil de l'Europe condamne les paysans et les ouvriers hongrois, roumains, polonais, bulgares, tchèques, yougoslaves, qui, au lendemain de l'effondrement du nazisme et des gouvernements pro-nazis de la plupart de ces pays, ont eux-mêmes décidé de partager les terres des grands propriétaires et de prendre en main leurs propres entreprises.

Enfin, en présentant l'ensemble des événements qui se sont produits depuis 1945 en URSS, dans les pays de l'Est, au Vietnam, en Chine ou à Cuba comme autant de crimes, le Conseil de l'Europe prend la défense de l'armée de Vlassov, qui portait l'uniforme de la Wehrmacht, de la Légion lettone antibolchevique et de ses Waffen SS, dont des milliers de survivants défilent depuis des années en toute tranquillité dans les rues de Riga, des organisations nationalistes ukrainiennes et lituaniennes qui ont, à l'égal des SS et des Einsatzgruppen, organisé le génocide des Juifs et le meurtre de centaines de milliers de partisans antinazis. Elle prend la défense des régimes monarchiques et dictatoriaux de ces pays qui ont collaboré jusqu'à la dernière minute avec les nazis, contribué au génocide des Juifs et suscité la haine de leurs populations ; elle prétend légitimer la guerre d'extermination déclenchée par les Etats-Unis contre le Vietnam avec l'objectif affirmé par le général Westmoreland de *"les ramener à l'âge de pierre"*, objectif que le Conseil de l'Europe ne juge nullement criminel, puisqu'il qualifie de criminels ceux qui y ont fait échec.

Confrontés à la prétention affirmée de nombreux groupes de pression et hommes politiques de définir une histoire officielle de certains événements concernant la France, de nombreux historiens de ce pays ont signé une pétition, qui affirme : *"L'histoire n'accepte aucune dogme, ne respecte aucun interdit, ne connaît pas de tabous (...). L'histoire n'est pas la morale. L'historien n'a pas pour rôle d'exalter ou de condamner, il explique. L'histoire n'est pas l'esclave de l'actualité (...). L'histoire n'est pas un objet juridique. Dans un Etat libre, il n'appartient ni au Parlement ni à l'autorité judiciaire de définir la vérité historique."*

Ce droit que les historiens refusent au Parlement et à l'autorité judiciaire ne peut qu'être dénié tout autant au Conseil de l'Europe.

**Jean-Jacques Marie**

Je propose aux destinataires de ce texte de s'y associer en affirmant : *"C'est pourquoi les soussignés déclarent illégitime la résolution totalitaire du Conseil de l'Europe et récusent à l'avance toute tentative de la mettre en application."*

# Premiers signataires :

Michel Barbe, professeur agrégé de géographie ;

Marc Belissa, professeur à Paris-X ;

Christophe Benoit, professeur agrégé d'histoire ;

Nicole Bossut-Perron, docteur en histoire ;

Maurice Carrez, maître de conférences, université de Dijon ;

Jacques Chatillon, professeur d'histoire-géographie ;

Odile Dauphin, professeur d'histoire-géographie ;

Michel Delamotte, professeur d'histoire-géographie ;

René Delort, cadre stratégique à La Poste ;

Nicole Dorey-Marcelé, professeur agrégé d'histoire ;

Mireille Douspis, docteur ès-lettres ;

Gérard Farlay, professeur d'histoire ;

Olivier Fraysse, professeur à Paris-IV (Sorbonne) ;

Bernard Gainot, maître de conférences à Paris-IV (Sorbonne) ;

Jean-Jacques Goblot, universitaire ;

Gérard Gôme, historien ;

José Gotovitch, membre de l'Académie royale de Belgique, professeur à l'université libre de Bruxelles ;

David Gozlan, professeur d'histoire-géographie ;

Dominique Gros, universitaire ;

Jeannine Gruselle, sociologue retraitée ;

Michel Gruselle, directeur de recherches au CNRS ;

Pierre Jego, professeur d'histoire-géographie ;

Frank Labrasca, professeur à l'université de Tours ;

Annie Lacroix-Riz, professeur à Paris-VII ;

Gilles Landron, maître de conférences à l'université de Poitiers ;

Loïc Lebars, docteur en histoire ;

Jack Lefebvre, professeur d'histoire-géographie ;

Catherine Lefebvre, conservateur en chef des bibliothèques ;

Edouard Lemoigne, professeur agrégé d'histoire ;

Pierre Levasseur, syndicaliste ;

Lise London ;

Jean-Jacques Marie, historien ;

Audrey Marc, professeur d'histoire-géographie ;

Maurice Martin, professeur d'histoire-géographie ;

Claude Mazauric, professeur d'université émérite ;

Mickhael Merrien, professeur d'histoire-géographie ;

Jean-Pierre Molénat, directeur de recherches au CNRS ;

Yvan Moquette, directeur d'école, syndicaliste ;

Anne Morelli, universitaire (Belgique) ;

John Mullen, maître de conférences à l'université Paris-XII ;

Emmet O'Connor, universitaire (Irlande) ;

Olivier Pascault, chercheur (philosophie), coanimateur de Place aux Fous sur Radio libertaire ;

Gilles Perrault, écrivain ;

Pascal Polisset, instituteur, membre de l'Association pour la perpétuation de la mémoire des internées des camps de Rieucros (18) et de Brens (81) ;

Vincent Présumey, professeur d'histoire ;

Henri Pena-Ruiz, philosophe, écrivain, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris ;

Maurice Rajfus-Plocki, historien ;

Antoine Régis, professeur honoraire des universités ;

Pierre Roy, historien ;

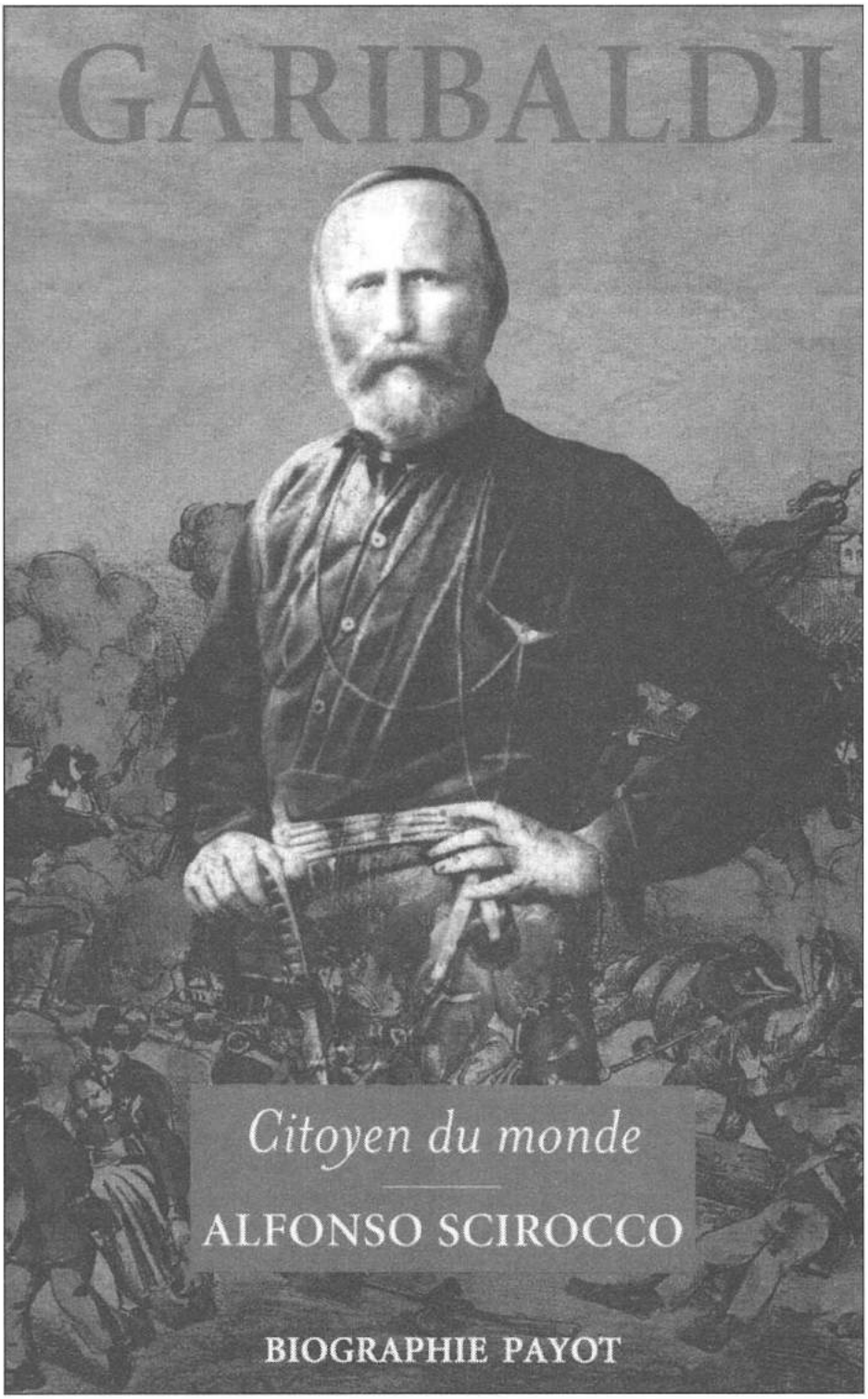
Jean-Marc Schiappa, docteur en histoire ;

André Tosel, professeur émérite, université de Nice Sophia-Antipolis ;

Van Sinoy, fonctionnaire (Belgique) ;

Carlos Zacarias, professeur à l'université de Bahia (Brésil).

# Notes de lecture


GARIBALDI
Citoyen du monde
ALFONSO SCIROCCO
BIOGRAPHIE PAYOT

# Un véritable internationaliste (1)

CEUX qui, en Italie, se conforment à la politique de l'Union européenne, qui veut démembrer les nations en régions, tenter de disloquer l'Italie en une fédération de régions autonomes (un peu comme à l'époque bénie de la Sainte-Alliance, qui avait divisé le pays en cinq Etats régionaux et trois petits duchés !), vilipendent aujourd'hui en Garibaldi l'homme qui a été l'incarnation et le moteur de l'unité italienne.

## Une légende vivante

Lorsqu'on demanda à la troisième fille de Marx, Eleanor, quel était son héros préféré, elle répondit : *"Garibaldi."* Karl Marx n'aurait certainement pas donné la même réponse (d'ailleurs, il cite, lui, Spartacus et Kepler), mais Garibaldi avait enflammé la jeune Eleanor, comme des dizaines de milliers d'Anglais, lors de sa visite en Grande-Bretagne en mai-juin 1864. Karl Marx n'avait alors pas tenu à rencontrer le "citoyen du monde", fêté par tous, y compris par la haute aristocratie britannique. La reine Victoria non plus, pour des raisons évidemment inverses. Elle voyait en Garibaldi un dangereux révolutionnaire.

C'était alors une légende vivante.

Lorsque Garibaldi entre dans la vie active, le nord-est de l'Italie (Vénétie, Lombardie) est sous la coupe des Autrichiens, le sud de l'Italie (le royaume de Naples) et la Sicile sont sous celle d'un Bourbon, et le centre, Rome et ses environs, forment un Etat du pape, encore plus féodal que le précédent, et protégé par toutes les puissances réactionnaires de l'Europe.

## Une jeunesse d'aventurier

Alfonso Scirocco raconte avec beaucoup de verve la vie agitée et aventureuse de ce marin rebelle. Condamné à mort après sa participation à une insurrection républicaine ratée à Gênes, il part pour l'Amérique du Sud, devient un moment corsaire, entre au service de l'éphémère république du Rio Grande du Sud, qui veut accéder à son indépendance contre le gouvernement brésilien, puis s'engage du côté de l'Uruguay agressé par l'Argentine. De retour en Italie en 1848, il participe à la révolution qui agite le pays, prend part aux combats contre l'occupant autrichien en Lombardie et en Vénétie, puis à la défense de l'éphémère république romaine, proclamée après la fuite éperdue du pape Pie IX, un moment abandonné par l'Esprit Saint, s'exile à nouveau après sa défaite, revient au pays avec un double objectif : envahir l'Etat pontifical croupion, protégé par Napoléon III, et libérer la Sicile et le royaume de Naples de la férule du Bourbon détesté.

(1) Alfonso Scirocco : *Garibaldi, citoyen du monde*, traduit de l'italien par Jérôme Nicolas, 552 pages, biographie Payot, 2005, 27,50 euros.

## Le combattant de l'unité de l'Italie

Il atteint ce second objectif en 1860, à la suite d'une invraisemblable équipée : après une série de batailles, livrées, selon son habitude, avec des forces inférieures à celles de son adversaire, prenant appui sur l'enthousiasme populaire, il réussit à battre le Bourbon, qui s'enfuit, et trouve, bien entendu, refuge auprès du pape, toujours accueillant pour les monarques, dictateurs et tyrans au bout de leur rouleau. C'est l'épopée des mille — suivie peu après d'un fiasco retentissant et humiliant lorsque la monarchie piémontaise, que, jusqu'alors, Garibaldi a tant servie, refuse de soutenir sa volonté de libérer les Etats pontificaux. Le récit de cette épopée compte parmi les meilleures pages du livre, car Alfonso Scirroco souligne à la fois la véritable flamme qui anime son héros et la minceur de ses conception s politiques et sociales.

Le renversement du trône des Bourbon déchaîne en Sicile une véritable guerre de paysans, qui s'élancent à l'assaut des grands propriétaires, dont ils sont les véritables esclaves : *« Les masses paysannes s'étaient soulevées pour obtenir le partage des terres domaniales : elles avaient abattu les haies, occupé les terrains dont la propriété était contestée, tué les "gentilshommes" qui s'opposaient à elles ou qui s'y étaient opposés dans le passé. »*

Mais la justice sociale n'est alors pour Garibaldi qu'une vague notion sentimentale. Et sous son patronage, les *"exécutions sommaires, arrestations en masse et exécutions immédiates"* décidées par le contingent chargé de rétablir l'ordre rendent les terres à leurs possesseurs officiels. Alfonso Scirocco commente : *"En Sicile comme dans toute l'Europe, on imaginait à cette époque que le héros était le protecteur des opprimés : mais à l'épreuve des faits, son ouverture aux classes les plus humbles était plus émotive que politique."*

Mais Garibaldi changera peu à peu. Son vocabulaire d'un romantisme moralisateur n'est pas la couverture idéologique d'intérêts matériels, et Garibaldi évoluera, lui, peu à peu et régulièrement, vers la gauche. Une trajectoire aussi rare mérite bien l'attention...

Garibaldi était un authentique internationaliste. Le dernier combat qu'il dirigea, il le livra, une fois l'empire renversé et la république proclamée, aux côtés des armées de la toute jeune République française contre les troupes prussiennes. Là encore, avec des forces inférieures, qu'il fit manœuvrer avec beaucoup d'habileté !

En 1870, sans être candidat, il est élu député à l'Assemblée nationale française dans cinq circonscriptions : à Paris, dans le Bas-Rhin, en Savoie, à Dijon et à Nice. Couvert d'insultes par la majorité réactionnaire et cléricale, entre autres parce qu'il refuse d'enlever son chapeau tant que les prêtres élus conservent leur calotte, il démissionne, puis, lors d'une élection partielle, est élu député d'Algérie par les ouvriers déportés massivement en 1848 après l'écrasement sanglant de l'insurrection de juin. L'Assemblée conservatrice et cléricale le révoque, parce qu'il n'est pas citoyen français. Révolté, Victor Hugo démissionne.

## Garibaldi anticlérical

La dernière partie de son existence permet de mettre en doute l'affirmation d'Alfonso Scirocco : *"Garibaldi était et se sentait exclusivement homme d'action."* Le récit de ses combats, auxquels, aussi longtemps qu'il le put, il prenait part au premier rang en arborant son éternelle chemise rouge, semble confirmer cette image du chevalier de l'unité italienne. Mais il devient peu à peu un politique. Le clergé ne s'y trompe pas. A l'annonce de son arrivée en France à la tête de volontaires de divers pays, l'archevêque de Tours se lamente : *"Je pensais que la divine providence avait comblé la mesure imposée à notre pays : je m'étais trompé."* Comme en 1940, le clergé, il est vrai, souhaitait vivement la défaite militaire de la république.

Au congrès pour la paix de Genève, en 1867, il propose douze amendements

au programme de la Ligue alors créée. A côté d'articles naïfs et sentimentalement religieux, d'autres manifestent une volonté politique déterminée : *"La papauté, qui est la plus nocive de toutes les sectes, est déclarée déchue (...). La république est la seule forme de gouvernement digne d'un peuple libre... Seul l'esclave a le droit de faire la guerre au tyran."*

Son orientation anticléricale, matérialisée par son adhésion précoce à la franc-maçonnerie, se traduit lorsqu'il bataille dans les Vosges contre l'armée prussienne par des mesures contre un clergé très antirépublicain : *"Aveuglé par son anticléricalisme,* écrit Alfonso Scirocco, *il autorisera la perquisition de l'évêché d'Autun, la fermeture du collège des Jésuites de Dole et l'arrestation de plusieurs prêtres."* Un peu plus tard, lorsqu'il précise son orientation vers la république, il exige d'un gouvernement où siègent certains de ses anciens compagnons d'armes, qui, eux, font carrière dans les sommets de l'Etat, de *"supprimer les contributions au clergé, de fondre les cloches pour battre monnaie"*.

## Garibaldi soutient la Commune et la Première Internationale

Cette orientation anticléricale et sociale se précise au fil des années. Malgré son désaccord sur la mise en cause (pourtant timide) de la propriété privée, il apporte son soutien à la Commune de Paris et, avec quelques réserves, pour les mêmes raisons, à l'Internationale, dont il encourage la création de sections en Italie. Engels attribue une très grande importance à cet appui du révolutionnaire italien. Garibaldi, après la Commune de Paris, décide d'apporter son soutien à la Première Internationale. Dans une lettre adressée le 21 octobre 1871 à Giuseppe Petroni, le rédacteur en chef du journal *Roma del Popolo*, partisan du démocrate révolutionnaire Mazzini hostile à Marx et à l'Internationale, Garibaldi condamnait fermement les attaques lancées par Mazzini contre la Commune de Paris et l'Internationale. Engels traduisit sa lettre en anglais et insista devant le conseil général de l'Internationale sur sa grande portée. Dans une lettre au social-démocrate allemand Theodor Cuno, installé à Milan, où il voulait militer et qui y fonda la section de l'Internationale, Engels écrivait : *"Le vieux* (Garibaldi — NDLR) *montre dans ses conceptions théoriques plus de bonne volonté que de clarté ; pourtant, sa dernière lettre à Petroni a pour nous une valeur infinie"* (2).

La biographie d'Alfonso Scirocco se lit comme un roman d'aventures, mais le portrait qu'il dresse de Garibaldi n'est pas seulement celui d'une sorte de Robin des Bois magnifié, c'est aussi celui d'un homme politique d'une indépendance d'esprit rigoureuse, d'un dévouement total à la cause qu'il a choisie, et qui, à partir de convictions frustes et naïves au début, mais habité par une volonté acharnée de contribuer à l'unité d'une Italie morcelée et opprimée, a peu à peu acquis une véritable stature politique.

**Jean-Jacques Marie**

(2) *Correspondance Marx-Engels*, Editions sociales, tome XI, p. 349.

# L'héritage du franquisme [1]

"*L'ESPAGNE est une grande fosse commune*", écrit l'un des deux auteurs de cet ouvrage, Emilio Silva, une fosse commune où sont entassées les dizaines de milliers de victimes de la barbarie franquiste. Il souligne : "*Plus de six cents charniers, qui contiennent près de quarante mille corps, parsèment encore en 2005 les bas-côtés des routes, les collines, les puits, les précipices de la Péninsule, mais aussi des Baléares et des Canaries.*" Et ce chiffre est sans doute sous-estimé.

Certaines de ces fosses sont gigantesques : celle du cimetière de Merida, par exemple, contient 3 500 corps. Et la majorité des victimes, restées si longtemps anonymes, entassées dans ces fosses et ces charniers, n'ont pas été abattues au cours ou à la suite d'affrontements de la guerre civile, mais dans une chasse à l'homme organisée dans les années mêmes qui ont suivi la victoire des franquistes.

L'ouvrage, qui nous invite à partir à leur découverte, est construit en deux parties très différentes, mais complémentaires : Emilio Silva raconte d'abord comment sa tentative de retrouver en mars 2005 les restes de son grand-père abattu par les phalangistes en 1936 et jeté dans une fosse commune anonyme avec douze autres hommes abattus tout aussi froidement débouche sur une initiative nationale : la recherche des charniers qui parsèment l'Espagne depuis le coup d'Etat franquiste, et la constitution à cette fin d'une Association pour la réhabilitation de la mémoire historique.

Cette recherche se heurte à de nombreuses difficultés, que soulignent ou suggèrent les auteurs : d'abord, un héritage du franquisme (dont la continuité politique mise au goût du jour est assumée en fait par la monarchie), et ensuite le pacte politique passé entre les héritiers du franquisme, d'un côté, et les socialistes et communistes, de l'autre :

"*Plus de soixante ans après la fin de la guerre civile,* note Emilio Silva, *il existe encore des dizaines de milliers de documents, qui, sous prétexte d'être placés sous juridiction militaire, ne peuvent être consultés ni par les familles concernées ni par les chercheurs.*" On pourrait consoler Emilio Silva en lui indiquant qu'en France, il faut un délai de... cent ans pour pouvoir consulter les dossiers de la justice militaire et de cent cinquante ans pour consulter ceux de la médecine militaire (quels étranges secrets faut-il donc protéger si longtemps ?). Cette conjonction souligne quelques limites de la démocratie...

## Une peur qui perdure

Selon Emilio Silva, au début de leurs recherches, lui et ses camarades se sont heurtés, dans les villages, à la terreur qu'avaient vécue les gens sous le franquisme, une terreur qui avait perduré sous la démocratie : "*La peur habitait encore la vie des gens des villages, qui n'avaient pas ressenti qu'avec la démocratie leur parole pouvait être libre (...), une peur que l'on trouve encore, plus spécialement, dans les petits villages, où les tueurs continuent d'avoir pignon sur rue et vivent une vie tranquille en démocratie sans que jamais personne ne leur ait demandé le moindre compte.*"

Comment est-il possible que la terreur perdure après vingt-cinq ans de "démocratie" ? Sans aucune doute, parce que le pacte passé entre les force poli-

(1) Emilio Silva et Santiago Macias : *Les Fosses du franquisme*, traduit de l'espagnol par Patrick Pépin. Paris, Calmann-Lévy, 2006, 312 pages, 20,90 euros.

tiques franquistes et la gauche (socialistes et communistes) a laissé en place les institutions franquistes et les hommes (ou leurs descendants) qui les incarnaient dans l'armée, la police, la magistrature, sous la haute protection du roi, qui avait jadis prêté serment à Franco. De nombreux journalistes ont demandé à Emilio Silva comment se faisait-il, par exemple, que le juge espagnol Garzon, si vigoureusement engagé dans les procédures pour retrouver les disparus des dictatures chilienne et argentine, soit muet comme une carpe sur les disparus de son propre pays ? *« Notre réponse a toujours été :* "Pour l'instant, silence de la magistrature". » La magistrature monarchique protégeait et protège l'héritage franquiste.

Ainsi, Santiago Macias signale un conseil municipal où sont représentées toutes les grandes forces politiques du pays (Parti populaire d'Aznar, PSOE, PC), celui de Siero, qui considère l'exhumation des victimes assassinées et jetées dans des fosses ou des charniers comme *"inconvenante et sujette cinquante ans après la guerre à réveiller de vieilles haines"*. Ce n'est nullement le but d'Emilio Silva, qui conclut : *"Ce faisant, nous n'étions pas conscients que notre engagement comportait une dimension politique, celle de la critique de la transition"*, qui a laissé intact l'héritage franquiste.

Mais l'initiative d'abord individuelle d'Emilio Silva a fait craquer le consensus politique institutionnel, et les bouches fermées par une peur qui perdurait se sont peu à peu ouvertes. En passant, Emilio Silva évoque les innombrables camps de concentration franquistes, sur lesquels les historiens sont beaucoup plus discrets que sur le Goulag... Serait-ce parce que l'Eglise espagnole, qui vient largement en tête des béatifications de prêtres effectuées par le Vatican depuis le début du XIX$^{e}$ siècle, a béni ces camps ?

Le deuxième volet du livre, rédigé par Santiago Macias, établit, région par région, une géographie — sinistre — de la férocité des massacres de civils (en dehors de tout combat) accomplis par les phalangistes et autres franquistes, souvent avec l'aide efficace du clergé, plusieurs fois soulignée par les auteurs et qui s'est poursuivie parfois post mortem. Ainsi, le curé de Piedrafita justifie les fosses communes en déclarant en chaire : *"Ces hommes-là doivent être bien mauvais, puisque même la terre n'en veut pas."* La charité chrétienne réserve décidément bien des surprises.

L'une des descriptions les plus hallucinantes du livre est sans doute celle du gouffre de Jinamar, dans les Canaries, au fond duquel les franquistes jetèrent leurs victimes, mortes ou vives, avant de les recouvrir de tonnes d'ordures et de chaux vive. Le record des massacres semble détenu par la vieille région ouvrière et minière des Asturies : *"Des centaines de fosses communes éclaboussent la géographie asturienne"*, écrit Santiago Macias. Mais Alicante, le dernier bastion républicain, détient peut-être le record des horreurs franquistes.

*Les Fosses du franquisme* est un document indispensable pour comprendre les soubresauts de la société espagnole d'aujourd'hui. Qui veut comprendre la réalité de l'Espagne après plus de vingt-cinq ans de "transition démocratique" (et monarchique) ne saurait éviter d'effectuer le voyage macabre dans lequel Emilio Silva et Santiago Macias entraînent leur lecteur .

Les morts que les auteurs du pacte de la Moncloa, destiné à protéger la monarchie héritière du franquisme, ont voulu renvoyer dans l'oubli sautent aujourd'hui à la face des vivants et interviennent dans le présent. Les deux auteurs des *Fosses du franquisme* ont le grand mérite de faire rejaillir une histoire occultée en déterrant des cadavres par deux fois effacés, de 1936 au milieu des années 1940, puis de la mort de Franco au début des années 2000. Ce faisant, ils rétablissent entre le passé et le présent le lien que trop de forces voudraient abolir.

**Jean-Jacques Marie**

# Un livre de Michel Eliard : *Sociologie et Corporatisme*

MICHEL ELIARD, comme universitaire (professeur de sociologie) et militant, vient de sortir un nouveau livre qui apporte des vues tout à fait inédites sur, notamment, la place du sociologue Emile Durkheim dans la recherche d'une "troisième voie" se présentant comme une alternative au capitalisme et au socialisme.

De façon inattendue pour beaucoup (en tout cas, j'en fais partie), les lecteurs retrouveront chez Durkheim des positions similaires à celles de l'Eglise catholique, qui, comme on sait, à travers les encycliques, notamment la "fondatrice", *Rerum Novarum* (1891), due au pape Léon XIII, a défini une "doctrine sociale" qui se veut distincte du capitalisme et qui se trouve en complète opposition avec le socialisme. Ce dernier — la théorie l'a établi et l'expérience historique l'a confirmé dans les faits — ne peut être fondé que sur l'appropriation sociale (collective) des moyens de production et sa réalisation procède de la lutte de classes internationale.

Ce qui est paradoxal dans le cas de Durkheim, c'est que cet authentique dreyfusard, membre de la Ligue des droits de l'homme, ami de Jaurès et lecteur de *L'Humanité*, ce tenant de l'école laïque ait développé la théorie d'une société "organiciste" analogue à celle de l'Eglise catholique.

Bien entendu, comme l'écrit Michel Eliard, *"ce serait bien évidemment lui faire injure que de dire qu'il souhaitait un régime totalitaire, mais ses textes ont incontestablement inspiré des théoriciens et des hommes politiques partisans d'une société verticaliste, et Marcel Déat, membre de cette école, a poussé cette logique jusqu'au bout en rejoignant le national-socialisme et en promouvant le planisme de Henri de Man"*.

La démonstration de Michel Eliard est rigoureuse et il n'a pas à regretter d'avoir abondamment cité les textes de Durkheim (ainsi que de nombreux autres sociologues), car le lecteur peut de lui-même constater la pertinence de l'appréciation formulée par l'auteur de *Sociologie et Corporatisme*.

Il introduit le parallèle entre la doctrine sociale de l'Eglise et Durkheim en écrivant : *"Ce rapprochement peut se faire à la lecture de l'encyclique du pape Léon XIII,* Rerum Novarum. *Elle date de 1891 et Durkheim soutient sa thèse en 1893. Il a dû prendre connaissance de ce texte, mais il n'y fait aucune référence. Il y a pourtant des similitudes surprenantes à propos de la propriété, du socialisme, des corporations."*

Suivent un passage de *Rerum Novarum* et un passage de la préface à la seconde édition de *Division du travail social*.

Mon compte rendu commence par Durkheim parce que c'est à son sujet que la mise au point de Michel Eliard est, à mes yeux, celle qui peut le plus facilement prendre le non-spécialiste en quelque sorte à contre-pied, dans la mesure où la connaissance superficielle dont celui-ci peut disposer n'a en général retenu de Durkheim que quelques aspects généraux et se limite fréquemment au fait qu'il se déclarait partisan du socialisme. Mais Michel Eliard respecte une vraie démarche méthodologique en faisant précéder les deux chapitres de la troisième partie, consacrés plus spécifiquement au célèbre sociologue (chapitre 6 : *"Durkheim contre Marx"*, chapitre 7 : *"Durkheim ou Marx ?"*), de deux parties d'une grande richesse (pre-

mière partie : *"De la société organique à l'individualisme rationaliste"*, deuxième partie : *"De la révolution bourgeoise au mouvement ouvrier"*).

Le rôle de la deuxième partie, notamment, est de montrer que *"toutes les sociétés où existent la division du travail, la propriété des moyens de production, sont traversées de deux tendances contradictoires. Cette contradiction de classes s'exprime dans les théories politiques. Certaines cherchent à démontrer la possibilité de concilier des intérêts contradictoires pendant que d'autres manifestent l'impossibilité d'un tel consensus. Il est significatif que la sociologie se soit constituée comme une critique de l'individualisme révolutionnaire des Lumières et qu'elle se soit institutionnalisée à la fin du XIX^e^ siècle comme une critique du marxisme, qui reprenait en l'approfondissant le sillon ouvert par la Révolution française."*

Michel Eliard évoque dans la première partie la pensée de Hobbes, celle de Rousseau, puis celle de Condorcet, le vrai père fondateur de la science sociale, qui procède d'une approche à la fois théorique et pratique. Le marxisme en est l'héritier, fécondé par la dialectique hégélienne et procédant de la lutte des classes entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Tout militant ouvrier lira avec un grand profit les textes de Marx cités dans l'ouvrage, qui montrent comment le marxisme s'oppose au sociologisme réactionnaire organiciste de De Bonald, de De Maistre, et au positivisme non moins organiciste d'Auguste Comte. C'est un clivage fondamental et irréductible qui sépare les tenants de la société corporatiste, déplorant la lutte des classes et acharnés à la "transcender" dans une société organisée selon le modèle des corporations, et le marxisme (et pas seulement lui) (1), pour qui toute l'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte des classes.

Evidemment, il faut s'entendre sur ce que l'on entend pas marxisme. Le déterminisme économique n'a rien à voir avec lui, en dépit du fait que la plupart de ses détracteurs aient voulu le réduire à cette caricature pour le vider de sa substance. La lettre d'Engels à Joseph Bloch (p. 105 et suivantes) serait à citer en entier. Retenons cette phrase : *"La conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant de l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde."*

Il faut lire aussi du même Engels la préface au *Manifeste* écrite en 1890 et longuement citée par Michel Eliard. Engels y souligne la méthode qui présida à la construction de l'Association internationale des travailleurs : "(L'AIT) *avait pour but de fondre en une immense armée toute la classe ouvrière combattante d'Europe et d'Amérique. Elle ne pouvait donc partir des principes posés dans le* Manifeste (communiste). *Il lui fallait un programme qui ne fermât pas la porte aux trades-unions anglaises, aux proudhoniens français, belges, italiens et espagnols, ni aux lassalliens allemands. Ce programme — les considérants des statuts de l'Internationale — fut rédigé par Marx tout seul avec une maîtrise qui fut reconnue même par Bakounine et les anarchistes. Pour la victoire définitive des propositions énoncées dans le* Manifeste, *Marx s'en remettait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, qui devait résulter de la communauté d'action et de discussion."*

On trouvera aussi dans l'ouvrage de notre camarade une mise au point à la fois décapante et drôle sur Althusser et ses *appareils idéologiques d'Etat*, dont l'école laïque est — selon cet idéologue qui s'est abusivement réclamé de Marx — le pire de tous les appareils en question, puisqu'elle ferait que *"l'individu (...) accepte son assujettissement"*. Michel Eliard écrit : *« On a dit, à juste titre, de l'althussérisme qu'il remplaçait la lutte des classes par la "lutte des structures", que donc l'activité humaine pratique disparaît. »* En effet.

(1) Voir l'appel de Jean-Jacques Marie contre la résolution 1481 du Conseil de l'Europe.

Pierre Bourdieu, qui a dénoncé à juste titre cette lecture structuraliste de Marx, échappe-t-il pour autant à une conception coupée de la lutte des classes ? Michel Eliard consacre quelques pages brillantes à ce problème : celui qui ne se situe pas sur le terrain des intérêts historiques de la classe ouvrière et ne participe pas à sa vraie lutte de classe en plaçant en son centre le combat pour des syndicats indépendants ne court-il pas le risque de participer, qu'il le veuille ou non, au dévoiement du combat social fondamental entre, d'une part, le capitalisme d'aujourd'hui, parvenu au stade suprême de sa déchéance et entraînant ainsi l'humanité à l'abîme, et, d'autre part, la classe ouvrière, dont la lutte qui l'oppose aux propriétaires des moyens de production est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu, ce qui est résumé par la célèbre devise plus que jamais d'actualité : *"Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"* ?

Le livre de Michel Eliard est tout à fait stimulant. Il parcourt en un peu plus de 200 pages les textes, les événements et les problématiques les plus essentiels dont les lecteurs ont besoin pour réfléchir et pour agir.

C'est là, à mes yeux, le grand mérite de ce livre, qui regroupe en annexes des documents fondamentaux. On ne saurait trop en recommander la lecture et l'étude.

**Pierre Roy**

**ISSN 1287-25-98**
**Commission paritaire n° 0705 G 78 360**